

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°38

avril-juin 2025

Mouvements et initiatives populaires

Table des matières

Sites intéressants.....	3
Occupons le Terrain.....	4
Un géant de l'agrobusiness ciblé par des écologistes en Belgique.....	14
Campagnes rouges : les luttes anticapitalistes des Paysans-Travailleurs.....	20
Kohei Saito : « Communisme ou barbarie, tel est le dilemme qui s'offre à nous ».....	24
Marx, prophète de la décroissance ?.....	27
L'atelier Veloma, Windcoop.. Les mobilités décroissantes en plein essor.....	32
A69 : la justice ne suspend pas le chantier, mais l'étau se resserre.....	35
Audience cruciale pour l'A69 : des opposants installés dans les arbres face au tribunal.....	37
A69 : une victoire historique.....	41
Six militants perchés dans des arbres contre une ligne à haute tension.....	42
Un cliché et deux malentendus sur la décroissance.....	46
Sylvie Colas : « Il faut redonner aux agriculteurs le sens de leur métier ».....	50
L'économie sociale et solidaire, une brèche dans le capitalisme ?.....	55
Asséché pendant des décennies, le fleuve Colorado reprend vie.....	60
2024 : L'année de la résilience collective et de l'émergence des alternatives citoyennes - debriefing avec Dr Louis Fouché.....	65
Lieux alternatifs ruraux : comment résister sans s'isoler ?.....	66
À Marseille, un réseau d'entraide entre maraîchers pour briser l'isolement.....	71
Mégabassines : la justice offre une « bouffée d'oxygène » aux opposants.....	75
Naomi Klein : « Les États-Unis ne se réduisent pas à Donald Trump ».....	77
Cet orchestre joue au pied des glaciers qui disparaissent.....	82
Au Brésil, des potagers bio poussent au cœur du trafic de drogue.....	87
Visite surprise à Sainte-Soline - le récit.....	90
Eisenhüttenstadt, utopie urbaine inachevée.....	92
Amazonie : « Il est possible de vivre dans cette forêt sans la détruire ».....	100

Sites intéressants

- * youtube ;
- Alexis Poulin le Monde moderne

- Paix et guerre

- Espoir et dignite

- Idriss Aberkane

- Tocsin-media

- * www.jdmichel.tv/

- * www.kairospresse.be

Occupons le Terrain



Le billet de la rédac' :

Le printemps a fait son entrée, apportant avec lui un vent de fraîcheur et d'espoir. Le soleil, après de longs mois d'absence, réchauffe nos cœurs et illumine nos journées. Les oiseaux, quant à eux, s'affairent à construire leurs nids, symboles de renouveau et de promesses.

Dans ce contexte de renaissance, nous avons le plaisir de partager avec vous une victoire retentissante, fruit d'efforts collectifs. Cette réussite est un témoignage de l'utilité d'agir ensemble et ainsi faire la différence.

Cette newsletter se voudrait être une ode à l'optimisme. Vous y trouverez notamment des informations positives, des initiatives inspirantes et des témoignages encourageants. Cependant, nous ne pouvons ignorer les défis qui persistent, de même que les vents contraires qui soufflent actuellement en Wallonie et partout ailleurs dans le monde. C'est pourquoi nous vous invitons également à prendre connaissance des cris d'alarme lancés par les collectifs qui luttent contre des projets inadaptés, imposés et nuisibles.

Votre solidarité est essentielle. Chaque geste compte, chaque soutien est précieux. Ensemble, nous pouvons renverser des montagnes, comme le prouve la victoire des collectifs citoyens contre le projet d'autoroute A69.

Profitez de cette lecture printanière, laissez-vous inspirer par les belles nouvelles et rejoignez-nous dans notre engagement pour la préservation de nos territoires!

À la Une

Quand la justice siffle la fin de la récréation

Nous vous annonçons, dans le billet de la rédac', une grande victoire.

Petit bémol : nous n'y sommes pour rien et elle a lieu en France. Mais c'est quand même un événement hors norme : le tribunal de Toulouse vient de décider l'arrêt de la construction d'un tronçon d'autoroute (A69) après deux ans de travaux (entamés alors que les recours pleuvaient) parce que « l'intérêt public » revendiqué par les autorités n'était pas prouvé et ne pouvait donc primer sur la défense des normes environnementales!

Dans notre précédente newsletter, nous avons aussi eu le plaisir de vous annoncer la décision (certes

moins spectaculaire !) du Conseil d'État qui a bloqué le projet de construction du centre commercial annoncé au square Léopold à Namur.

Voici donc, en moins d'un mois, deux décisions de justice fortes en faveur de l'environnement et au détriment des combinaisons incestueuses entre des intérêts privés et certains intérêts « publics ».

Et voilà aussi deux décisions qui, chacune à sa manière, mettent en évidence et condamnent le peu de cas que les autorités ont fait des innombrables courriers, pétitions, recherches et alternatives produites par les associations et des habitants.

Mais nous pouvons aussi affirmer sans crainte que ces interventions des opposants – et sans doute surtout les mobilisations publiques menées dans la rue, dans la presse et partout où c'était possible – ont pesé dans la manière dont la Justice s'est saisie du dossier. Non pas évidemment que les magistrats aient pris leur décision sous la contrainte des manifestants. Mais ces mobilisations ont empêché que ces dossiers soient enterrés ou traités comme des sujets locaux et « techniques ».

Ces deux victoires sont des illustrations de la justesse de la stratégie que suivent Occupons le Terrain et de très nombreux collectifs et associations en Belgique comme en France (et ailleurs!). En un mot, comme en cent : « On ne lâche rien. Jamais ».

Nous aurons l'occasion et le plaisir de creuser ce sujet dans nos prochains numéros.



Victoires

Esneux - Un grand nettoyage final aux Prés de Tilff

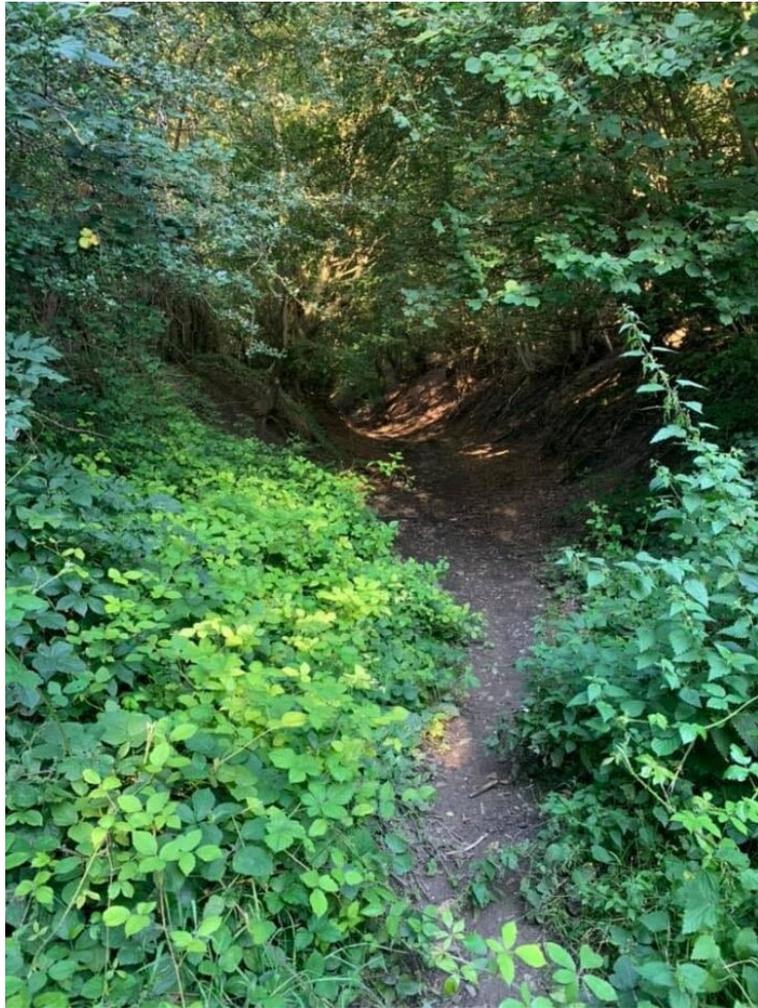
Fin 2022, plusieurs comités d'habitants avaient réussi à empêcher une reprise d'activité commerciale sur l'ancien site touristique abandonné des Prés de Tilff. La commune avait fini par rejoindre leur point de vue. Le site vient d'être dé-bétonné et nettoyé par la commune afin de la rendre à la nature et de faire disparaître un obstacle récurrent à l'étalement de l'eau en cas d'inondations. L'endroit deviendra d'ici le printemps un espace vert, qui permettra également à l'Ourthe de déborder sans risque.



[En savoir plus](#)

Liège - Le Collège communal garde le cap et sauve à nouveau le site des Cabayes à Jupille

Lors de la séance du 14 février, le Collège communal a refusé le permis d'urbanisme (déjà refusé une 1ère fois) déposé par la S.A. GERIGO en 2024. 426 réclamations en ont eu raison! Impact environnemental, problèmes de mobilité, nuisances, urbanisation débridée (sic) sont les principaux motifs développés dans la décision officielle.



[En savoir plus](#)

Nouvelles des collectifs et des mouvements

Wavre - Des soins de santé de qualité pour tou te s: OUI ! Mais surtout, AU BON ENDROIT !

Sur un terrain de 18 hectares (dont 4 boisés) au sud de Wavre, la Clinique Saint-Pierre Ottignies envisage depuis plusieurs années de construire un nouvel hôpital. L'asbl « Wavre, Notre Ville » a déjà mené plusieurs recours contre ce projet destructeur pour l'environnement.

Très bientôt, une nouvelle enquête publique va démarrer suite à des plans modificatifs (nous vous tiendrons informés). Le bon sens et la bonne gestion des deniers publics seront à nouveau au centre des débats.



[Lire notre article complet](#)

[Le site web du collectif](#)

[La page FB du collectif](#)

La Vesdre - MR et Engagés refusent de donner la parole aux acteurs sociaux solidaires des habitants !

Quand la majorité MR-Engagés rouvre le débat au parlement wallon sur les suites des inondations, elle accepte d'écouter les experts universitaires... mais pas les acteurs sociaux engagés aux côtés des sinistrés ! Y aurait-il des vérités plus dures à entendre que d'autres ? L'aménagement du territoire serait-il plus agréable à organiser sans l'intervention des gens qui y vivent ?



[Lire notre article complet](#)

Nouvelles du réseau OLT

Liège - Succès de notre 2ème Journée des Luites de Territoires

Débats animés, échanges soutenus, découvertes de sujets moins connus, auberge espagnole et discussions dans tous les coins et à toutes les pauses... Les salles du centre culturel du Beau-Mur ont à nouveau vibré d'une belle énergie « Made in OLT » durant cette deuxième édition liégeoise de notre « Journée des Luites de Territoires ».



[Lire notre article complet](#)

[La page FB d'OLT/Liège](#)

Bruxelles – Une rencontre autour des luttes... et des victoires !

Bien Intéressante soirée que celle qui a été organisée le 7 février au DK à Bruxelles par Occupons le Terrain et d'autres associations pour présenter une étude sur les (nombreuses) victoires lors de luttes de territoires en France et pour faire le point sur cinq luttes symboliques de Wallonie et de Bruxelles.

[Lire notre article complet](#)

Fiche pratique n°3 - La réunion de concertation

Qu'est-ce qu'une réunion de concertation? Quand a-t-elle lieu et avec quels acteurs? Comment s'y préparer au mieux?

Retrouvez toutes les informations légales sur ce type de réunion et nos conseils à destination des collectifs pour cette étape importante de la procédure qui suit directement certaines enquêtes publiques.

[Lire notre article complet](#)

France - V

France - V

et !



Enquêtes publiques

Le 27 février, le tribunal administratif de Toulouse a jugé que le chantier de l'autoroute A67 n'était pas d'un intérêt public suffisant pour justifier de détruire des espèces protégées. Il a donc annulé l'autorisation environnementale de l'État et des enquêtes publiques, qui doivent être mises en œuvre dans une zone de 600 mètres autour de Castres. Le chantier est donc purement et simplement illégal et doit être immédiatement arrêté.

[Consulter les enquêtes publiques en cours](#)

Jamais un projet d'infrastructure d'une telle envergure n'avait été annulé par la justice à mi-chemin de sa construction!

[Lire notre article complet](#)

Analyses

L'Europe s'apprête à détricoter ses engagements écologiques



La Commission européenne a annoncé de nouvelles règles destinées à alléger les contraintes administratives. Fin février, la Commission européenne a pré-annoncé de nouvelles règles destinées à alléger les contraintes administratives. Ce langage technocratique se cache un démantèlement de la responsabilité sociale et environnementale.

[reporterre](#)

4 mars 2025

Esneux – Le hameau d'Avister à nouveau menacé

Appel à la solidarité

Soutenez notre campagne pour un Stop Béton maintenant!



[Consulter l'agenda via notre site](#)

Toute campagne visant à faire bouger les lignes nécessite essentiellement deux choses pour sa réussite: des moyens financiers pour permettre de la visualiser dans l'espace public et une mobilisation durable dans le temps.

Sur le premier point, vous pouvez nous aider en participant au crowdfunding pour financer le matériel de campagne: banderoles, drapeaux, affiches, flyers, manifestes imprimés, autocollants,...

Sur le deuxième point, vous pouvez marquer votre soutien en signant notre charte et en rejoignant une coordination zonale dans votre région.

Vous pouvez aussi nous aider à gagner en visibilité en partageant nos publications sur les réseaux sociaux et en parlant de notre campagne autour de vous.

Le nombre fait la force, rejoignez-nous!

[Nous soutenir](#)

Pétitions déjà publiées précédemment

Les informations sur toutes les pétitions en cours sont rassemblées dans une page dédiée sur notre site.

[Consulter les pétitions en cours](#)

À vos agendas

Les informations sur toutes les activités à venir sont rassemblées dans une page dédiée sur notre site.



Liège – Jeudi 13 mars et vendredi 14 mars – Formation d'Education Environnement

[En savoir plus](#)



Liège – samedi 15 mars – Balade à la découverte des oiseaux des Oblats

[En savoir plus](#)



Namur – Mardi 18 mars – Conférence : L’arme des grands propriétaires terriens contre les agriculteurs – Les sociétés de gestion

[En savoir plus](#)



Herve – Mercredi 19 mars – Climat et résilience : Agir ensemble

[En savoir plus](#)

8 mars 2025

Un géant de l'agro-business ciblé par des écologistes en Belgique



En Belgique, des centaines d'activistes du mouvement Code Rouge ont bloqué un site du géant de l'agro-business Cargill. Ils dénoncent sa mainmise sur l'agriculture et affichent leur volonté d'alliance avec les agriculteurs.

Gand (Belgique), reportage

Plus de 700 activistes (400 selon la police) ont bloqué et investi un site du géant du négoce Cargill, dans le port de Gand, en Belgique, samedi 27 février, lors de la cinquième édition de Code Rouge, un mouvement belge de désobéissance civile.

Alors qu'ils s'en étaient jusqu'ici pris à l'industrie des énergies fossiles, comme TotalEnergies et l'aviation, les activistes ont cette fois ciblé l'agro-industrie et l'une de ses plus grandes multinationales.



« Nourrissez les gens, pas le profit », peut-on lire sur cette banderole. Les activistes sont arrivés en différents groupes sur le lieu de l'action. © Léa Guedj / Reporterre

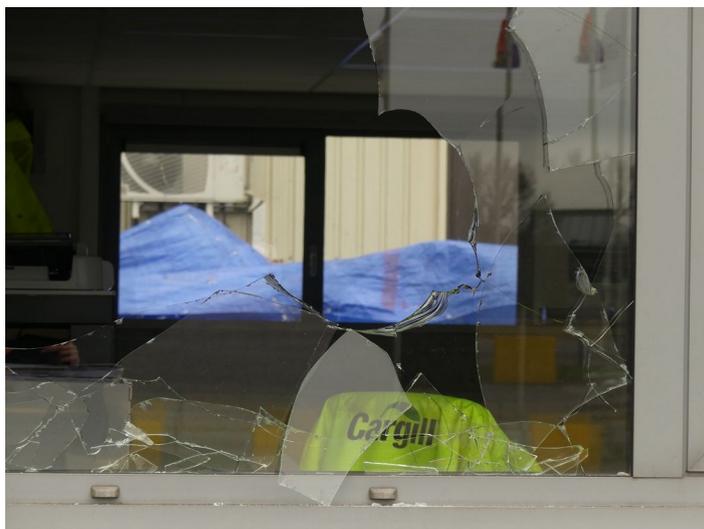
Samedi matin, des cars ont transporté les militants belges, français et néerlandais vers le lieu de l'action, à 60 kilomètres de Bruxelles. Arrivés sur place à 10 heures, ils ont caché leurs visages et enfilé rapidement leurs combinaisons blanches, avant d'ériger des barricades à l'entrée du site industriel.

Durant six heures, ils ont occupé les lieux, clamant leur solidarité avec les paysans. Des banderoles ont été déployées : « *Feed people, not profit* » (« *Nourrissez les gens, pas les profits* »), « *Eat the rich* » (« *Manquez les riches* ») ou « *Support farmers, not CEOs* » (« *Soutenez les agriculteurs, pas les PDG* »). À l'intérieur, des bureaux ont été saccagés, tandis que les sirènes de l'usine retentissaient.



Les activistes ont passé six heures dans le site de Cargill, dont ils ont profité pour repeindre et redécorer. © Léa Guedj / Reporterre

« *Les activités de l'entreprise ont été interrompues pendant toute une journée et d'autres sites industriels ont également été fermés par précaution* », précise Code Rouge qui se félicite d'une « *action réussie* ». Code Rouge avait annoncé en amont sur son site qu'il viserait une entreprise qui « *influence les prix des denrées alimentaires* », « *défend des accords de libre échange néfastes comme l'accord UE-Mercosur* » et est « *responsable de nombreuses violations des droits humains et de l'environnement* ».



Les locaux du géant de l'agrobusiness n'ont pas été épargnés. © Léa Guedj / Reporterre

Les militants ont quitté les lieux vers 16 heures, « conformément à ce qui avait été négocié avec la police », qui n'est d'ailleurs pas intervenue au cours de l'action, si ce n'est pour encadrer leur départ.

Arrestations préventives

Près d'une centaine de personnes ont été arrêtées administrativement en amont de l'action, toutes libérées en fin de journée. L'entreprise Cargill n'a pas répondu à notre sollicitation, ni communiqué publiquement.



La police est restée de l'autre côté des barricades de fortune installées par les militants en début d'action. © Léa Guedj / Reporterre

« *Cargill pay the bill !* » (« *Cargill paye l'addition !* »), scandaient les activistes. Depuis les quais du port de Gand, ils apercevaient les immenses grues qui récupèrent habituellement les matières agricoles, transportées par d'énormes navires venus du monde entier. Elles sont ensuite stockées dans des silos et transformées en alimentation animale et en biocarburant. C'est l'un des huit sites détenus par Cargill en Belgique, un géant étasunien du négoce qui possède également quatorze sites en France.

Cet acteur méconnu du grand public fait partie des « *ABCD* » (pour Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus), qui règnent sur le marché mondial des céréales. Il transforme et échange de nombreuses matières premières, principalement agricoles, mais aussi des fertilisants, de l'acier, du pétrole ou encore des produits chimiques. Acteur majeur du négoce mondial de cacao, Cargill contrôle aussi près de 20 % du marché du chocolat.

Le groupe a été ciblé par les activistes parce qu'il « *tire les ficelles de l'agrobusiness dans l'ombre* ». « *Entre les deux bouts de la chaîne, agriculteurs et consommateurs, ce sont eux qui captent la valeur* », explique Chloé Levain, porte-parole de Code Rouge.

« *Une entreprise gigantesque telle que Cargill a la mainmise sur l'ensemble de la chaîne alimentaire : elle achète à prix très faible les produits des agriculteurs, encourage les monocultures et l'utilisation massive d'engrais et de pesticides, avec toutes les conséquences que cela implique pour la biodiversité, l'environnement et le climat* », détaille le mouvement.



« Les fermes se font manger, demain nous aurons faim » © Léa Guedj / Reporterre

D'un côté, 20 % des agriculteurs belges vivaient en dessous du seuil de pauvreté ; de l'autre, la précarité alimentaire augmente, tandis qu'au milieu, les entreprises comme Cargill font des profits, plaident les militants.

L'entreprise a ainsi déclaré 160 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2024, et ses propriétaires – la famille milliardaire Cargill-MacMillan – se sont versé de généreux dividendes. Ce qui n'a pas empêché la multinationale d'annoncer le licenciement de 5 % de ses effectifs mondiaux, dont 164 emplois en Belgique.

Un constat qui révolte la célèbre militante pour la justice climatique, Greta Thunberg, présente sur le blocage du site de Cargill. « *Je suis ici parce qu'il n'y a pas d'autre solution que de mener des actions directes, a expliqué l'activiste suédoise à Reporterre. On ne peut pas compter sur des grosses multinationales de l'agrobusiness comme Cargill qui détruisent notre planète, exploitent nos paysans et les consommateurs, juste pour garder leur monopole et leurs profits.* »

La militante salue l'alliance que le mouvement Code Rouge tente d'opérer avec les agriculteurs belges, à l'image de celle réalisée avec la Confédération Paysanne par les Soulèvements de la Terre en France qu'elle considère comme « *une grande source d'inspiration* ».

« *La convergence est encore loin de celle qu'on devrait atteindre* », ajoute-t-elle toutefois. Sur le blocage, aucun drapeau de syndicat agricole. Toutefois, des militants de Code Rouge ont organisé un « *Farm Tour* » pendant une semaine en janvier, à la rencontre de dizaines d'agriculteurs belges, sur des exploitations tant conventionnelles qu'agroécologiques.

L'objectif : « *recueillir le vécu des premiers concernés* », dépasser les discours qui opposent de façon caricaturale des « *activistes urbains déconnectés des réalités agricoles* » et des « *agriculteurs pollueurs opposés à toutes les normes* », et identifier « *des ennemis communs* ».

« *On leur a expliqué qu'on ne veut pas s'attaquer à eux, mais à la structure économique et politique qui détermine le modèle agricole, les contraint à des modes de production destructeurs pour l'environnement et les plonge dans la précarité, alors qu'ils sont déjà confrontés aux effets du changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité* », raconte Gix [*], militante de Code Rouge qui a participé à ces rencontres.



Greta Thunberg, coiffée d'un keffieh en soutien à la Palestine, était présente à l'action de Code Rouge. © Christopher Kebbon



Pour les activistes, s'en prendre concrètement à Cargill contribue à s'en prendre directement au modèle économique qui précarise les paysans et ravage la planète. © Léa Guedj / Reporterre

Quelques paysans étaient présents parmi les participants à l'action, comme Henry [*,], 26 ans, maraîcher depuis trois ans en Wallonie. Pour lui, Cargill était un choix judicieux : « Ils font partie de ceux qui vont toujours diminuer le prix d'achat proposé aux agriculteurs, maximiser leurs marges, tandis que les conditions des producteurs se dégradent. »

Raccoon [*,], installé en maraîchage bio en Flandres, est quant à lui venu pour demander « que les ressources européennes de la politique agricole soient distribuées différemment, pour soutenir les agriculteurs qui essaient de faire leur travail de façon durable et mieux rémunérer leurs actions de transition ». « Là, on est plutôt dans une politique qui soutient un système d'exploitation à grande échelle offrant des profits aux entreprises comme Cargill », dit-il.



Les activistes ont pu partir en fin d'après-midi sans se faire arrêter. © Léa Guedj / Reporterre

Sur le chemin du retour, tandis qu'ils marchaient tous vêtus de blanc à travers champs, sous le regard des vaches interloquées, les militants ont croisé une éleveuse. « *Ils ont raison* », approuve-t-elle à leur passage, en précisant que des agriculteurs de la région vendent leur production à Cargill, « *plutôt que de les utiliser pour nourrir nos animaux localement* ».

Les rencontres entre les activistes et les agriculteurs ont déjà abouti à une tribune parue dans le journal *L'Avenir* et signée par 150 agriculteurs belges, en soutien à l'action de Code Rouge : « *L'an dernier, des milliers de tracteurs bloquaient les autoroutes et le centre de Bruxelles. Nous étions bien seuls à revendiquer des changements structurels dans le secteur agricole. Pourtant, l'alimentation est l'affaire de tous. [...] Ces jeunes intrépides réunis sous le nom de Code Rouge se joignent à nous pour dire STOP, ça suffit.* »

« *Pour survivre, nous avons sans cesse appliqué les orientations de la politique agricole et les exigences de l'agro-industrie : produire plus, intensifier, calibrer, sélectionner... C'était ça ou la mort, dénoncent-ils. Beaucoup de fermes ont disparu. Comptez-les dans vos villages. Où sont les paysans ? Ceux qui ont survécu sont des héros, même s'ils ne sont pas toujours fiers de leurs pratiques et de leurs dépendances à l'agro-industrie. Ils ont fait leur possible. Pour vous nourrir.* »

Léa GUEDJ

3 mars 2025 (Reporterre)

Notes

[*] Le prénom a été modifié à sa demande.

Campagnes rouges : les luttes anticapitalistes des Paysans-Travailleurs



Rassemblement sur le plateau du Larzac durant l'été 1973 (24-25 août). Centre d'histoire du travail, Fonds René Bourrigaud.

Dans la playlist des éditorialistes politiques, l'opposition entre écolos des villes et agriculteurs des champs est un titre incontournable. Si cette rengaine recouvre une part de réalité, elle est également le fruit d'une rhétorique politique essentialisante qui vise à diviser pour mieux régner : déjà dans les années 1960, les intellectuels droitiers louaient la sagesse des campagnes conservatrices pour l'opposer aux élans révolutionnaires des mondes ouvrier et étudiant des centres urbains. Un examen plus attentif de l'histoire des luttes paysannes et ouvrières en dévoile les porosités et les frontières brisées, au service d'un front commun contre le capitalisme.

La permanence d'un cliché tenace – celui d'une allergie historique entre campagnes conservatrices et villes à gauche – a longtemps contribué à invisibiliser les paysans des récits de luttes révolutionnaires et émancipatrices. « *Le plus souvent, observe par exemple la sociologue Élise Roullaud, lorsque l'on évoque Mai 68, ce sont des visages d'étudiants et d'étudiantes ou d'ouvriers et d'ouvrières, des images de barricades érigées dans les rues parisiennes qui viennent à l'esprit.* »

Pourtant, le 24 mai 1968, c'est une horde de tracteurs, flanquée de deux mille paysans, qui pénètre dans Nantes pour y rabattre l'édredon de la révolution. La ville est au bord de l'insurrection depuis le début des « événements de mai » – dix jours plus tôt, c'est à quelques kilomètres que fut sonné le coup d'envoi de la grève générale avec l'occupation, par ses ouvriers, de l'usine Sud-Aviation. Au cortège paysan se joignent ouvriers et étudiants, qui convergent en une procession joyeuse et combative vers la place Royale, au centre de la ville. Cette dernière est aussitôt rebaptisée « place du Peuple » tandis que du haut de sa fontaine, deux paysans de Couëron – les frères Blineau – brandissent une banderole incisive : « *Non au système capitaliste, oui à la révolution complète de la société.* »

Cette convergence entre les mondes paysan, ouvrier et étudiant se traduit le matin même en actes avec l'institution d'un Comité général de grève – administration parallèle et populaire nichée au sein de la mairie occupée – chargé de prendre en main les services publics : attribution de carburant aux agriculteurs et professionnels du soin, ramassage des ordures et coordination de l'approvisionnement de la ville et ses environs en denrées alimentaires. Les agriculteurs du département distribuent aux grévistes pommes de terre, lait, légumes, œufs et poulets à prix coûtant.

Ainsi, la question des moyens de subsistance et d'existence n'est plus posée à l'échelle des individus, mais est prise en charge par le collectif. L'historienne Kristin Ross souligne la singularité de cette utopie réelle ancrée dans le quotidien, restée dans les mémoires sous le nom de « Commune de Nantes » : « *Ceux et celles qui œuvraient jour après jour au fonctionnement des communes savaient qu'en opérant au niveau de*

la vie quotidienne et non de l'idéologie, en transformant radicalement le quotidien pour en faire une affaire collective, en se le réappropriant réellement dans et par la lutte politique, ils et elles faisaient la révolution à une échelle que les gens pouvaient reconnaître. »

Le succès du Mai 68 nantais et sa singularité doivent donc à la réunion d'un « théâtre de rencontres improbables » où se nouèrent des alliances fructueuses. Joseph Potiron, paysan contestataire qui fut de toutes les luttes en Loire-Atlantique, se rappelle les efforts déployés pour jeter à la rivière les préjugés entre urbains et ruraux : « Les ouvriers pensaient que les paysans étaient des petits patrons propriétaires, et les paysans que les ouvriers étaient tout le temps en grève... Personne ne se rencontrait. Personne ne se comprenait. J'avais saisi que la meilleure arme de la bourgeoisie contre les travailleurs et les travailleuses était le corporatisme. » La lutte contre le corporatisme et contre l'intégration de l'agriculture au capitalisme sont alors les deux fers de lance d'une nouvelle gauche paysanne, née au début des années 1960.

La prolétarianisation des paysans, le contrecoup de la modernisation agricole

Il faut dire que rien ne prédestinait les agriculteurs à s'engouffrer dans la lutte révolutionnaire. Au sortir de la guerre, les futurs leaders paysans du Mai 68 nantais – Bernard et Marie-Paule Lambert, Bernard Thareau – sont pour la plupart de fervents promoteurs de la « modernisation agricole », envisagée comme un moyen de sortir les masses rurales de la misère et de promouvoir socialement la figure de l'agriculteur. Formés à l'école de la Jeunesse agricole catholique (JAC), ils s'investissent à partir des années 1950 au sein du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA, branche de la FNSEA) où ils défendent une ligne catholique sociale et progressiste⁶ qui cherche à « humaniser le progrès ».

« Les ouvriers pensaient que les paysans étaient des petits patrons propriétaires, et les paysans que les ouvriers étaient tout le temps en grève... Personne ne se rencontrait. Personne ne se comprenait. »

Les années 1960 mettent à terre ce beau projet d'émancipation par la technique : l'entrée dans la « modernité » provoque une hémorragie chez les actifs agricoles tandis que la plupart de ceux qui restent se prolétarianisent. Pour survivre, de nombreux agriculteurs pauvres de l'Ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire) se tournent alors vers l'élevage hors-sol, qui nécessite peu ou pas de capital foncier, et mettent un pied dans la dépendance à l'égard des firmes agro-industrielles et des coopératives.



Défilé dans les rues de Nantes, lors de la manifestation du 13 mai 1968 à Nantes. Centre d'histoire du travail, Fonds Daniel Palvadeau.

Bernard Lambert raconte ainsi quelques années plus tard : « Concrètement, on a vu apparaître de grandes firmes qui dans le domaine des productions animales (elles concernent 80 % des paysans français) se mettaient à organiser la production des plus petits d'entre nous. [Ces derniers] sont devenus des travailleurs à domicile pour le compte des firmes qui contrôlaient non seulement leur travail, mais l'ensemble de leurs revenus ». À l'instar des livreurs à vélo d'aujourd'hui, les « éleveurs intégrés » ont un statut d'entrepreneur et non de salarié : leurs profits sont ponctionnés par les firmes agro-alimentaires – qui fournissent en amont animaux, nourriture et médicaments et s'occupent en aval de la transformation et de la distribution – tandis qu'ils supportent seuls les investissements, presque sans couverture sociale.

Les Paysans-Travailleurs à l'assaut du capitalisme

La réponse à apporter à la noyade sociale et économique d'une grande partie des paysans provoque à l'orée des années 1970 une scission dans le syndicalisme agricole. Surtout que l'intuition d'une vassalisation des agriculteurs à l'égard des firmes agro-alimentaires se confirme en mai 1972 lors de la « grève du lait » en Bretagne. Alors que les laiteries imposent sans concertation un prix d'achat du lait bien en deçà du coût de revient des éleveurs, ces derniers ne s'organisent plus « *seulement [contre] les pouvoirs publics mais [contre] les responsables directs de leurs difficultés* ». Un blocage du Finistère est organisé : des camions de lait sont vidés par centaines, des responsables de laiteries séquestrés.

Dans la foulée, les paysans contestataires de l'Ouest s'organisent : le mouvement des Paysans-Travailleurs est fondé en 1972 – il deviendra en 1987 la Confédération paysanne. Héritière des mots d'ordre de Mai 68, cette organisation dénonce la ligne corporatiste du syndicalisme majoritaire (FNSEA et CNJA) qui fait selon elle le jeu des grands céréaliers et betteraviers du bassin parisien, efface les disparités entre agriculteurs et passe à côté du problème majeur de l'annexion de l'agriculture par le capitalisme.

« La lutte des classes n'a pas pris une ride, c'est même un lifting permanent. Les métayers, serfs des propriétaires, sont devenus des exploitants agricoles serfs de leurs coopératives, de leurs banques et des marchés boursiers. »

Son manifeste, *Le Paysan dans la lutte des classes*, publié en 1970 par l'éleveur et syndicaliste ligérien Bernard Lambert, remet en cause l'industrialisation à marche forcée de l'agriculture et théorise la lutte des classes au sein du monde agricole. En faisant prévaloir leur statut de travailleur sur celui de patron, le mouvement des Paysans-Travailleurs appelle les agriculteurs prolétarisés à entrer en lutte contre les agriculteurs capitalistes et l'industrie agro-alimentaire pour exiger un salaire digne. Les exploités de tout le pays, notamment les ouvriers, apparaissent alors comme des alliés naturels dans cette lutte anticapitaliste.



Rencontre entre militants ouvriers et paysans, Saint-Nazaire, (entre 1955 et 1964). Bernard Thareau à droite. Centre d'histoire du travail, Fonds UD CGT.

L'ambition d'un rapprochement entre paysans, ouvriers et étudiants s'incarne en pratique lors de la mythique lutte du Larzac (1971-1981), qui consolide les premiers ponts jetés en 1968. Après l'annonce du ministre de la défense, Michel Debré, d'y étendre un camp d'entraînement militaire au détriment de terres de pâturages, 103 paysans font le serment de ne pas vendre leurs terres à l'armée. Un premier grand rassemblement sur le Larzac est appelé par les Paysans-Travailleurs à l'été 1973 : l'objectif est de dénoncer l'ambiguïté de la FNSEA et du CNJA – qui « *soutiennent le Larzac comme la corde soutient le pendu* », écrit alors Bernard Lambert – tout en affirmant « *publiquement l'existence et la force d'une gauche paysanne* ».

L'affiche qui invite à ce grand rendez-vous énonce clairement une volonté d'élargissement du front paysan : « *Paysans, ouvriers. Unissons nos luttes contre le capitalisme qui exploite notre travail. Malgré l'armée, nous ne céderons pas un pouce de terre. Tous au Larzac !* » Et cet appel est entendu. Outre les soutiens d'une partie des syndicats ouvriers comme la CFDT, une délégation d'ouvriers de l'usine Lip – cas emblé-

matique d'autogestion des années 1970 – se rend au Larzac pour clamer sa solidarité avec les paysans en lutte. Le combat sera victorieux : en 1981, Mitterrand annonce l'abandon du projet.

Cultiver la mémoire des luttes passées

Quarante ans après la mort de Bernard Lambert, décédé en 1984, la question de l'héritage des Paysans-Travailleurs se pose impérieusement alors que les coordonnées du malaise agricole restent inchangées : l'intégration de l'agriculture au capitalisme n'a cessé sa course folle. « *La lutte des classes n'a pas pris une ride, c'est même un lifting permanent*, souligne Sylvie Colas, secrétaire nationale de la Confédération paysanne. *Les métayers, serfs des propriétaires, sont devenus des exploitants agricoles serfs de leurs coopératives, de leurs banques et des marchés boursiers. Le patriarcat ne donne pas de reconnaissance au travail des femmes sur les fermes. Et les gros paysans héritiers deviennent de grands patrons* ». Au sein des luttes paysannes et écologistes contemporaines, des résistances cheminent sur cette histoire commune entre travailleurs des champs et des villes, au service d'un projet de rupture avec le capitalisme.



Blocage de camions de lait par les paysans. Sans date. Centre d'histoire du travail, Le Paysans nantais.

C'est ainsi que le 1^{er} février 2024, au cœur du mouvement de révolte des agriculteurs, une tribune intitulée *Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole* est cosignée par la Confédération paysanne, la CGT, FSU, Solidaires et le Modef(1) – réactivant l'idéal d'un front commun entre travailleurs et travailleuses de tous horizons. Ces organisations s'étaient déjà réunies à Sainte-Soline en 2023, aux côtés de mouvements écologistes et autonomes unis contre les mégabassines et la privatisation de l'eau.

La thématique écologiste s'articule alors à la lutte des classes : en juillet 2024, une banderole à l'effigie de Bernard Lambert flotte au vent tandis que les Soulèvements de la Terre, la Conf' 44 et des syndicalistes salariés bloquent ensemble le géant de l'agro-industrie Soufflet, sur le port de la Pallice à La Rochelle. Au cœur de ces résistances perdue l'héritage des Paysans-Travailleurs : sur le chemin de la reprise des terres, cultiver la mémoire des luttes passées s'avère une précieuse boussole.

1. Le Mouvement de défense des exploitants familiaux (Mofed), syndicat agricole, a été créé en 1959 en rupture avec la FNSEA.

Jules CALAGE , publié le 06 janvier 2025 (Socialter)

Jules Calage est étudiant à l'EHESS et titulaire d'une Licence Sciences pour un Monde Durable à l'Université PSL.

Kohei Saito : « Communisme ou barbarie, tel est le dilemme qui s'offre à nous »

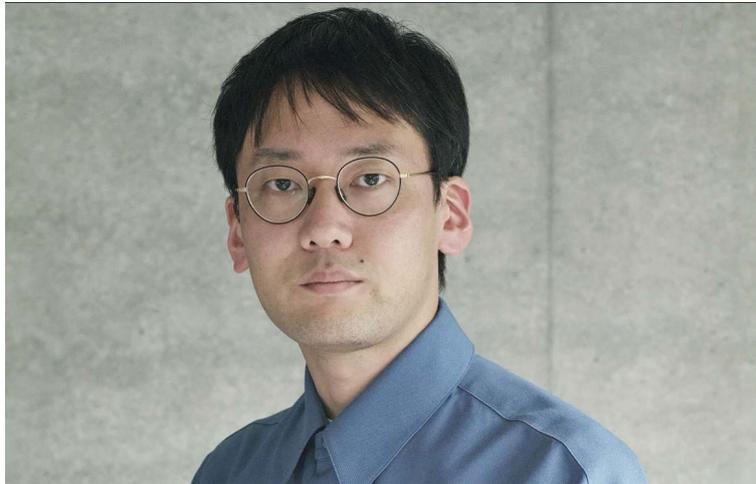


Photo : Kenshu Shintsubo

*Philosophe à l'aura internationale, rock star et phénomène de librairie au pays du Soleil-Levant, Kōhei Saitō est un marxiste japonais dont le best-seller, vendu à près d'un demi-million d'exemplaires dans son pays, vient de paraître en français sous le titre *Moins ! La décroissance est une philosophie*. Dans cet essai engagé et documenté, le philosophe marxiste japonais Kōhei Saitō esquisse les bases d'un « communisme de décroissance », seul à même, selon lui, de dépasser le capitalisme.*

Accoler décroissance à communisme, comme vous le faites, peut paraître provocateur ou antinomique, car le communisme est historiquement productiviste.

À cet égard, je propose une nouvelle lecture de Marx. On a longtemps considéré que le marxisme et la décroissance étaient incompatibles. Ce sont les marxistes eux-mêmes qui ont promu cette lecture. Certes, le jeune Marx était délibérément productiviste.

Mais chez le vieux Marx, on retrouve le concept de durabilité communautaire et les principes de l'économie stationnaire dans sa théorie révolutionnaire. En explorant ses écrits plus tardifs, je me suis rendu compte que d'une certaine façon, il conjugait déjà décroissance et communisme. Vers la fin de sa vie, dans ses carnets personnels, Karl Marx s'est intéressé aux limites de la croissance et a développé une pensée écologique conséquente et explicite. Il était pour un changement du système, mais pas en développant la production.

Au contraire, il était favorable à un retour à d'anciennes formes de production qui permettraient d'atteindre l'objectif d'une économie soutenable. Il s'agit du volet « décroissance » de sa pensée. D'où ma formule de « communisme de décroissance ».

On souligne pourtant rarement ce volet de sa pensée...

En France, où l'on retrouve pourtant un ancien et prestigieux courant de pensée de la décroissance – je pense par exemple à André Gorz, à Serge Latouche et à d'autres penseurs –, ces travaux de Marx sont en effet passés inaperçus. C'est d'autant plus surprenant que capitalisme et décroissance sont incompatibles. C'est la raison pour laquelle je déplace l'idée de décroissance d'un cadre capitaliste à un cadre communiste, à savoir dans un cadre qui s'appuie sur la notion du « commun », un communisme décentralisé et démocratique, aux antipodes de l'expérience soviétique.

N'est-ce pas périlleux d'employer le terme de communisme ? Beaucoup de théoriciens et d'intellectuels, même s'ils sont favorables à l'idée, estiment que l'histoire soviétique reste un bagage trop encombrant...

À vrai dire, les deux sont impopulaires, décroissance et communisme (*rires*). D'un côté, la décroissance est associée à un imaginaire de pénurie ; de l'autre, le communisme reste aujourd'hui encore étroitement lié à l'URSS, au stalinisme.

Je veux à ce titre rendre hommage à des intellectuels français comme Alain Badiou et Étienne Balibar qui ont tenu bon dans les années précédentes, où il était, encore plus qu'aujourd'hui, difficile de revendiquer le terme de « communisme ». J'estime qu'il ne faut pas reculer sur ce point face à l'ennemi. En tout cas, si on le fait, on verse dans une grammaire et un lexique capitaliste. C'est la raison pour laquelle ceux qui essaient de les contourner se retrouvent à employer des formules telles que « investissement vert », « technologie verte », ou autres. Tout ce lexique du « *green capitalism* » fait que les affaires continuent tout à fait comme avant ; « *business as usual* », comme on dit.

Vous êtes sceptique quant à la possibilité d'un « découplage » entre croissance et émission de gaz à effet de serre. Pourquoi est-ce une illusion selon vous ?

Le découplage se base sur l'idée que de nouvelles technologies, qui visent à réduire les émissions de dioxyde de carbone, vont permettre de séparer « croissance économique » et « impact climatique », c'est-à-dire qu'elles vont permettre d'assurer une croissance économique sans aggraver la crise environnementale. Or on a assisté ces derniers mois à un revirement spectaculaire qui corrobore la thèse de l'incompatibilité de la croissance avec la lutte contre le réchauffement climatique. Dans un article récent, le célèbre scientifique suédois Johan Rockström reconnaît qu'il est possible qu'il ne s'offre à nous désormais que l'un des deux choix : la croissance économique ou un réchauffement climatique inférieur à 1,5 °C. Autrement dit, il considère désormais qu'un « découplage » de la croissance économique et des impacts environnementaux conforme à l'objectif de 1,5 °C serait extrêmement difficile à réaliser¹.

Comme pour le « Green New Deal », (pacte vert, ndr) le découplage perpétue malheureusement l'idée sous-jacente de croissance. Or il faut s'émanciper complètement de ce cadre de pensée.

Vous critiquez les intellectuels de gauche trop timorés pour rompre avec le capitalisme, mais vous appréciez « le retour au socialisme » de certains, comme Thomas Piketty. Pourquoi ?

Oui, je regrette une certaine réticence chez plusieurs intellectuels dits de gauche radicale à parler de post-capitalisme ou de décroissance, tout comme l'adhésion de responsables politiques de gauche, tels que Bernie Sanders ou Jeremy Corbyn, à de fausses solutions comme le « Green New Deal ».

Concernant Thomas Piketty, j'avais lu *Le Capital au XXI^e siècle* lors de sa parution en 2013 et je ne l'ai pas du tout apprécié. Car Thomas Piketty s'y montrait comme un simple social-démocrate critiquant les inégalités économiques excessives et préconisant comme unique solution une forte fiscalité progressive.

Mais disons qu'il a beaucoup changé depuis. Dans *Capitalisme et Idéologie*, il rompt avec ce « premier Piketty ». Il appelle à plusieurs reprises à un dépassement du capitalisme, et sa proposition n'est pas celle d'un capitalisme dompté, mais bel et bien d'un socialisme participatif. Il appelle non seulement à taxer les plus riches et ceux qui polluent le plus, mais à démocratiser le pouvoir dans les conseils d'administration des entreprises. Il est devenu plus radical. Et rares sont les intellectuels de gauche qui assument des positions aussi radicales.

Vous proposez de réhabiliter l'idée de « commun » telle qu'elle a été prônée par Marx. Quelles en sont les vertus ?

C'est une idée qui a été longtemps éclipsée par les interprétations orthodoxes du marxisme. Pourtant, l'idée de commun est un concept clé de la pensée de Marx, et l'une des plus décisives redécouvertes des travaux marxistes des dernières années. Pour être plus précis, il est plus juste de parler « des communs » plutôt que « du commun ». Les communs font référence à une richesse qui devrait être partagée et gérée socialement.

Le concept a connu une nouvelle renommée ces dernières années grâce au succès de l'ouvrage *Empire* des deux marxistes Antonio Negri et Michael Hardt². Les communs sont la clé pour ouvrir une « troisième voie » en opposition aussi bien au néolibéralisme qu'aux nationalisations et à l'étatisme soviétiques. En d'autres termes, il ne s'agit pas de tout transformer en marchandise, comme le souhaitent les fondamentalistes du marché, ni de tout nationaliser, comme dans le cas du socialisme de type soviétique. La voie des « communs » propose une gestion démocratique par les usagers des choses que l'on peut qualifier de « biens publics » telles que l'eau, l'électricité, le logement, les soins ou l'éducation.

Dans votre ouvrage, vous vous référez à la « loi des 3,5 % », qui pourrait être un moyen de faire pression afin de changer de modèle. De quoi s'agit-il ? Cela vous semble-t-il réaliste ?

J'ai conclu le livre sur cette loi – dont Erica Chenoweth, professeure à l'Université de Harvard, se fait l'écho³ pour donner de l'espoir. Elle démontre qu'il suffit que 3,5 % d'une population s'engage dans un mouvement social, de manière déterminée mais non violente, pour que la société en question change. Elle cite des « micro-rébellions » quand, dans une classe d'école, deux élèves sur cinquante se lèvent avec courage et réclament des changements, ils peuvent faire bouger les choses.

Néanmoins, j'en profite pour dissiper tout malentendu : je ne crois pas en une avant-garde révolutionnaire, éclairée, comme le théorisait Lénine par exemple. Mon modèle c'est plutôt le changement par des coopératives, ou le communisme local. Ces expériences créent des sensibilités nouvelles, de nouveaux désirs, de nouveaux modes de vie. Car oui, on a aussi besoin de changer nos désirs et nos imaginaires.

Vous reprenez à votre compte la célèbre formule de Rosa Luxemburg selon laquelle il faudra choisir entre « socialisme ou barbarie ».

Moi je dis : « communisme ou barbarie ». Car nous sommes arrivés à un tournant dans l'histoire causé par la surexploitation des ressources. Que l'on soit marxiste ou pas, que l'on soit partisan de la bifurcation écologique, sous sa forme radicale ou modérée, ou que l'on soit même pour le *statu quo*, ce tournant est un constat qui fait l'unanimité. Dès lors, la question qui se pose est de savoir si ce tournant nous amènera au chaos après l'effondrement du système capitaliste ou s'il sera l'occasion de la naissance d'un système social plus stable. Or rien ne nous garantit aujourd'hui qu'on se dirige vers la seconde option. D'où l'idée qu'il faut prendre au sérieux le mot d'ordre de la philosophe allemande.

Les perspectives qui se dessinent ne nous mettent pas à l'abri d'un état de barbarie généralisé, d'un état de guerre de « tous contre tous », comme dirait Hobbes. Avec la crise environnementale, le nombre de réfugiés climatiques va considérablement augmenter et la production alimentaire risque de ne pas suffire. On risque d'assister à l'exacerbation de la guerre entre les 1 % et les 99 %, et le dernier mot peut revenir à ces derniers mais ce serait dans un état de chaos où personne ne sortirait gagnant. Le choix qui s'offre à nous est donc assez simple : disparaître ou transformer radicalement la société. Aujourd'hui, en Europe comme au Japon, les politiques proposent des modes de vie sans immigrés, avec un discours agressif. Or c'est du populisme climatique que de nier qu'il y aura des millions de réfugiés climatiques dans les prochaines années.

Kōhei SAITŌ

Né à Tokyo le 31 janvier 1987, Kōhei Saitō est philosophe d'obédience marxiste hétérodoxe. Sa lecture subversive de textes peu connus de Karl Marx contribue à renouveler l'interprétation du corpus marxiste en conjuguant l'économie politique du penseur allemand à la question environnementale. Kōhei Saitō est diplômé de l'université Humboldt de Berlin et professeur d'économie politique à l'université de la ville d'Osaka au Japon. Ses ouvrages participent à diffuser la pensée marxiste au Japon, où son livre *Marx in the Anthropocene* s'est vendu à un demi-million d'exemplaires.

Moins ! La décroissance est une philosophie (Seuil - 2024).

Se voulant très accessible par sa forme – qui se situe à mi-chemin entre le format écrit d'un Ted Talk et *La décroissance pour les nuls* –, l'ouvrage enchaîne des chapitres très courts, qui retracent le cheminement intellectuel de l'auteur et de son compagnonnage avec Marx.

Balayant des termes parfois abscons pour le profane (accélérationnisme, métabolisme matériel, découplage), Kōhei Saitō égrène au fil de son argumentaire des exemples piochés parmi une grande diversité d'initiatives politiques, principalement européennes (une seule page est consacrée au Sud global). Le livre décevra peut-être néanmoins par la faiblesse de ses propositions politiques. L'auteur ne s'aventure pas vraiment sur ce terrain au-delà de vœux pieux appelant à plus de délibération démocratique. Il n'aborde ainsi que trop partiellement la réalité et le poids des forces ennemies à l'œuvre. Certes, si la formule de « communisme de la décroissance » fait mouche, reste encore à convaincre qu'elle puisse constituer un horizon d'action concret, même pour les « 3,5 % » de la population sur laquelle il semble compter.

Sources

1. John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Amsterdam, 2024.
2. *Marx-Engels-Gesamtausgabe*: vaste projet collectif d'édition et de compilation des travaux de Karl Marx et de Friedrich Engels (mega.bbaw.de/de). En France, un projet similaire existe, la Grande édition Marx et Engels.
3. Notamment lors de sa tournée en France en septembre 2024 ; voir par exemple *Mediapart* (entretien par Amélie Poinssot, 28 septembre 2024) ou le *Philonomist* (entretien par Apolline Guillot, 2 octobre 2024).

Nidal TAIBI, publié le 27 janvier 2025 (Socialter)

Marx, prophète de la décroissance ?

Vous avez probablement croisé son livre « Moins ! » : le Japonais Kohei Saito voit chez Marx des prémises de la pensée écologique, et s'en sert pour défendre un « communisme décroissant ». Pas si simple, explique le philosophe Michael Löwy dans cette note critique : nulle prophétie chez Marx, mais une pensée qui reste cruciale pour affronter l'Anthropocène.

À propos de trois ouvrages de Kōhei Saitō : *La Nature contre le Capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, éditions Syllepse, 2021 ; *Moins ! La décroissance est une philosophie*, traduit du japonais par Jean-Christophe Helary, Paris, éditions du Seuil, 2024 – dont des bonnes feuilles sont parues dans *Terrestres* ; *Marx and the Anthropocene. Towards the idea of Degrowth Communism*, Cambridge University Press, 2022.

Les écologistes classiques rejettent souvent Marx comme étant « productiviste » et aveugle aux problèmes écologiques. Un nombre croissant d'écrits éco-marxistes a été récemment publié, qui contredisent fortement cette idée reçue. Les pionniers de cette nouvelle recherche sont John Bellamy Foster et Paul Burkett, suivis par Ian Angus, Fred Magdoff et d'autres ; ils ont contribué à transformer la célèbre publication socialiste *Monthly Review* en une revue éco-marxiste. Leur principal argument est que Marx était pleinement conscient des conséquences destructrices de l'accumulation capitaliste sur l'environnement, un processus qu'il a décrit par le concept de « rupture métabolique » entre les sociétés humaines et la nature. On peut ne pas être d'accord avec certaines de leurs interprétations des écrits de Marx, mais leurs recherches ont été décisives pour une nouvelle compréhension de sa contribution à la critique écologique du capitalisme.

Marx, continuités et changements

Kohei Saito est un jeune chercheur marxiste japonais qui appartient à cette importante école éco-marxiste. Son premier livre, *La Nature contre le Capital*, traduit en français par les Éditions Syllepse, est une contribution très précieuse à la réévaluation de l'héritage marxien dans une perspective écosocialiste.

L'une des grandes qualités de son travail est que – contrairement à de nombreux autres chercheurs – il ne traite pas les écrits de Marx comme un ensemble systématique de textes défini, du début à la fin, par un fort engagement écologique (selon certains), ou une forte tendance non écologique (selon d'autres). Comme l'affirme Saito de manière très convaincante, il existe des éléments de continuité dans la réflexion de Marx sur la nature, mais aussi des changements et des réorientations très significatifs. En outre, comme le suggère le sous-titre du livre, ses réflexions critiques sur la relation entre l'économie politique et l'environnement naturel sont « inachevées ».

Parmi les continuités, l'une des plus importantes est la question de la « séparation » capitaliste des humains de la terre, c'est-à-dire de la nature. Si ce thème apparaissait déjà dans les *Manuscrits de 1844*, après la publication du *Capital* (1867) Marx s'est intéressé aux sociétés précapitalistes, dans lesquelles il existait une forme d'unité entre les producteurs et la terre. Il considérait que l'une des tâches essentielles du socialisme était de rétablir l'unité originelle entre les humains et la nature, détruite par le capitalisme, mais à un niveau plus élevé (négation de la négation). Cela explique l'intérêt de Marx pour les communautés précapitalistes, que ce soit dans ses discussions écologiques (par exemple le chimiste allemand Carl Fraas) ou dans ses recherches anthropologiques (l'historien Franz Maurer) : ces deux auteurs étaient perçus comme des « socialistes inconscients ».

Et, bien sûr, dans son dernier document important, la « Lettre à Vera Zassoulitsch » (1881), Marx affirme que grâce à la suppression du capitalisme, les sociétés modernes pourraient revenir à une forme supérieure d'un type « archaïque » de propriété et de production collectives. Je dirais que cela appartient au moment « anticapitaliste romantique » des réflexions de Marx. Quoiqu'il en soit, cet aperçu intéressant de Saito est très pertinent aujourd'hui, alors que les communautés indigènes des Amériques, du Canada à la Patagonie, sont en première ligne de la résistance à la destruction capitaliste de l'environnement.



Cependant, la principale contribution de Saito est de montrer le mouvement, l'évolution des réflexions de Marx sur la nature, dans un processus d'apprentissage, de repensée et de remodelage de ses pensées. Avant *Le Capital*, on peut trouver dans les écrits de Marx une évaluation assez peu critique du « progrès » capitaliste – une attitude souvent décrite par le terme mythologique vague de « prométhéisme ». Cela est évident dans le *Manifeste communiste*, qui célèbre la « soumission des forces de la nature à l'homme » et le « défrichement de continents entiers pour la culture » ; mais cela s'applique également aux *Cahiers de Londres* (1851), aux *Manuscrits économiques* de 1861-63 et à d'autres écrits de ces années-là.

Curieusement, Saito semble exclure les *Grundrisse* (1857-58) de sa critique, une exception qui à mon avis n'est pas justifiée, quand on sait combien Marx admire, dans ce manuscrit, « la grande mission civilisatrice du capitalisme », par rapport à la nature et aux communautés précapitalistes, prisonnières de leur localisme et de leur « idolâtrie de la nature » !

Le changement intervient en 1865-66, lorsque Marx découvre, en lisant les écrits du chimiste agricole Justus Von Liebig, le problème de l'épuisement des sols, et la rupture métabolique entre les sociétés humaines et l'environnement naturel. Cela conduira, dans le volume I du *Capital* – mais aussi dans les deux autres volumes inachevés – à une évaluation beaucoup plus critique de la nature destructrice du « progrès » capitaliste, en particulier dans l'agriculture. Après 1868, en lisant un autre scientifique allemand, Carl Fraas, Marx découvrira également d'autres questions écologiques importantes, telles que la déforestation et le changement climatique local. Selon Saito, si Marx avait pu achever les volumes 2 et 3 du *Capital*, il aurait davantage mis l'accent sur la crise écologique – ce qui signifie aussi, au moins implicitement, que dans leur état actuel d'inachèvement, l'accent n'est pas suffisamment mis sur ces questions.

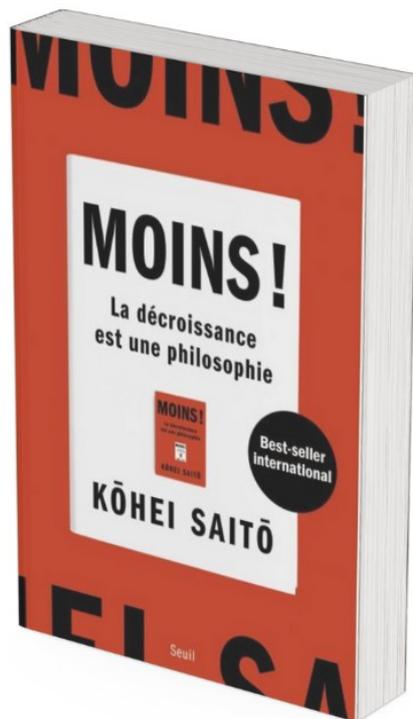
Fondateur plus que prophète

Cela m'amène à mon principal désaccord avec Saito : dans plusieurs passages du livre, il affirme que pour Marx « la non-durabilité environnementale du capitalisme est la contradiction du système » (p.142, souligné par Saito) ; ou qu'à la fin de sa vie, il en est venu à considérer la rupture métabolique comme « le problème le plus grave du capitalisme » ; ou que le conflit avec les limites naturelles est, pour Marx, « la principale contradiction du mode de production capitaliste ».

Je me demande où Saito a trouvé, dans les écrits de Marx, les livres publiés, les manuscrits ou les carnets, de telles déclarations... Elles sont introuvables, et pour une bonne raison : l'insoutenabilité écologique du système capitaliste n'était pas une question décisive au 19^e siècle, comme elle l'est devenue aujourd'hui, avec l'entrée de la planète dans une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène, depuis 1945.

De plus, je crois que la rupture métabolique, ou le conflit avec les limites naturelles, n'est pas « un problème du capitalisme » ou une « contradiction du système » : c'est bien plus que cela ! C'est une contradiction entre le système et « les conditions naturelles éternelles » (Marx), et donc avec les conditions naturelles de la vie humaine sur la planète. En fait, comme l'affirme Paul Burkett (cité par Saito), le capital peut continuer à s'accumuler dans n'importe quelles conditions naturelles, même dégradées, tant qu'il n'y a pas d'extinction complète de la vie humaine : la civilisation humaine peut disparaître avant que l'accumulation du capital ne devienne impossible.

Saito conclut son livre par une évaluation sobre qui me semble être un résumé très pertinent de la question : *Le Capital* (le livre) reste un projet inachevé. Marx n'a pas répondu à toutes les questions ni prédit le monde d'aujourd'hui. Mais sa critique du capitalisme fournit une base théorique extrêmement utile pour la compréhension de la crise écologique actuelle. Par conséquent, j'ajouterais que l'écossocialisme peut s'appuyer sur les idées de Marx, mais qu'il doit développer pleinement une nouvelle confrontation éco-marxiste avec les défis de l'Anthropocène au 21^e siècle.



Le deuxième livre de Saito, *Moins !*, fut publié au Japon en 2019 et eut un énorme succès : 500 000 exemplaires vendus. C'est une bonne nouvelle pour l'écologie critique. Ses premiers chapitres sont un bilan dramatique du changement climatique : le point de non-retour est à nos portes, l'anthropocène se dirige vers la catastrophe. La quantité de CO² dans l'atmosphère n'avait pas été atteinte depuis le Pliocène il y a 4 millions d'années. Le responsable de cette crise est, sans aucun doute, le système capitaliste qui vise une multiplication infinie de la valeur et une croissance illimitée, inextricablement liée aux combustibles fossiles (et donc aux émissions de CO²) depuis la révolution industrielle. Or, comme l'observe Kenneth Boulding, « celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ». Si l'on n'arrête pas le capitalisme, il rendra la planète invivable pour les humains.

Comment affronter ce défi ? Saito se livre à une critique en règle de l'écologie compatible avec la croissance (capitaliste) : les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies – « un opium du peuple » – la croissance économique verte prônée par la Banque Mondiale, et même le Green New Deal proposé par Stiglitz et la gauche nord-américaine. Certes, observe Saito, il nous faut un New Deal Vert : des véhicules électriques, de l'énergie solaire, des circuits cyclables, des transports publics gratuits. Mais cela ne sera pas du tout suffisant pour affronter la crise.

Ce qu'il nous faut c'est rompre avec le « mode de vie impérial » capitaliste et prendre le chemin de la décroissance, c'est à dire passer de la quantité – davantage de marchandises, croissance du PIB – à la qualité : étendre le temps libre et la protection sociale.

Le « communisme de la décroissance »

Saito nomme *communisme de la décroissance* l'alternative radicale au capitalisme, qui a pour fondement la gestion démocratique des biens communs comme la terre, l'eau, l'électricité, la santé ou l'éducation, en les arrachant aussi bien au marché qu'à l'État. Cette proposition se trouverait dans les écrits tardifs de Karl Marx, affirme Saito, qui ne cite pourtant aucun texte de Marx où il est question de décroissance. Tandis que dans le *Manifeste Communiste (1848)* Marx défend la primauté des forces productives, dans une perspective euro-centrique, à partir de 1868, grâce à la lecture des biologistes Liebig et Fraas – dont témoignent ses notes de lecture récemment publiées par la nouvelle MEGA (« Marx-Engels-Gesamtausgabe », l'ensemble des textes de Marx et Engels) – il va commencer à développer une nouvelle perspective. Cela aboutira en 1881 avec la lettre (et ses différents brouillons) à Vera Zassoulitsch, où il est question de la commune rurale traditionnelle comme source d'un avenir communiste pour la Russie. Une proposition qui rompt avec l'eurocentrisme, la primauté des forces productives et la vision de l'histoire comme « progrès ».

Il me semble toutefois que Saito va trop loin, en prétendant trouver dans les écrits de Marx sur la commune rurale russe une « perception positive des économies stationnaires » et donc les prémisses du « communisme de la décroissance ». Plus sobre et pertinente me semble son affirmation que « nulle part Marx n'a laissé de trace écrite sur ce qu'il envisageait par communisme de la décroissance ».

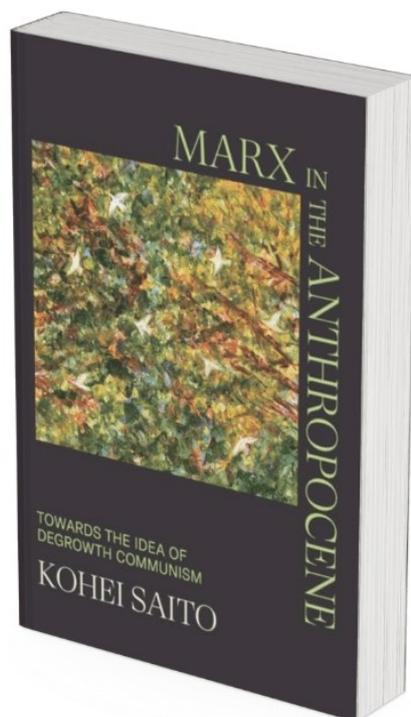


Le communisme selon Saito serait un réseau horizontal de co-gestion démocratique, où les travailleurs seraient les propriétaires et les gestionnaires des moyens de production. Ce qui manque dans ce projet est la *planification écologique démocratique*. Certes, dans un passage Saito évoque la nécessité d'une « planification sociale pour gérer la production de biens d'usage et la satisfaction des besoins » (p. 267) mais cette intuition importante n'est pas développée.

Comment y arriver ? Saito évoque l'économie solidaire et les coopératives, tout en reconnaissant que, « comme Marx l'a souligné, les coopératives de travailleurs sont exposées à la concurrence du marché capitaliste. Par conséquent, conclue-t-il, il faut changer tout le système ». Il mentionne aussi le municipalisme socialiste, dont la Barcelone de la maire Ada Colau donne l'exemple (hélas, elle a depuis perdu la mairie de la ville). Enfin, il se réfère aux mouvements sociaux et aux assemblées citoyennes, mais il manque à sa réflexion une *stratégie socio-politique* de transformation révolutionnaire.

Le troisième livre de Saito, *Marx and the Anthropocene*, publié en 2022, n'existe pour le moment qu'en anglais. Il propose une analyse des écrits de Marx bien plus précise : il situe comme texte-clé du matérialisme historique productiviste non pas le *Manifeste Communiste*, mais la Préface de 1859 à la *Contribution à la Critique de l'Économie Politique*, qui définit la révolution comme suppression des rapports de production devenus des entraves au libre développement des forces productives. Et il critique aussi certains arguments distinctement « prométhéens » des *Grundrisse* de 1857-58.

Autant son interprétation des derniers écrits russes de Marx comme une rupture avec le productivisme et l'euro-centrisme me paraît juste, autant son hypothèse d'un Marx « décroissant » me semble sans fondement. Mais Saito reconnaît les limites de la réflexion de Marx et le caractère inachevé de son projet.



Dans ce livre plus récent, Saito fait aussi preuve d'une connaissance bien plus précise de la littérature écosocialiste moderne, et définit donc son « communisme de la décroissance » comme une variante de l'écosocialisme qui prône la rupture avec la croissance.

Pour conclure, la proposition d'un mouvement qui arrache les biens communs au marché et fonde le « Royaume de la liberté » sur la réduction du temps de travail correspond aux idées de Marx, mais la décroissance est absente de ses écrits. Le communisme de la décroissance prôné par Saito comme impératif écologique – un communisme qui exige la fin du « mode de vie impérial » et la réduction de la production par la suppression des marchandises et services inutiles, me semble une belle idée d'avenir, mais elle est nouvelle, créée par l'eco-marxisme du 21^e siècle, dont Saito est un brillant représentant.

Michael LÖWY (Terrestres)

L'atelier Veloma, Windcoop.. Les mobilités décroissantes en plein essor



Dans notre hors-série « Décroissance : réinventer l'abondance » avec Timothée Parrique, découvrez 4 expérimentations décroissantes concrètes. Remplacer la « bagnole » par des machines à roues de toutes tailles et poids sur mesure ? C'est le pari de l'atelier Veloma à Bressuire (Deux-Sèvres). De son côté, Windcoop fait le pari du transport maritime de marchandises à voile.

Vélos à deux sièges opposés, vélos cargos à deux ou trois roues, charrettes... Dans l'atelier associatif Veloma de Bressuire (Deux-Sèvres), tout ce qui roule a sa place... tant qu'il n'y a pas de moteur à explosion. Ici, pas de fabrication à la chaîne : tout est fait main et sur mesure selon les besoins de chacun, avec des matériaux recyclés ou fabriqués en France. Les produits ne sont pas préconçus.

Le marketing est minimal – le site internet affiche seulement des photos des différents modèles créés sans fiche produit ni prix, la publicité inexistante. Ici, l'information circule de bouche à oreille. Avec une centaine d'adhérents pour un chiffre d'affaires d'environ 100 000 euros par an, Veloma est une petite structure dont les revenus permettent de payer le loyer, le matériel et les deux salariés permanents. Profits et croissance sont bannis du modèle.

Diffuser le savoir-faire artisanal... de l'utilisateur

L'histoire est née en Hongrie. C'est là qu'en 2015 l'ingénieur français Adrien se lance dans un projet de centre logistique Cargonoma avec le chercheur et spécialiste de la décroissance Vincent Liegey, mêlant Amap et transports à bas coûts carbone. La ferme, installée à Budapest, expérimente l'agriculture biologique et la livraison en vélo cargo. Adrien travaille à la mutualisation des véhicules « pour réduire la pression à l'achat », tandis que des étudiants issus des grandes écoles d'ingénieurs françaises se greffent peu à peu au projet pour effectuer leurs stages de fin d'études. Biporteur sans fourche, système de freinage inertiel hydraulique, vélo couché caréné ou en bois... Le lieu est un véritable laboratoire de recherche et de développement de la décroissance. « Le travail créatif est ce qu'il y a de plus intéressant », explique Adrien. L'ingénieur développe cette idée en France : Veloma s'installe à Bressuire.

À l'atelier deux-sévrien, le client n'est pas un simple consommateur. Il participe à la conception de sa machine, parfois jusqu'à son assemblage. « On aime bien faire essayer avant d'acheter ; il nous est arrivé de demander à une personne à qui on avait vendu une charrette de nous la prêter dans ce but. Ensuite, on discute avec la personne de l'utilisation, sur le plan technique, des côtes et des kilomètres... On vend le produit le plus adapté possible », explique Nicolas, salarié de l'association et lui-même ancien stagiaire de Car-

gonomia. Compter ensuite deux mois pour la fabrication d'une charrette en métal, par l'atelier ou soi-même avec un accompagnement. Plus l'assemblage est facile, mieux c'est. Le prix du kit varie de 500 à 3 500 euros pour les plus sophistiqués.

« On soude les cadres, on fabrique la plupart des roues, on simplifie pour réemployer les matériaux. On utilise des procédés de découpe au laser pour les enchevêtrements complexes. Cela permet à d'autres de ne pas avoir à le faire et de garder la partie noble du travail d'assemblage », décrit Adrien. Ici, pas de secret des affaires. Les plans sont disponibles en open source sur internet pour quiconque souhaiterait se lancer. « La plupart de nos usagers sont ruraux, poursuit Adrien. C'est plus facile de stocker une remorque à trois roues dans une petite ville de campagne... Le foncier est un problème important dans nos usages ! »

Apprendre à ralentir avec les véhicules intermédiaires

Les véhicules dits intermédiaires occupent une place de plus en plus visible sur les routes françaises. Et s'ils sont encore loin de faire trembler le règne hégémonique de la voiture, ils constituent pourtant une alternative de choix pour réduire le trafic et assurer une transition vers la sobriété. Tout véhicule entre le vélo classique et la voiture pesant moins de 600 kilos entre dans cette catégorie. « Leur principal domaine de pertinence est dans les zones rurales où la dépendance à la voiture est extrêmement forte, et où il existe encore peu d'alternatives », note Aurélien Bigo, chercheur sur la transition énergétique des transports associé à la chaire Énergie et Prospérité.



Selon lui, la voiture électrique, vantée par les pouvoirs publics et les industriels comme une solution miracle, ne pourra résoudre à elle seule le problème de la mobilité. La sobriété dans les usages est une nécessité. À commencer par la taille des transports. Selon un rapport récent, 85 % des trajets domicile-travail se font en « autosolisme », c'est-à-dire seul dans une voiture cinq places.

Les véhicules intermédiaires sont au contraire dimensionnés pour une, deux et plus rarement trois personnes : « Ils sont plus sobres en termes de consommation d'énergie, de ressources, moins coûteux à produire et dans leur usage », défend le chercheur. Pour les particuliers comme les professionnels.

La clientèle de Veloma comprend ainsi des paysans, des artistes et des artisans dont les besoins vont du transport de leur récolte jusqu'au marché à celui d'un système son. Certains modèles intègrent une dimension électrique selon la demande du client. L'atelier travaille aujourd'hui avec l'Agence de la transition écologique (Ademe) dans le cadre du concours « eXtrême Défi Mobilité », qui consiste à développer de nouveaux véhicules plus légers et éco-conçus, comme la création d'un tricycle à assistance électrique capable de transporter 450 kilos de charges utiles. La recherche et le développement de mobilités alternatives se poursuivent. Reste à convaincre un public non militant.

Le cargo met les voiles

Et si on revenait au transport maritime de marchandises à voile ? L'idée s'est peu à peu installée dans le monde du fret maritime. Le premier prototype français de l'armateur TOWT (TransOceanic Wind Trans-

port) a mis les voiles en août 2024. En 2026, le premier cargo à voile de la société Windcoop sera mis à flot.

Volontairement plus petit et économe que la majorité des autres voiliers, il ne mesurera pas plus de 85 mètres et aura une capacité de 150 conteneurs pour 1 500 tonnes de marchandises. Un poids plume sur l'océan du fret maritime – le plus gros navire moteur pouvant transporter plus de 24 000 conteneurs.

Pour la première fois, Windcoop reliera la France à Madagascar en 27 jours. Les voiles en fibre de verre seront garanties pour dix ans – contre un à deux ans pour de la toile – et fonctionneront en alternance avec un moteur en cas de vent faible ou absent.



Née en 2022 de l'expérience des cargos à voile de l'entreprise Zéphyr & Borée, la coopérative Windcoop pense le transport maritime sur le mode de la sobriété. « *On ne peut pas raisonner les entreprises si elles n'appartiennent pas aux gens*, résume son directeur général, Nils Joyeux. *Notre engagement n'est pas seulement de mettre des voiles sur un bateau, il faut aussi consentir à ralentir.* » La vitesse de croisière est fixée à 8 nœuds – soit 14 km/h, moitié moins qu'un cargo classique.

C'est le cas des deux modèles de la société TOWT qui voguent quant à eux à 10,5 nœuds (19 km/h). Quatre nouveaux bateaux TOWT sont en cours de construction. Objectif de la compagnie : ouvrir la voie à un fret maritime décarboné. « *On prône une mondialisation de la sobriété : le meilleur transport est celui qu'on ne fait pas* », explique Guillaume Le Grand, son fondateur. Le transport à la voile, plus lent et économe, reste un marché de niche sur une flotte mondiale de 105 500 navires marchands.

Caroline VINET , publié le 23 décembre 2024 (Socialter)

A69 : la justice ne suspend pas le chantier, mais l'étau se resserre



Le tribunal administratif de Toulouse a rejeté la demande de plusieurs associations : le chantier de l'A69 ne sera pas suspendu. Il va se poursuivre au moins jusqu'à mi-février, en attendant le jugement sur le fond du dossier.

Toulouse (correspondance), reportage

Le tribunal administratif de Toulouse continue de botter en touche. Après avoir annoncé la réouverture de l'instruction dans le dossier de l'A69 en décembre dernier, le tribunal administratif de Toulouse a rejeté, mardi 21 janvier, la demande d'une dizaine d'associations écologistes de suspendre le chantier en urgence. Le juge des référés estime que les effets de la poursuite du chantier resteront « *très limité[s]* » jusqu'à ce que la justice se prononce définitivement sur le fond du dossier. Soit mi-février. À cette occasion, l'autorisation environnementale pourrait être annulée, ce qui entraînerait l'arrêt immédiat du chantier de l'auto-route.

« *On a l'impression qu'ils se renvoient la patate chaude, personne ne veut prendre de décision dans ce dossier* », dit à Reporterre Gilles Garric, membre du collectif d'opposants à l'A69 La Voie est libre. « *Le juge ne nous donne pas tort sur le fait que le chantier peut porter atteinte à l'environnement et aux espèces protégées, mais il ne reconnaît pas le caractère urgent de la suspension des travaux* ».

Dans la journée du 21 janvier, six mises en demeure avaient été adressées, en tout, par la préfecture du Tarn au concessionnaire Atosca pour des irrégularités sur le chantier de l'A69. La préfecture fait notamment référence à des travaux de pompage non autorisés, à des manquements concernant des mesures compensatoires ou à une mauvaise gestion des eaux pluviales sur le chantier.

« *On est à treize mises en demeure sur le chantier de l'A69* », souligne Gilles Garric, « *on ne sait plus trop quoi faire au niveau juridique, on a l'impression qu'Atosca fait tout ce qu'il veut et que malgré les mises en demeure, le chantier continue.* »

Dans une tribune publiée sur FranceInfo le 9 janvier, des avocats et des universitaires alertaient sur les récentes décisions de justice notamment concernant l'autoroute A69. Ils plaidaient pour « *une suspension automatique des travaux lorsqu'un recours est déposé contre un projet ayant reçu des avis défavorables d'instances indépendantes* ».

Malgré le rejet de la demande de suspension des travaux de l'A69, Jean Olivier, président des Amis de la Terre Midi-Pyrénées, l'une des associations à l'origine de ce référé-suspension, trouve motif à satisfaction dans ce jugement. « *Le tribunal acte le fait que le jugement sur le fond doit être rendu dans les prochaines*

semaines, et c'est même comme cela que le juge justifie son choix de ne pas suspendre les travaux. L'état se resserre, et il est probable qu'on obtienne une annulation du chantier à la mi-février », note le docteur en écologie. « Notre objectif en déposant ce référé-suspension était aussi d'accélérer le calendrier judiciaire et de maintenir la pression sur le tribunal administratif. »

La poursuite des travaux n'entame pas les espoirs des opposants au projet d'autoroute A69. Ils restent confiants en un possible arrêt définitif du chantier le mois prochain. L'audience sur la demande d'annulation de l'autorisation environnementale se tiendra au tribunal administration de Toulouse entre le 17 et le 28 février.



Le chantier de l'A69 suspendu à une nouvelle décision de justice

Précisions

Mise à jour : Modification du nombre de mises en demeure le 22/01/2025.

22 janvier 2025 (Reporterre)

Justin CARRETTE

Audience cruciale pour l'A69 : des opposants installés dans les arbres face au tribunal



Plusieurs opposants à l'A69 ont grimpé dans des arbres en face du tribunal administratif de Toulouse à la veille d'une audience cruciale. La justice pourrait annuler l'autorisation du chantier de l'autoroute.

Toulouse, reportage

« *Ma fille m'a dit de vous ramener tout cela !* » En fin de matinée, lundi 17 février, un homme d'environ 70 ans s'approche de deux grands platanes situés devant le tribunal administratif de Toulouse. Le sac qu'il tient, contenant des viennoiseries et du café, est rapidement accroché à une corde et hissé dans les arbres. « *Merci pour le soutien !* » lance une voix depuis les branches du platane.

Là-haut, six « *écureuils* », le surnom donné aux militants qui luttent depuis les arbres, se sont installés dans la nuit de dimanche à lundi, juste en face de l'entrée du tribunal. « *On est mobilisés pour accentuer la pression. Cela fait deux ans qu'on attend que la justice prenne ses responsabilités dans le dossier de l'A69* », dit à Reporterre Tanus, qui est descendu de quelques mètres pour pouvoir communiquer.

La rapporteure publique favorable à l'annulation

Le tribunal administratif de Toulouse doit examiner mardi 18 février la requête déposée par plusieurs associations en juin 2023 pour demander l'annulation de l'autorisation environnementale de l'A69. Si le juge décide d'accéder aux demandes des requérants, le projet de l'autoroute entre Toulouse et Castres serait stoppé.

L'enjeu est de taille, puisque malgré deux ans de chantier, le concessionnaire Atosca doit toujours effectuer des travaux très impactants, notamment le bitumage des quelque 53 kilomètres de tracé.

La décision de stopper l'avancée de l'A69 semblait peu probable au vu des enjeux politiques et économiques pesant de tout leur poids dans ce dossier. Mais elle est envisageable pour les opposants depuis la publication des conclusions de la rapporteure publique, Mona Rousseau. Par deux fois, en novembre et il y a quelques jours, l'enquête de la magistrate indépendante a conclu à l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur et a conseillé au tribunal administratif d'annuler l'autorisation environnementale.



Les militants attendent beaucoup de la décision du tribunal administratif, qui doit être rendue d'ici deux semaines. © Antoine Berlioz / Reporterre

Lors d'une précédente audience, en novembre 2024, Mona Rousseau avait déclaré que les arguments du concessionnaire *« peinent à convaincre »*. Malgré cette conclusions, le tribunal avait choisi en décembre de rouvrir l'instruction, laissant Atosca poursuivre le chantier en attendant une nouvelle audience. *« Il va falloir du courage au juge pour suivre les conclusions de la rapporteure publique, mais c'est ce que de nombreux citoyens du Tarn et de Haute-Garonne lui demandent. Pour nous, ces conclusions sont une évidence depuis le début »*, dit Tanus.



Les opposants à l'A69 appellent le tribunal à faire preuve de *« courage »* en annulant l'autorisation environnementale. © Antoine Berlioz / Reporterre

Au-dessus de lui, Thomas Brail, le fondateur du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA), est allongé dans son hamac. *« On a aussi voulu attirer l'attention des médias sur ce qui se joue au tribunal, sur l'importance de cette audience, détaille Tanus, qui fait lui aussi partie du GNSA. On n'a pas la même force de pression économique et médiatique que le groupe Pierre Fabre, par exemple, qui avait fait du chantage à l'emploi lors de la précédente audience, mais on a toute la mobilisation citoyenne et populaire avec nous. »*

Dans des vidéos postées sur les réseaux sociaux du collectif La Voie est libre, de nombreuses personnalités comme les acteurs Bruno Solo et Mélanie Laurent, l'activiste Paul Watson et la chanteuse Emily Loizeau ont appelé les pouvoirs publics et la justice à abandonner ce projet d'autoroute et à se mobiliser mardi dès 8 heures sur le parvis de la gare Matabiau, à quelques pas du tribunal administratif de Toulouse. Sur le boulevard Bonrepos, certaines voitures klaxonnent en guise de soutien aux « écureuils ». « *On ne sait pas encore combien de temps on va rester dans les arbres* », dit Tanus. L'audience est prévue à 9 heures mardi, mais la décision du juge devrait être rendue publique d'ici une quinzaine de jours.



Autoroute A69 : l'ultime chance de stopper l'installation des usines à bitume

Justin CARRETTE et Antoine BERLIOZ (photographies)
18 février 2025 (Reporterre)

A69 : la rapporteure publique réclame l'abandon du chantier



Le chantier de construction de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres, le 5 janvier 2025. - © Ed Jones / AFP

« Les choses sont désormais limpides et sans appel : l'autorisation environnementale de l'A69 doit être annulée et le chantier stoppé. » Le 13 février, le collectif La Voie est libre (LVEL) a célébré une nouvelle victoire dans la lutte contre le projet d'autoroute reliant Toulouse à Castres. À la mi-journée, la rapporteure publique du tribunal administratif de Toulouse a réclamé une « annulation totale de l'arrêté du 1er mars 2023 ». Ce, en l'absence de raisons impératives d'intérêt public majeur.

En d'autres termes, la magistrate déplore l'illégalité du chantier ô combien contesté. Pour autant, son avis n'a pas de caractère contraignant. Le 18 février, les juges de la juridiction ouvriront ce qui se dessine comme l'ultime audience de cette interminable affaire. S'ils venaient à s'aligner sur les conclusions de la rapporteure publique, le projet d'A69 pourrait bel et bien être définitivement stoppé.

En novembre 2024 déjà, un rapporteur public s'était prononcé pour une annulation de l'autorisation du chantier. À la stupeur générale, le tribunal avait toutefois décidé de rouvrir l'instruction, laissant les travaux se poursuivre. « Cette ultime chance pour la défense a fait pschitt, se réjouit aujourd'hui le collectif LVEL. Le temps de la justice est enfin arrivé ! »



A69 : la justice ne suspend pas le chantier, mais l'étau se resserre

13 février 2025 (Reporterre)



A69 : une victoire historique

L'audience du Tribunal administratif qui s'est tenue à Toulouse mardi 18 février dernier ne laissait que peu de doutes sur l'issue des débats. La rapporteure publique introduisant les débats n'a pas eu de mots assez durs contre la raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM) accordée au projet d'autoroute A69 reliant Toulouse à Castres. Cette RIIPM permettait au concessionnaire de se soustraire aux obligations de préserver les espèces protégées.

Par un jugement daté du 27 février 2025, le juge administratif en a décidé autrement en donnant raison aux 14 co-requérants, dont Agir pour l'environnement. *Cette décision historique stoppe les travaux de ce grand projet inutile et imposé.*

Cette victoire, nous la devons aux opposants locaux qui ont eu l'intelligence de varier les plaisirs, alternant procédures judiciaires et actions non-violentes, agréant des paysans, des écologistes, des juristes et une poignée de parlementaires dont nous devons saluer l'opiniâtreté.

Cette lutte exemplaire est inspirante à plus d'un titre et rejoint ainsi la longue liste des victoires écologiques, du Larzac à Superphenix, en passant par l'aéroport de Notre-Dame des Landes, Sivens et bien d'autres encore !

Malgré un climat de régressions généralisées en matière écologique, le combat victorieux contre l'A69 nous redonne de l'espoir. En alliant détermination, créativité et non-violence, nous sommes en mesure d'être le grain de sable stoppant les pulsions destructrices des apôtres d'un productivisme finissant.

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT,

27 février 2025

Six militants perchés dans des arbres contre une ligne à haute tension



Afin de suspendre les travaux de construction d'une ligne à très haute tension entre la France et l'Espagne, six militants se sont perchés dans les arbres de la forêt d'Hossegor. Parmi eux : des « écureuils » opposés à l'A69.

Soorts-Hossegor (Landes), reportage

Les cimes des pins se balancent au rythme du vent qui s'engouffre dans cette forêt des Landes située sur la commune de Soorts-Hossegor. Depuis le 4 janvier, six « écureuils » – ces militants qui s'accrochent dans les arbres – ont érigé une plateforme de planches entre plusieurs troncs à quelques mètres au-dessus du sol. Le plancher de bois sur lequel ils vivent est désormais le point d'ancrage et de ralliement de la lutte contre la ligne à très haute tension (THT) du golfe de Gascogne.

Pas moins de 300 kilomètres de lignes électriques doivent être installés au fond de l'océan d'ici 2027, pour rallier la France et l'Espagne. L'opération menace de nombreuses espèces protégées marines.

« On a reçu énormément de soutien de la part des habitants », s'enthousiasme Kiwi ^[*], l'une des « écureuils ». Un accueil qui lui va droit au cœur et qui lui offre une raison de continuer. « J'ai la lutte joyeuse », lance-t-elle tout sourire, assise à côté d'une bâche qui recouvre les denrées alimentaires que les locaux leur apportent.

L'avancée des travaux menés par le Réseau de transport d'électricité (RTE), avec de nouvelles routes coupées à la circulation depuis le 6 janvier, a ravivé les tensions autour du projet.

Depuis trois ans, des habitants des Landes se mobilisent. Ils ont créé un collectif, baptisé Stop THT 40. Des recours juridiques sont en train d'être étudiés par les tribunaux. « RTE accélère les travaux pour les terminer avant l'audience et dire "C'est trop tard, les opérations ont été réalisées" », certifie Marie Darzacq, présidente de l'association Landes Aquitaine Environnement (LAE).



Depuis le 4 janvier, six « écureuils » se sont installés dans les arbres du tracé de la ligne à THT à Soorts-Hossegor. © Isabelle Miquelestorena / Reporterre



Marie Darzacq : « La seule réponse [des autorités], c'est la répression. » © Isabelle Miquelestorena / Reporterre

Alors que les dates d'audience ne sont pas connues, elle explique l'appel fait aux « écureuils » : « On a décidé de durcir le mouvement. Les manifestations, même avec 1 000 personnes à Capbreton [comme en novembre 2023], ne font pas bouger [les autorités]. »

Un tracé alternatif le long de l'A63 ?

Dirigé par RTE et son équivalent espagnol, la REE (Red Eléctrica de España), le projet prévoit de rallier Cubnezais en Gironde, à Gatixa, dans le nord de l'Espagne, via le golfe de Gascogne. La majorité du tracé est immergée et passe par des câbles sous-marins. Un premier bras de fer juridique s'est tenu à l'été 2024 et RTE a dû suspendre les travaux en mer durant quelques jours pour mettre en place des mesures de protection des cétacés. Une partie du tracé passe dans les terres, au niveau des Landes, pour contourner un profond canyon sous-marin, le gouf de Capbreton.

Le collectif Stop THT 40 demande l'étude d'un tracé alternatif, celui qui longe l'autoroute A63. Une zone déjà artificialisée qui ne traverserait pas des zones naturelles et serait plus loin des habitations. Deux critères primordiaux aux yeux des opposants. RTE refuse, estimant qu'il y aurait trop de contraintes techniques. C'est pourtant la solution mise en avant par le Conseil national de protection de la nature (CNPN) dans son avis rendu en 2022.



Au sol, les locaux se sont rassemblés pour soutenir les grimpeurs. © Isabelle Miquelstorena / Reporterre

En attendant, les associations ont demandé un moratoire pour arrêter les travaux, qui est resté lettre morte. « *Sept chantiers sont actuellement en cours en même temps* », soupire Marie Darzacq. La préfecture des Landes a réagi dans un communiqué demandant « *la cessation immédiate de l'occupation illégale d'une parcelle boisée située sur la commune de Soorts-Hossegor* ». Elle fait valoir que « *l'espace boisé occupé ne fera l'objet d'aucune mesure de défrichage, ni de coupes d'arbres. Seulement de l'élagage si nécessaire, en dehors des périodes de nidification* ».

Pour Reva, l'un des « *écureuils* », cet argumentaire ne tient pas la route. « *Qui peut croire, quand il connaît un peu les arbres, qu'il n'y aura aucun impact sur cette forêt ? L'intégrité des arbres, ce n'est pas seulement la partie aérienne, c'est aussi tout le système racinaire.* » La travée qui devra être creusée pour enfouir la ligne passera sur le chemin qui serpente entre les pins, juste en dessous de la plateforme.

Des écureuils de l'A69

En cet après-midi, les habitants se sont donné rendez-vous pour un goûter. Aux pieds des arbres, les Landais ont apporté gâteaux et provisions. Sur la plateforme, les « *écureuils* », vétérans de la lutte contre l'autoroute A69, entre Toulouse et Castres, forment des personnes à grimper. Leur arrivée a impulsé un nouveau souffle.



Reva habite les Landes et a fait partie des « *écureuils* » de l'A69. Il a fait appel à son réseau d'amis pour grimper aux arbres à Soorts-Hossegor. © Isabelle Miquelstorena / Reporterre

« Une personne nous a dit : “On s’est beaucoup mobilisés au début, mais ça ne sert plus à rien”. Elle est revenue ensuite pour s’excuser d’avoir été aussi défaitiste ! » s’exclame Kiwi. Elle s’insurge qu’un projet décrié par la population puisse passer en force : « Je suis de plus en plus gênée par le contexte de déni démocratique dans lequel on est. Les consultations ne sont pas écoutées, les recours classiques ne fonctionnent pas... On est obligé de monter au créneau avec des actions directes. »

Depuis leur installation, des forces de l’État passent plusieurs fois par jour. La préfecture des Landes a également signifié qu’elle ne laisserait pas l’occupation se poursuivre. *« Cela fait longtemps qu’on demande un dialogue, estime Marie Darzacq, mais encore une fois, leur seule réponse, c’est la répression. »*



Victoire pour les cétacés : un chantier de lignes électriques sous-marines suspendu

Notes

[*] Le prénom a été modifié à sa demande.

Chloé RÉBILLARD et Isabelle MIQUELESTORENA (photographies)

9 janvier 2025

Un cliché et deux malentendus sur la décroissance



Illustration : Olivier Bonhomme

Depuis 2017, la Maison commune de la décroissance travaille à construire un corpus idéologique commun pour celles et ceux qui rêvent d'une redirection vers des sociétés écologiques, frugales et conviviales. Au cœur de ses réflexions, une question : comment s'organiser démocratiquement pour repasser sous les plafonds de l'insoutenable écologique ? L'association a récemment fait paraître aux éditions Utopia un petit ouvrage incisif pour répondre aux clichés des adversaires de la décroissance, mais aussi aux malentendus qui existent dans les rangs de ses partisans, dont nous publions ici trois extraits.

Cliché : la décroissance est liberticide

Dans une interview, un ancien ministre de l'Éducation nationale devenu polémiste de droite avance que « la décroissance est invendable démocratiquement¹ ». Mais ni la décroissance ni la démocratie ne sont à vendre.

Pour Luc Ferry, la décroissance c'est le catastrophisme, la démocratie c'est la démocratie représentative, la liberté c'est la liberté individuelle. C'est pourquoi quand on reproche à la décroissance d'être liberticide ou antidémocratique, nous devons nous poser trois questions : de quelle décroissance parle-t-on ? De quelle liberté ? De quelle démocratie ?

S'il ne faut absolument pas refuser l'apport conceptuel de la notion d'effondrement, les décroissants et décroissantes ne sont pas pour autant des adeptes de la catastrophe. Nous nous opposons radicalement à l'argument de la nécessité², qui serait : l'effondrement étant inéluctable, nous n'aurions qu'à nous y résigner et nous y adapter. En plus d'être de nature à paralyser par l'angoisse qu'elle inspire, cette pensée porte surtout les germes d'une dépolitisation de l'écologie. Qui pourrait imaginer de manifester contre la loi de la chute des corps ?

La décroissance est au contraire un programme politique commun, qui ne peut être réduit au slogan « *there is no alternative* ». Ce n'est pas la crise écologique qui fait de nous des décroissants et décroissantes, car *même si* nous étions dans un monde aux ressources infinies et aux richesses illimitées, nous défendrions une société à la production plafonnée et sans « exploitation » ni de la nature ni des humains. C'est donc bien par choix idéologique que nous souhaitons un monde socialement juste, décent et écologiquement responsable.

Ce choix, c'est celui de la liberté ; mais laquelle ? Celle de prendre l'avion pour aller à Bordeaux, comme le suggère Luc Ferry ? À l'opposé d'une conception libérale de la liberté qui ne rêve que de s'affranchir des li-

mitations, c'est bien une *liberté sociale* redéfinie souverainement par et avec toutes et tous que les décroissants et décroissantes défendent politiquement, liberté sociale totalement opposée tant à la liberté libérale du renard dans le poulailler qu'à la liberté profondément individualiste du survivaliste en temps d'effondrement. Et cette liberté-là n'est ni à vendre ni à acheter. Car il faut effectivement définir la liberté par rapport à la notion de limites ; car une liberté sans limites, ce serait celle du tyran.

Mais là où le libéralisme ne conçoit la limite à franchir que comme une seule *ligne*, pourquoi ne pas imaginer un *espace* conçu à partir d'une double limite ? Les décroissants s'inspirent alors du concept d'espace écologique, inventé par les Amis de la Terre, qui est défini par une limite plafond et une limite plancher. Toute politique doit garantir à chacun un plancher minimum de vie (alimentation, santé, éducation, habitat...) tout en restant sous les plafonds de la soutenabilité planétaire³.

Contre les mantras du « toujours-plus » et du « encore-mieux », la démarche simplificatrice prône le « suffisant » en questionnant ce que signifie « bien vivre » et « avoir besoin ».

L'espace situé entre plafond et plancher est celui d'une liberté sociale, vécue en commun car en dessous ou au-dessus la vie est « hors du commun » : pour les décroissants, la liberté est d'abord cette liberté socialement vécue, qu'il faut entretenir, protéger, conserver. Effectivement, elle n'a pas de prix !

Quant à la démocratie, les décroissants plaident pour son extension : non seulement là où elle y est quasi étrangère, l'économie, mais aussi là où elle devrait régner, la politique.

Quel paradoxe en effet que cette thèse selon laquelle l'économie de marché favoriserait la démocratie alors que celle-ci s'arrête au portail des usines ? Le « monde du travail » est un monde de rapports de force où les dominés subissent de plein fouet les inégalités de revenus qui les privent des moyens pécuniaires de faire durer la moindre résistance.

Il ne s'agit pas de se passer de la démocratie représentative – à moins de croire qu'il serait impossible de *confier* à d'autres la responsabilité de nous représenter –, mais de la combiner, *dans un mix démocratique*, avec de la démocratie participative et de la démocratie directe. Donner à des assemblées populaires un droit de veto temporaire, un droit de convoquer des conventions citoyennes, un droit à référendum... En s'inspirant des votations suisses mais aussi en élargissant le domaine du tirage au sort.

Vastes chantiers pour la décroissance : resocialiser la liberté au lieu de l'individualiser, étendre la démocratie au lieu de la restreindre.

Malentendu : Pour décroître, il suffit de vivre plus simplement

La simplicité volontaire est plus que légitime lorsqu'elle exprime une véritable démarche pour se défaire au quotidien de la logique consumériste dans laquelle nous baignons, et qui, en s'appuyant sur la publicité, dresse nos corps, structure nos rapports sociaux et alimente nos imaginaires. Il s'agit alors de refuser de participer autant que possible à cette société, à l'économie libérale et à la « consommation du monde », et de mettre en application un principe éthique de cohérence : vivre selon ses valeurs (sobriété, simplicité, convivialité) en les appliquant au sein des différentes dimensions de l'existence, dans la satisfaction de ses besoins essentiels – se vêtir, se nourrir, se chauffer, s'habiller, habiter, s'occuper...

Contre les mantras du « toujours-plus » et du « encore-mieux » véhiculés par le monde de la croissance, la démarche simplificatrice prône le « suffisant » en questionnant ce que signifie « bien vivre » et « avoir besoin ». Il s'agit donc bien de porter une critique politique au prisme de son mode de vie, en réinterrogeant ce qui apparaît naturel dans notre quotidien bombardé par la publicité, et l'importance symbolique et sociale accordée aux possessions matérielles.

Il ne faut donc pas confondre la démarche décroissante de simplicité volontaire avec le développement personnel, qui vise à la transformation de soi, soit pour se défaire de certains aspects pathologiques (phobie, anxiété, déprime, timidité), soit pour améliorer ses performances (mieux communiquer, gérer son temps, s'affirmer) ; toutes ces variantes du *greenwashing* ne font que renforcer la croyance individualiste que les « petits gestes » représentent l'alpha et l'oméga de nos puissances d'agir...

Après avoir clarifié la simplicité volontaire telle qu'il faut l'entendre dans une perspective décroissante, la deuxième étape consiste justement à la distinguer de la décroissance. Pourquoi ? Parce qu'on entend trop souvent qu'il suffirait qu'une majorité d'entre nous change de mode de vie pour que la décroissance s'installe, voire que la décroissance a commencé, puisque certains la pratiquent déjà au quotidien. Dans cette optique, il arrive même de voir rejeté tout effort de théorisation politique et historique de la décroissance sous prétexte que vivre de façon frugale, ce serait la « vraie » décroissance, et qu'il n'y a pas besoin d'aller chercher plus loin. Or, si la simplicité volontaire est importante, elle n'est pas suffisante pour faire *basculer* la société vers la décroissance.

Parce que l'action individuelle ne peut pas tout, comme le calcule une étude du cabinet Carbone 4 (« spécialisé dans la stratégie bas-carbone et l'adaptation au changement climatique ») : « *l'impact probable des*

changements de comportement individuel pourrait stagner autour de 5 à 10% de baisse de l'empreinte carbone, guère plus⁴».

C'est pourquoi il est nécessaire au contraire d'emprunter un chemin politique pour porter la critique de la croissance et de son monde. Ce chemin, c'est celui entre autres de la critique de l'individualisme, racine enfouie du monde de la croissance, sans lequel nous ne pourrions pas espérer construire une société fondée sur un idéal de coopération et de décence. Il faut s'apercevoir que presque toutes les fables de la croissance reposent sur une fable commune quant à l'origine de ce qui fait une organisation sociale : celle selon laquelle l'individu précéderait la société, qui serait *d'abord* une juxtaposition d'individus.

Affirmer que le changement procède de l'addition des comportements individuels, aussi vertueux soient-ils, ou même qu'il commence par soi, c'est rester prisonnier des cadres conceptuels individualistes du monde de la croissance. *Si donc les décroissants et décroissantes veulent réellement rêver d'une société fondée sur le partage, il faudrait qu'ils approfondissent davantage le « lâcher-prise de soi ».* La transformation sociale et politique attendue passera par la lutte pour un idéal politique : celui de la recherche collective et commune de ce qui fait sens dans une vie humaine. Question à laquelle, en tant que décroissants, nous avons tranché en faveur de la plus belle des réalités : *« Trouver seul le sens de sa vie est une chimère, le sens de la vie est éminemment politique⁵ »*, il nous est commun.

Malentendu : Pour décroître, il suffit que les alternatives essaient

Est-ce par la mise en œuvre de milliers d'alternatives concrètes que nous « emprunterons » le chemin de la décroissance⁶ ?

Reconnaissons d'abord que ces alternatives qui fleurissent sont *nécessaires* parce qu'elles nous engagent en tant que personnes dans des relations sociales nourrissantes et dévolues à des projets porteurs de valeurs et de sens, répondant ainsi à nombre de nos besoins fondamentaux. Par ailleurs, ces alternatives sont indispensables parce que ce sont des expérimentations qui abordent tous les champs de la vie sociale (alimentation, habitat, éducation, etc.).

Or nous connaissons l'investissement que ce militantisme demande. La tête dans le guidon, pédale cette croyance qu'être dans le concret et dans l'action permettra de faire avancer et réussir le projet, qui par son exemplarité pourra alors être dupliqué, et essayer. Chacun faisant sa part, un peu partout, la masse critique alors franchie, les oasis suffisamment nombreux, les archipels suffisamment en réseau, par effet de *basculement*, le changement de système adviendra.

Mais le remarquable développement des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) nous dévoile pourtant la limite de cette croyance. Le rapport de force actuel en faveur de l'agroproductivisme en est-il inversé ? Le réempaysonnement structurel des territoires restera impossible tant que sera faite l'impasse sur la non-prise en compte du paysage institutionnel existant et de son histoire. Sans réflexion sur le rôle et l'articulation des institutions telles que l'État et les collectivités territoriales, les Safers, etc. Sans théoriser la gradation des politiques publiques selon ces échelons de pouvoirs, selon la faisabilité temporelle, sans réfléchir à l'acceptabilité des réformes et des ruptures. Là est notre critique du schéma historique de l'essaimage, comme l'avait d'ailleurs déjà faite les socialistes marxistes du XIX^e à l'encontre des socialistes utopiques avec leurs phalanstères, coopératives et mutuelles.

Autre limite identifiée : une certaine insensibilité à l'histoire dans les milieux alternatifs, qui conduit à reproduire des expérimentations vouées à l'échec parce que trop souvent n'a pas été produit l'effort de tirer les leçons de l'histoire, comme si chaque génération devait réinventer, innover, refaire le monde à partir d'une table rase.

Ni les hippies des années 1970 ni les néoruraux ayant quitté l'hideuse et ignominieuse ville pour la bucolique campagne n'ont pris soin d'identifier et de comprendre les naturiens, ces « *[p]ourfendeurs des ravages de l'industrialisation, du mythe du progrès et de l'expansion impérialiste* », qui « *ont milité, jusqu'à l'expérimentation concrète, pour une vie simple et frugale, fondée sur le refus des marchandises frelatées⁷* ». Ces anarchistes individualistes du XIX^e inaugurèrent une première vague. Avec le Covid, une nouvelle vague semble quitter les métropoles et échouera probablement sur le rivage d'un nouvel archipel.

Les décroissants et décroissantes, en faisant l'effort de s'accorder le temps du recours à l'histoire, pointent l'insuffisance du « autrement » proposé dans les alternatives (se nourrir autrement, habiter autrement, etc.) ; « alternatives » à quoi ? Dans « à quoi », il faut distinguer le « contre quoi » (et dans ce cas, les alternatives restent dans l'anti) et le « vers quoi ».

En outre, trop souvent, le refus de replacer au nom du « concret », du « pratico-pratique » ces alternatives dans une perspective idéologique frise avec l'anti-intellectualisme. Or c'est d'articulation entre théorie et pratique, et d'une sensibilité à l'histoire vaccinée contre le culte anhistorique du « nouveau » et de la « première fois » dont nous avons besoin, les libéraux qui ont gagné l'hégémonie culturelle l'avaient bien compris.

En se contentant d'une perspective tronquée⁸, cela ne peut que renforcer le mouvement de fond dont a tant besoin le capitalisme pour continuer ses affaires. « Emprunter » le trajet de la décroissance, c'est certes reconnaître l'intérêt et la nécessité des alternatives, mais en les passant par l'analyse des pratiques tout en les inscrivant dans une perspective politique, idéologique, systémique.

Sources :

1. Dans un grand entretien paru dans *L'Express* le 17 avril 2021.
2. Lire l'article fondateur de cette expression : Michel Dias, « Un idéalisme politique » dans le premier numéro de la revue *Entropia* (automne 2006).
3. En 2017, l'économiste britannique Kate Raworth publiait *Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist* (traduction française : *La Théorie du donut. L'économie de demain en 7 principes*, [Plon](#), 2018). Pour en savoir plus sur l'« économie du donut », voir notre lexique d'économie écologique.
4. César Dugast et Alexia Soyeux (dir.), *Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique*, Carbone 4, 2019.
5. Giacomo D'Alisa, Federico Demaria, Giorgos Kallis (coord.), *Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère*, Le Passager clandestin, 2015.
6. Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles*, Les Liens qui libèrent, 2012.
7. François Jarrige, *Gravelle, Zisly et les anarchistes naturiens contre la civilisation industrielle*, Le Passager clandestin, 2016. Voir : « Les précurseurs de la décroissance », p. 80.
8. Michel Lepasant, « Plaidoyer critique pour les intermédiaires », conférence du 9 octobre 2021 au Festival de l'ESS.

LA MAISON COMMUNE DE LA DÉCROISSANCE publié le 04 février 2025 (Socialter)

Depuis 2017, la Maison commune de la décroissance travaille à construire un corpus idéologique commun pour celles et ceux qui rêvent d'une redirection vers des sociétés écologiques, frugales et conviviales. Au cœur de ses réflexions, une question : comment s'organiser démocratiquement pour repasser sous les plafonds de l'insoutenable écologique ?

Sylvie Colas : « Il faut redonner aux agriculteurs le sens de leur métier »



Photos : Alexandre Ollier

Éleveuse et maraîchère bio dans le Gers depuis 40 ans, Sylvie Colas est l'une des sept secrétaires nationales de la Confédération paysanne. Des combats anti-OGM à l'accueil de personnes sans-papiers en zone rurale, la syndicaliste compte à son actif quatre décennies d'engagement pour la défense du vivant, de la paysannerie et de la solidarité dans les campagnes. Socialter l'a interrogée sur le rôle de la « Conf' » dans les luttes écologistes emblématiques de ces dernières années, et sur les convergences mais aussi les frictions entre militants paysans et écologistes.

Vous êtes installée en polyculture-élevage bio dans le Gers depuis des décennies. Et vous avez représenté récemment la Confédération paysanne, pour laquelle vous militez depuis vingt-cinq ans, à la COP16 sur la biodiversité en Colombie, dans le cadre du réseau international Via campesina (1). La protection du vivant est-elle un moteur central de votre engagement ?

C'est plus qu'un moteur. En tant que paysans, la dégradation de l'environnement aboutit au fait que nous n'arrivons plus à produire. Sans pollinisation, vous n'arrivez tout simplement plus à féconder vos cultures. Sans biodiversité des insectes, vous vous retrouvez avec des moucheron qui transmettent des virus aux animaux. Et les conséquences d'un climat qui se réchauffe, c'est la dispersion d'un certain nombre de maladies que l'on ne voyait pas avant. Tous les ans nous avons un nouveau virus, parce que ces derniers trouvent des conditions favorables dans les élevages industriels.

Quand un virus entre dans un élevage de 20 000 poules pondeuses, c'est une véritable bombe sanitaire. Il contamine toute la faune sauvage alentour. Aujourd'hui, les rendements en agriculture baissent dans toutes les régions. Cette année, nous allons perdre environ un tiers de l'élevage de moutons en France. Et tout cela contribue à l'abandon du métier. Il faut donc qu'on préserve nos zones humides, nos haies, nos forêts, nos oiseaux, pour conserver un équilibre. L'agriculture a été trop longtemps en guerre contre la nature.

Pourtant, l'importance donnée à la protection de la biodiversité semble aujourd'hui inaudible à toute une partie des agriculteurs, qui se braquent contre des normes qu'ils jugent excessives, comme on a pu le voir lors des dernières mobilisations agricoles.

Quand vous avez 55 ans, que vous êtes endetté, il est difficile de changer de modèle. C'est le vieux monde. Ces agriculteurs sont vieillissants. Ils ont la tête dans le guidon, ils sont endettés. C'est ce que je dis aux associations environnementales quand certains stigmatisent par exemple un agriculteur possédant un gros tracteur. Ce tracteur dont il semble si fier, en réalité, n'est même pas à lui : il l'a pris en *leasing* (2) et n'arrive plus à le payer. L'objectif d'avoir les meilleurs rendements et le tracteur le plus puissant a été inculqué

à des générations d'agriculteurs. Et puis il y a aussi un désir de reconnaissance sociale au sein du monde paysan, qui s'est longtemps senti à l'écart de la société.



Aujourd'hui, quand les agriculteurs manifestent, c'est un baroud d'honneur pour dire qu'ils existent. Il y a un effondrement de notre métier. Comme il y a eu la désindustrialisation de la France, il y a aujourd'hui une disparition de l'agriculture. Les chiffres le montrent : on ne sera plus que 200 000 à 250 000 paysans en France en 2030-2035 [contre environ 400 000 aujourd'hui, NDLR].

Ce contexte social nourrit un désarroi, qui semble largement partagé dans les campagnes. Or, le RN est très habile à capter ce sentiment de déclassement. Est-ce que vous percevez la montée des discours d'extrême droite autour de vous ?

Dans le Gers, les gens ont finalement voté à gauche et au centre au second tour des législatives, mais au premier tour, dans quasiment tous les villages, le RN était devant. C'est terrible. Il y a un entre-soi de la ruralité, un manque d'ouverture d'esprit.

Certains expriment une crainte à l'égard des personnes issues de l'immigration pour justifier leur vote, alors qu'il n'y a pas d'étrangers dans le département et quasiment aucune personne racisée. Et par ailleurs beaucoup de Gersois ont des origines italiennes, espagnoles, belges, pied-noir... Le RN surfe sur la pauvreté et l'inculture – qui sont liées. Dans ce contexte, les discours populistes, faciles, trouvent un écho.

Y a-t-il à vos yeux un problème du côté des discours portés par la gauche et les écologistes ?

Les écologistes des villes ont peu de discours prenant en compte la situation des campagnes. Sandrine Rousseau [députée EELV de Paris, NDLR] dit par exemple qu'il faut interdire tous les véhicules au diesel et prendre les transports en commun. Mais pour prendre mon bus je dois demander à mon voisin de me déposer à l'arrêt qui est à trois kilomètres de chez moi ! Cela pose une vraie question d'aménagement du territoire. Par ailleurs, dans la ruralité, il y a peu de cadres, les habitants sont des ouvriers, de petits commerçants, de petits retraités de la fonction publique. Donc l'incitation à acheter de coûteuses voitures électriques n'est pas audible et mal perçue.

Loin du cliché de l'écolo « bobo » urbain, la Confédération paysanne représente une écologie ancrée dans le monde du travail et dans les campagnes. Est-ce que le syndicat joue à vos yeux un rôle de pont entre certains milieux écologistes et le monde rural ?

À la Confédération paysanne, nous avons beaucoup de relations avec la société civile, c'est-à-dire la majorité des gens. Car les paysans représentent de moins en moins de monde dans les territoires. On se retrouve donc souvent dans des combats transversaux avec les syndicats de salariés – CGT, Sud. Et aussi avec France nature environnement ou les Amis de la Terre, dans l'opposition à des projets de photovoltaïque ou de construction sur des terres agricoles.

Mais la société civile ne connaît pas du tout le monde paysan. Il nous faut souvent réexpliquer comment on en est arrivé là, d'où viennent les agriculteurs, pourquoi ils ont ces pratiques. Il ne suffit pas de leur dire qu'il ne faut pas monter tel bâtiment industriel. Changer le système, alors que ça fait des générations qu'il fonctionne comme ça, c'est très long.



La Confédération paysanne s'est impliquée ces dernières années dans plusieurs luttes écologistes emblématiques, avec parfois des modes d'action radicaux, comme celle contre les mégabassines. Comment cet engagement est-il perçu dans le monde agricole ?

Nous militons à la Conf' pour le bon usage de l'eau, sa juste répartition, on s'est donc beaucoup engagé contre les projets de mégabassines. Ça a suscité de fortes réactions, notamment dans mon département. Le Gers est un territoire sec, chaud, il y a donc beaucoup d'agriculteurs qui irriguent. À la session de la chambre d'agriculture qui a suivi Sainte-Soline [en mars 2023, NDLR] les commentaires virulents ont fusé, évidemment. Et encore, les autres élus syndicaux [FNSEA et Coordination rurale, NDLR] ne m'ont pas emmenée vers la sortie parce que je suis moi-même irrigante.

Le débat sur l'irrigation n'est pas le même à Sainte-Soline et dans le Gers, c'est toute la complexité. J'ai dû expliquer que les mégabassines n'avaient rien à voir avec ce qui est pratiqué dans le département. Ici, ce sont des retenues collinaires, qui sont remplies par les bassins versants, avec un quota d'eau attribué, contrôlé, que l'on essaye de répartir au mieux.

Et de l'autre côté, j'avais des associations environnementales et des jeunes des Soulèvements de la Terre, qui me disaient : « Celui-là, il arrose, on va lui éteindre son enrouleur ». Je leur disais : « Non là, vous n'avez pas compris ». De l'eau, certains agriculteurs en ont besoin pour leurs cultures. Il faut savoir pour quelle culture, d'où vient cette eau, et rien ne dit qu'il en est fait un usage excessif. D'autant que personne ne questionne par ailleurs la consommation d'eau d'une usine de lait végétal qui vient d'ouvrir, ou le fait qu'une partie de l'eau du Gers va refroidir la centrale nucléaire de Golfech.

Il est important de reposer la question des usages, sinon on stigmatise uniquement les pratiques agricoles. Il faut qu'on soit ensemble, comme c'est le cas par exemple avec les Amis de la Terre, qui siègent à nos côtés dans une institution comme le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) pour discuter les volumes d'eau, les arrêtés d'interdiction pour préserver la ressource, lorsqu'il faut par exemple maintenir l'étiage des rivières pour protéger la faune et la flore. La Conf' n'est pas contre tout. Nous disons simplement qu'il y a des priorités dans l'arrosage.

Y a-t-il parfois à vos yeux de la maladresse dans les modes d'action des mouvements écologistes ?

Le citoyen militant associatif peut parfois agir de façon très stigmatisante. Aller couper un tuyau d'irrigation dans un champ, cela crée des dégâts. C'est de l'eau qui va s'écouler toute la nuit, et cela risque de brûler une pompe d'irrigation. Ça peut même être dangereux pour les gens autour.

Autre exemple : j'ai eu un dialogue avec des militants de l'association Résistance aux fermes usines (Rafu) qui voulaient bloquer les camions de volailles à l'abattoir de Condom, où sont tuées 60 000 volailles par jour. Mais si vous bloquez ces camions, dans l'heure qui suit, toutes les volailles meurent dans les caisses, donc vous créez de la souffrance animale. À mes yeux, ce n'est pas là qu'il faut agir mais en amont, contre la construction de ces bâtiments industriels. Cela dit, il y a un vrai problème de démocratie concernant les projets contestés, car les travaux commencent avant la fin du processus juridique, comme c'est le cas pour l'A69.



Les recours ne sont pas terminés que déjà il y a des pelleteuses qui détruisent des arbres, des haies, des zones humides. Et ça c'est irréversible. C'est pour cela qu'on est obligés d'intervenir rapidement. Or dans l'actuel projet de Loi d'orientation agricole (3), il est prévu de limiter encore le temps des recours, pour que la société civile n'ait pas le temps de se mobiliser.

En janvier 2025 se dérouleront les élections pour renouveler les représentants syndicaux dans les chambres d'agriculture. Pouvez-vous expliquer comment les règles de ce scrutin favorisent le statu quo agricole ?

Avec la Confédération paysanne, nous recueillons à peu près 20 % des voix, que ce soit dans le Gers ou au niveau national. Mais l'élection à la chambre d'agriculture n'est pas une vraie proportionnelle, car le syndicat arrivé premier rafle la majorité des sièges. Donc, par exemple à la chambre du Gers, avec 20 % des voix, je suis la seule élue de la Conf' à siéger sur 18 représentants. Et cela se répercute sur le mode de financement des syndicats, dont 25 % est attribué en fonction du nombre d'élus.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) est ainsi quasiment sûre d'emporter les majorités de chambres. Et ensuite on leur donne une voix prépondérante dans toutes les institutions agricoles : les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), les organisations de filières, France Agri Mer... Et quand le ministère lance une étude, il s'adresse en priorité au syndicat majoritaire.

Au-delà des biais du jeu électoral, une large partie des agriculteurs semble accepter la FNSEA comme porte-parole. On sait pourtant que les dirigeants du syndicat majoritaire, comme Arnaud Rousseau, président du conseil d'administration du groupe agro-industriel Avril (4), sont plus des hommes d'affaires que des paysans. Comment expliquez-vous le maintien de son influence ?

Monsieur Rousseau, avec son côté très libéral – opposé aux normes écologiques, favorable aux projets de méthanisation et d'agrivoltaïsme – dit des choses que certains sont très contents d'entendre. Ils sont vieux, isolés, fatigués, donc ils ne veulent pas se compliquer la tâche. Surtout, beaucoup ont fait une croix sur le fait que leurs enfants reprennent leur ferme. Ils n'ont plus cet horizon de transmission de la terre et de l'outil.

Le syndicat majoritaire est un syndicat d'égoïstes. Ses membres ne pensent pas au-delà de leur génération. Ils sont en rupture avec les jeunes agriculteurs, notamment sur la question du foncier.

L'ensemble des syndicats agricoles convergent dans l'opposition à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. L'horizon d'une relocalisation de l'agriculture fait-il consensus au sein du monde agricole ?

Ça devrait faire consensus. Mais il y a beaucoup d'hypocrisie. Certains – comme la FNSEA ou la JA (Jeunes agriculteurs, proches de la FNSEA) – s'affichent contre les accords, en expliquant que dans le Mercosur on utilise des produits interdits en France. Mais le même jour, des membres de ces syndicats érigent dans

l'Oise un mur de béton pour entraver l'activité des agents de l'Office français pour la biodiversité (OFB), parce qu'ils sont en réalité opposés aux normes environnementales. La FNSEA, dans tous les débats autour de la Loi d'orientation agricole, appuie d'ailleurs un usage renforcé des pesticides, notamment de substances utilisées en Espagne.

Alors qu'à la Conf', nous considérons que les conditions d'exploitation de la terre et des salariés dans le Mercosur créent non seulement une concurrence déloyale, mais surtout fatale pour l'environnement et la santé de tout le monde. Y compris des travailleurs brésiliens dans les usines de découpe de poulet qui n'ont pas de pause de midi, ou des voisins des champs de soja qui voient leur eau polluée à l'atrazine [herbicide interdit en Europe, NDLR]. Nous ne voulons pas de concurrence entre les peuples, mais d'une souveraineté alimentaire inscrite dans une démarche de localisation de la production.



Il faut redonner aux agriculteurs le sens de leur métier. Et d'abord le rôle de protéger leur terre. Cette terre ne nous appartient pas, elle appartient aux générations futures.

Comment, tout en étant minoritaire, la Confédération paysanne contribue-t-elle néanmoins à transformer le monde rural ?

Nous avons la chance d'accompagner, grâce à nos structures, comme la Fédération de l'agriculture et du développement agricole et rural (Fadear), de nombreuses installations de néo-ruraux, de personnes en reconversion

professionnelle sur le tard, parfois à 35 ou 40 ans. Presque 30% des agriculteurs sont installés par nos structures. Ces jeunes réussissent, alors qu'ils sont les moins aidés de la Politique agricole commune (PAC), parce qu'ils sont sur des productions de maraîchage ou de volailles. Je ne dis pas que c'est facile.

Mais on propose ainsi au consommateur un produit de qualité, localisé, qui est moins cher qu'au supermarché parce qu'il n'y a pas d'intermédiaires. Et ce sont des agriculteurs novateurs, qui créent des outils de transformation, qui s'installent en collectif. Ils ont tout compris ! Il faut faire société, dans l'outil et le travail au quotidien. Cela leur permet de se relayer sur les marchés, d'avoir davantage de temps pour militer, accueillir des migrants, avoir une activité socioculturelle sur la commune. Dans ma génération – moi qui suis fille d'agriculteur – on travaillait en famille et avec les voisins, et tout cela faisait société. Aujourd'hui, ces jeunes renouvellent les liens au sein du monde rural.

Elsa GAUTIER , publié le 10 janvier 2025 (Socialter)
Elsa Gautier est rédactrice en chef du magazine Socialter

1. *La Via campesina* (« La Voie paysanne » en espagnol) est un mouvement altermondialiste qui coordonne des organisations de petits et moyens paysans et de communautés autochtones du monde entier.

2. Location avec option d'achat d'un bien d'équipement (voiture, tracteur).

3. Adopté par l'Assemblée nationale, ce projet de loi doit être débattu au Sénat début 2025.

4. « FNSEA : Arnaud Rousseau, un agro-industriel à la tête du syndicat agricole », *Le Monde*, mars 2023.

L'économie sociale et solidaire, une brèche dans le capitalisme ?

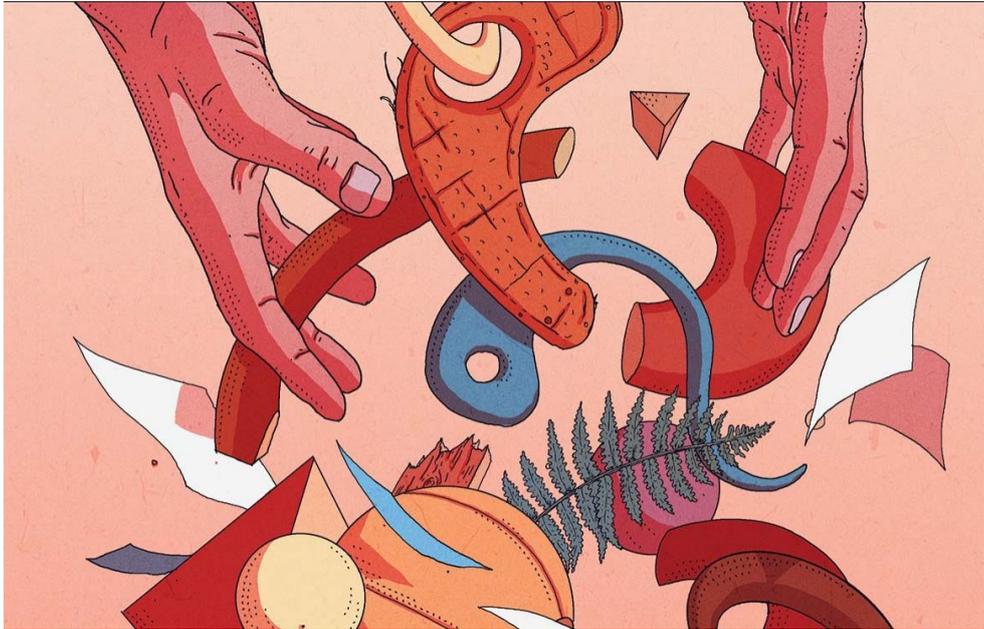


Illustration : Olivier Bonhomme

La décroissance est souvent qualifiée d'utopie et regardée comme une lubie d'intellos hors-sol. Pourtant, il existe aujourd'hui un modèle économique réel qui prospère dans l'ombre du capitalisme : l'économie sociale et solidaire (ESS). Timothée Parrique, rédacteur en chef invité de ce hors-série et Timothée Duverger, chercheur à Sciences Po Bordeaux, s'interrogent : l'économie sociale et solidaire serait-elle la pièce manquante au puzzle de la décroissance ?

En 1974, René Dumont a été le premier écologiste à se présenter à une élection présidentielle en France, et même dans le monde. Dans son ouvrage de référence, dont le titre *L'Utopie ou la mort!* a été repris comme son slogan de campagne, il en appelait à orienter l'économie des pays développés, par étapes successives, vers une « croissance zéro ». Il s'inspirait alors du rapport Meadows, paru en 1972, sur les limites de la croissance, qui avait été commandé par le club de Rome, un groupe de réflexion composé d'industriels, de scientifiques et de hauts fonctionnaires.

Concluant au risque d'effondrement en cas de poursuite de la croissance, il promouvait la recherche d'un « état stationnaire » de l'économie. Il citait en cela l'économiste britannique John Stuart Mill qui écrivait déjà en 1857 : « *Il n'est pas nécessaire de faire observer que l'état stationnaire de la population et de la richesse n'implique pas l'immobilité du progrès humain. Il resterait autant d'espace que jamais pour toutes sortes de culture intellectuelle et de progrès moraux et sociaux ; autant de place pour améliorer l'art de vivre et plus de probabilité de le voir amélioré.* »

Une bifurcation manquée

Ce rapport a suscité une importante polémique en France, notamment à la suite de la divulgation de la lettre Mansholt¹ par Georges Marchais, l'emblématique secrétaire général du Parti communiste. Il accusait le nouveau président de la Commission européenne de préparer une « *Europe de la misère et de la régression économique* ». Reprenant les conclusions du rapport Meadows, Sicco Mansholt proposait en effet d'abandonner « *la recherche d'une croissance maximale* » pour « *sauvegarder l'équilibre écologique et [...] réserver aux générations futures des sources d'énergie suffisantes* ». Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, il est même allé plus loin en n'évoquant plus seulement une « *croissance zéro* » mais bien une « *croissance en dessous de zéro* ».

Cela impliquait pour Mansholt de changer de boussole, donc de remplacer le produit national brut (PNB) par une « *utilité nationale brute* » (UNB), mais aussi de mettre en œuvre une économie planifiée pour changer de système de production. Dans ce texte, antérieur à sa prise de fonction, il proposait une série de me-

sures concernant l'instauration de certificats de production, une fiscalité verte, la durabilité des biens de consommation, la régulation de l'accès aux biens et services essentiels, ou la recherche en faveur d'une économie circulaire. Considérant que ce plan se traduirait par « *un net recul du bien-être matériel par habitant et par une limitation de leur utilisation des biens* », il proposait de le compenser par une politique redistributive favorisant l'« *épanouissement intellectuel et culturel* ».

Faute de soutien, ce plan est cependant resté lettre morte. Si le premier Sommet de la Terre, qui a eu lieu la même année à Stockholm, a proclamé que nous n'avons qu'« une seule Terre » et été à l'origine de la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il a également été marqué par les divisions entre le Nord et le Sud autour de la question du développement, mais aussi entre l'Ouest et l'Est en pleine guerre du Vietnam. En France, le ministère de l'Environnement, créé en 1971, s'est révélé être un « ministère de l'impossible » de l'aveu même de son principal occupant, Robert Poujade, tandis que René Dumont n'a recueilli que 1,31 % des voix à l'élection présidentielle trois ans plus tard.

Cette bifurcation manquée amène Dominique Méda à conclure que « *nous avons bel et bien perdu cinquante ans* ». Aujourd'hui encore, il y a un verrou chez les dirigeants politiques. Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie, déclarait par exemple il y a quelques mois : « *Croissance et climat sont compatibles ! Je ne crois pas à l'idéologie de la décroissance et je la combattrai.* »

Des leçons pour aujourd'hui

C'est un scénario à la *Don't Look Up* qui s'est déroulé depuis cinquante ans, sauf qu'au lieu d'une comète, c'est le réchauffement climatique qui a imposé sa réalité. Mais que se serait-il passé si les lanceurs d'alerte avaient été entendus, si René Dumont avait été élu à la présidence de la République pour mettre en place son utopie écologique ?

Les limites planétaires n'auraient probablement pas été dépassées. Nous aurions eu le temps de développer une culture de la sobriété qui sache différencier l'essentiel du superflu. Nous aurions changé d'indicateurs et redirigé nos entreprises et nos politiques publiques vers de nouveaux objectifs. Une grande partie de nos énergies fossiles seraient restées dans le sol et nous aurions focalisé toute notre force d'innovation pour circulariser notre usage des matériaux tout en protégeant notre biodiversité. Nous aurions appris à prospérer sans croissance comme dans la fiction *Écotopia* d'Ernest Callenbach (1975).

Mais nous ne l'avons pas fait. Commençons donc par tirer les enseignements de l'histoire, si nous ne voulons pas perdre cinquante ans de plus. Deux leçons nous paraissent essentielles. Force est de constater d'abord que la critique du plan Mansholt portait sur ses effets sociaux. Certes, Sicco Mansholt, comme René Dumont après lui, était soucieux des problèmes de justice sociale, tant entre les classes sociales qu'entre les pays du Sud et ceux du Nord. Mais il était difficile de faire entendre l'idée d'une prospérité sans croissance alors que le discours dominant la mesurait à l'époque, et toujours aujourd'hui, en points de PIB.

Pour y parvenir, nous devons penser l'économie autrement. Mais nous n'avons pas à tout réinventer, car il existe déjà une alternative à l'économie capitaliste de croissance.

Dans un rapport qui vient de paraître, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains et l'extrême pauvreté, Olivier De Schutter, souligne qu'« *il faut abandonner le croissancisme, mirage qui nous empêche de renoncer à des modes de fonctionnement économiques qui, outre qu'ils sont inefficaces et trop gourmands en ressources, ne répondent pas aux besoins essentiels des personnes pauvres* ». Il remarque ainsi que la loi d'Okun, selon laquelle il existe une relation entre le taux de croissance du PIB et la variation du taux de chômage, est de plus en plus battue en brèche. En outre, la croissance économique peut s'accompagner à la fois d'une croissance des inégalités sociales et de la marchandisation des services (santé, éducation, etc.), ce qui a pour conséquence de produire de l'exclusion sociale³.

La critique du plan Mansholt soulevait également un problème démocratique. Le plan était conçu et devait être porté par une instance supranationale alors que le Parlement européen n'était pas encore élu au suffrage universel direct. Il apparaissait alors comme l'instrument d'une perte de souveraineté des peuples.

Aujourd'hui encore, cette question démocratique reste centrale s'agissant des politiques de transition écologique. C'est ce qu'a parfaitement illustré le mouvement des Gilets jaunes en 2018-2019, à la suite de l'augmentation de la taxe carbone sur les carburants. L'anticipation de ses effets, socialement différenciés, a suscité un large mouvement de protestation, dont le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) a constitué la principale revendication.

Le président de la République y a réagi par l'organisation d'un grand débat national, suivi d'une convention citoyenne pour le climat. Mais, revenant sur sa promesse d'une reprise « sans filtre » des propositions issues de la Convention citoyenne dans la loi climat et résilience, il a accentué plutôt qu'atténué les tensions entre écologie et démocratie. Plus récemment, c'est aussi une augmentation des taxes sur les carburants, cette

fois le gazole non routier, qui a provoqué la colère des agriculteurs et agricultrices, et les a amenés à critiquer les normes environnementales exigées par l'Union européenne.

L'économie sociale et solidaire : un contre-mouvement

Nous concevons la décroissance comme une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être. La décroissance n'est pas le projet, mais le trajet vers la post-croissance : une économie stationnaire en harmonie avec la nature où les décisions sont prises ensemble, et où les richesses sont équitablement partagées afin de pouvoir prospérer sans croissance⁴.

Pour y parvenir, nous devons penser l'économie autrement. Mais nous n'avons pas à tout réinventer, car il existe déjà une alternative à l'économie capitaliste de croissance. Dans un ouvrage devenu classique, l'économiste austro-hongrois Karl Polanyi décrivait en 1944 un « *double mouvement* » qui traverse nos sociétés⁵ : un mouvement libéral pro-capitaliste en faveur de la marchandisation et un contre-mouvement social et politique visant à protéger certains secteurs des logiques de marché. Le premier mouvement veut placer l'organisation du social sous l'égide de l'économique, alors que le second lutte pour l'exact contraire : une régulation démocratique des marchés pour le bien commun. De ce rapport de forces résulte la place des marchés dans l'économie, qui se retrouvent plus ou moins « encastrés » dans des normes juridiques ou sociales.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est un contre-mouvement économique, une sorte d'économie du futur réellement existante. On pourrait la qualifier d'« *utopie réelle* » selon les mots du sociologue américain marxiste Erik Olin Wright, c'est-à-dire un ensemble d'idéaux, d'objectifs et de dispositifs institutionnels favorisant le changement social. Il en appelait à une stratégie d'« *érosion du capitalisme* » reposant sur une association « *des stratégies par le bas, issues de la société civile, de résistance et de fuite, à des stratégies par le haut, mises en œuvre par l'État, de domestication et de démantèlement* ».

C'est donc au sein du contre-mouvement de la société, à partir de l'articulation de l'action de l'État et de la société civile, notamment de l'économie sociale et solidaire, qu'une économie post-croissance et post-capitaliste peut émerger. En inscrivant au cœur de son modèle la réponse à des besoins sociaux plutôt que la recherche de profit, elle contribue à ancrer la production dans les territoires et à la démocratiser. L'économie est alors régie par un mode de coordination fondé sur le principe de la coopération⁷, plutôt que de la concurrence. Aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire se retrouve ainsi au cœur des grands chantiers de la transition, que ce soient les énergies renouvelables, les mobilités alternatives, l'alimentation durable, le réemploi solidaire, etc.⁸

Mais l'économie sociale et solidaire n'est pas dépourvue d'ambivalences. Après-guerre, elle est devenue un « *moteur auxiliaire de la croissance fordiste* »⁹. Elle a par exemple favorisé l'accès à la consommation de masse et au crédit, le productivisme agricole, l'industrialisation, l'urbanisation, etc., en traitant en même temps l'intégration au marché et la prise en charge du social. L'économie peut être réencastrée dans la société sans l'être dans la nature. Aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire est confrontée à un phénomène de banalisation, qui conduit certaines de ses franges à perdre leurs spécificités.

Cela se retrouve particulièrement dans le secteur financier, dans les mutuelles comme dans les banques coopératives, chez les coopératives de commerçants ou les coopératives agricoles où les modèles productivistes persistent. Mais on l'observe même dans le monde associatif (action sociale, éducation populaire, etc.), qui est de plus en plus instrumentalisé pour produire des services à la population au détriment de ses dynamiques citoyennes. Malgré ces pressions du capitalisme, l'ESS reste aujourd'hui notre meilleur plan B, à la fois pour organiser la transition et pour assurer le fonctionnement à long terme d'une économie qui ne serait plus régie par les diktats du grand capital et par ses pulsions de croissance.

La force de l'ESS réside dans sa capacité d'expérimentation qui, au fil des années, a produit plusieurs initiatives visionnaires. Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) constituent un exemple d'entreprises à la gouvernance participative, émancipées des impératifs à la lucrativité, qui définissent leur raison d'agir et leurs conditions de travail de manière démocratique. Les monnaies locales permettent, elles, de relocaliser la production et la consommation tout en les rendant plus responsables, à l'exemple de l'Eusko dans le Pays basque qui est la plus importante monnaie locale d'Europe.

Les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) donnent un cadre territorial pour limiter l'usage des ressources naturelles tout en s'assurant qu'elles soient équitablement partagées. Les entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) plafonnent les salaires à sept fois le smic pour éviter le creusement des inégalités. Ces initiatives ont en commun de préférer la capacité à satisfaire des besoins réels dans les territoires à la croissance des profits.

Propositions pour éroder le capitalisme

Décroître, d'accord, mais comment ? Dans une revue systématique de la littérature, un groupe de chercheurs a identifié les dix leviers d'action les plus fréquemment cités comme instruments de décroissance¹⁰. On y retrouve le revenu de base, la réduction du temps de travail, la garantie de l'emploi, le plafonnement des revenus, les quotas d'extraction de ressources naturelles, les coopératives, les forums délibératifs (conventions citoyennes, etc.), les communs ou les écovillages. L'économie sociale et solidaire n'a pas réponse à tout, mais force est de constater qu'elle est pionnière dans beaucoup de ces domaines. Et si notre meilleure stratégie de décroissance consistait à d'abord faire des initiatives de l'ESS la norme ?

Cette stratégie de conversion de l'économie à l'ESS doit s'appuyer sur un ensemble de mesures stratégiques qui permette de renverser la situation actuelle pour faire de l'ESS le principal système économique en France. Nous en proposons cinq ici, qui concernent les profits des entreprises, les décisions d'investissement, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le travail et l'usage raisonné des ressources naturelles.

Des limites à la lucrativité des entreprises

L'entreprise à but lucratif est un moteur de croissance. Pour pouvoir prospérer sans croissance, il faut pouvoir planifier la production, donc rompre avec la course aux profits. La loi Pacte permet déjà aux entreprises de se transformer en société à mission, c'est-à-dire de se doter d'une « raison d'être ». Pour aller au-delà des déclarations d'intentions, l'étape suivante consisterait à changer le statut légal des entreprises ainsi que leur comptabilité pour faire en sorte que les performances financières ne puissent jamais se faire au détriment des objectifs sociaux et environnementaux.

Un point de bascule serait franchi si des statuts aujourd'hui minoritaires comme les sociétés coopératives et participatives (Scop) et les sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) devenaient majoritaires en France. Il faudrait en priorité faire sortir de la logique des profits les secteurs essentiels de l'énergie, l'éducation, la santé, la petite enfance, le grand âge – songeons au scandale Orpea dans les Ehpad –, le logement, etc. L'État pourrait encourager la transformation des entreprises en coopératives à travers des incitations fiscales et des fonds de conversion, et y prendre des parts de capital pour inventer une nouvelle forme d'action publique coopérative dans laquelle les citoyens et citoyennes trouvent leur place.

Une autogestion citoyenne de l'investissement

« *Produire moins, partager plus, décider ensemble*¹¹ », écrit Yves-Marie Abraham pour résumer son programme de décroissance. Pour permettre une sobriété radicale, nous avons besoin d'une démocratie économique qui sache faire la différence entre l'essentiel et le superflu, non seulement dans la manière dont nous consommons (la simplicité volontaire) mais aussi concernant nos investissements. Nous ne pouvons pas construire une économie du bien commun si les décisions d'investissements ne sont prises par les actionnaires.

On pourrait s'inspirer du plan Meidner proposé par le syndicat social-démocrate en Suède dans les années 1970. Il consistait alors à obliger les entreprises à transférer une part de leurs bénéfices sous forme d'actions à un fonds national détenu par les travailleurs, ce qui aurait permis à ceux-ci de prendre progressivement le contrôle de leurs entreprises. Nous pourrions aussi mettre en place un mécanisme de « sécurité économique et sociale », comme le propose Benoît Borrits¹². La mutualisation d'une partie des revenus de production permettrait un accès plus équitable à l'investissement.

L'État pourrait encourager la transformation des entreprises en coopératives à travers des incitations fiscales et des fonds de conversion, et y prendre des parts de capital pour inventer une nouvelle forme d'action publique coopérative.

Plus radicalement, il faudrait aussi changer la façon dont la monnaie vient à être créée dans l'économie. Au lieu d'octroyer le privilège de création monétaire, et donc le pouvoir de fléchage de l'investissement, à des banques commerciales, l'État pourrait, comme le propose l'économiste et haut fonctionnaire Nicolas Dufrêne, restaurer un service public du crédit et de la monnaie en donnant la capacité à la banque centrale de créer une certaine quantité de monnaie libre de dette qui serait mise à disposition d'un fonds national dédié à la transition écologique et sociale¹³.

Un pouvoir de vivre minimum

À cette transformation des structures collectives doit s'ajouter une garantie d'autonomie. Celle-ci reposerait d'abord sur un revenu minimum garanti visant à sécuriser les ressources des plus pauvres¹⁴, auquel pourrait être associé l'accès à des services de base, comme l'alimentation, à travers des versements en

monnaie locale. Ce serait ainsi un outil à la fois de lutte contre la pauvreté et d'émancipation vis-à-vis des sphères marchandisées de l'existence. Ces « dotations inconditionnelles d'autonomie¹⁵ », comme les appelle Vincent Liegey, sont une condition essentielle pour pouvoir entreprendre de grandes transformations économiques tout en protégeant les plus vulnérables, en garantissant le maintien d'un certain pouvoir de vivre. D'autres biens ou services essentiels devraient être fournis. Pour assurer l'accès à tous à un logement décent, il faudrait encadrer les loyers et le prix du foncier, mais aussi développer les logements sociaux et les baux réels solidaires qui permettent à des ménages modestes d'accéder à la propriété du bâti, qui est distingué du foncier. Pour permettre aux usagers d'abandonner leurs voitures, il faudrait généraliser la gratuité sociale des transports locaux¹⁶, un mécanisme déjà en place dans une quarantaine de territoires en France, et développer les mobilités alternatives (vélo, autopartage, covoiturage, etc.).

Une garantie de l'emploi utile

Depuis des décennies, le discours capitaliste joue la carte du chantage à l'emploi pour ralentir les efforts de transition. Impossible de produire moins car cela viendrait générer du chômage. Cette inquiétude disparaîtrait avec la mise en place d'une garantie locale de l'emploi, comme celle actuellement expérimentée dans les 75 territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD). Chaque territoire se verrait doté d'une coopérative d'emploi, qui viendrait identifier les besoins de la communauté et recenser les compétences des personnes privées d'emploi avec l'objectif de créer des activités utiles et porteuses d'emplois décents.

Le capitalisme et son « marché » du travail hiérarchisent les activités en fonction de leur retour sur investissement, laissant de côté une diversité de métiers essentiels pour le bien-être et le vivre-ensemble. Démarchandiser le travail¹⁷, c'est laisser une société décider de manière autonome de comment utiliser son temps et faire naître une nouvelle culture du post-travail¹⁸. Cela commence par une large réduction du temps alloué à l'emploi salarié. Le temps libéré pourrait ainsi être réparti entre des loisirs, eux aussi démarchandisés grâce aux associations et aux coopératives, et les nombreuses tâches nécessaires à la reproduction sociale : organisation politique, éducation, aide et soin, etc.

Des mécanismes de rationnement convivial

Le capitalisme alloue les ressources naturelles par les prix. C'est un mécanisme qui non seulement ne limite pas l'usage des ressources, mais tend à rendre leur distribution inégalitaire. On ne pourra pas faire décroître une économie équitablement sans des protocoles de partage plus justes et démocratiques.

Le politologue Paul Ariès parle de la « *gratuité de l'usage et [du] renchérissement du mésusage*¹⁹ ». Il s'agit de faciliter l'accès à l'eau pour boire, se laver, cuisiner et autres usages indispensables, et limiter les activités moins essentielles comme le remplissage de piscines, le lavage de voitures et l'arrosage de gazon. C'est déjà le cas dans plusieurs villes, dont Dunkerque depuis 2012 : la grille tarifaire de l'eau est divisée en trois tranches selon les volumes de consommation. On pourrait appliquer le même système aux vols en avion avec l'introduction d'un « *frequent flyer levy* » (« numéro de grand voyageur »), une taxe progressive sur les billets en fonction de la quantité de déplacements.

Limites à la lucrativité, autogestion de l'investissement, pouvoir de vivre, garantie de l'emploi, rationnement convivial... Visant à remplacer l'économie des profits par une économie des besoins, l'économie sociale et solidaire porte en elle les graines d'une économie post-capitaliste et post-croissance. Fortes d'une longue expérience, les initiatives de l'ESS sont aujourd'hui notre meilleur laboratoire pour inventer l'économie du futur. Il va maintenant falloir la muscler afin qu'elle puisse pleinement jouer son rôle d'alternative.

Sources

1. Le travailliste néerlandais Sicco Mansholt a été commissaire européen chargé de l'Agriculture (1958-1972) puis président de la Commission européenne (1972-1973).
2. Sicco Mansholt, préface de Dominique Méda, *La Lettre Mansholt, 1972*, Les Petits Matins, 2023.
3. Olivier De Schutter, *Éliminer la pauvreté en regardant au-delà de la croissance*, rapport du rapporteur spécial sur les droits humains et l'extrême pauvreté, Assemblée générale des Nations Unies, 18 juin-12 juillet 2024.
4. Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil, 2022.
5. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Gallimard, 2009.
6. Erik Olin Wright, *Stratégies anticapitalistes pour le XXI^e siècle*, La Découverte, 2020.
7. Éloi Laurent, *Coopérer et se faire confiance*, Rue de l'Échiquier, 2024.
8. Timothée Duverger, *L'Économie sociale et solidaire*, La Découverte, 2023.
9. Danièle Demoustier, *L'Économie sociale et solidaire*, La Découverte, 2003.
10. Nick Fitzpatrick *et al.*, « Exploring degrowth policy proposals », *Journal of Cleaner Production*, 10 septembre 2022.

11. Yves-Marie Abraham, *Guérir du mal de l'infini*, Écosociété, 2020.
12. Benoît Borrits, *Au-delà de la propriété*, La Découverte, 2018.
13. Nicolas Dufrené, *La Dette au XXI^e siècle*, Odile Jacob, 2023.
14. Marc Wolf, *Pour une garantie de revenu réellement universelle. Une approche pragmatique*, rapport publié avec la Fondation Jean-Jaurès, avril 2024.
15. Vincent Liegey *et al.*, *Un projet de décroissance*, Utopia, 2013.
16. Observatoire des villes du transport gratuit, *La Gratuité des transports*, Le Bord de l'eau, 2022.
17. Isabelle Ferreras, Julie Battilana, Dominique Méda, *Le Manifeste travail*, Seuil, 2020.
18. Céline Marty, *Travailler moins pour vivre mieux*, Dunod, 2021.
19. Paul Ariès, *Gratuité vs capitalisme*, Larousse, 2018.

Timothée PARRIQUE et Timothée DUVERGER , publié le 27 janvier 2025 (Socialter)

Timothée Parrique est Chercheur en économie écologique à HEC Lausanne, spécialiste de la décroissance et du post-capitalisme, auteur de *Ralentir ou périr* (Seuil, 2022). Timothée Duverger est docteur en histoire, enseignant à Sciences Po Bordeaux où il dirige la chaire TerrESS, ainsi que le master « Économie sociale et solidaire et innovation sociale » (ESSIS).

Asséché pendant des décennies, le fleuve Colorado reprend vie



Plus de 540 hectares d'arbres natifs du Mexique ont été plantés près du Colorado, fleuve complètement asséché par l'agriculture intensive et les loisirs. Les oiseaux migrants sont désormais de retour.

El Chausse (Mexique), reportage

Il y a dix ans, du Colorado, il n'en restait que le nom. Juste le lit salé d'une rivière asséchée, envahi d'arbustes exotiques. De cette vaste croûte de sable craquelé est née une plantation de plus de 500 000 arbres sur plus de 540 hectares saupoudrés dans plusieurs endroits du delta, en une décennie seulement.

À El Chausse, la forêt renaît. Dans ce lieu aux vrais airs de marais mexicain, s'écoule paisiblement un canal d'irrigation. Sur la berge, on rencontre peupliers, saules, mais aussi *mesquites* ou *palo verde*... Ces arbres natifs, adaptés au climat désertique, ne réclament que très peu d'eau.

« On les a replantés ici, ils gardent l'humidité grâce à leurs racines. En plus de capter le carbone, ça réduit l'érosion des sols. C'est aussi redevenu un formidable corridor écologique pour les oiseaux migrants et les espèces vulnérables », dit Gabriela Caloca, qui coordonne sur le terrain les associations membres de l'alliance Revive el Río Colorado à l'origine de ce projet de reboisement.

Pension complète pour oiseaux migrateurs

Plus au sud, dans la *ciénaga* de Santa Clara, l'une des dernières zones humides du fleuve Colorado, les oiseaux endémiques se sont réinstallés. On peut y entendre le râle de Californie, un petit oiseau qui vit dans les marais, longtemps menacé de disparition. Et là, dans la vasière, le bécasseau d'Alaska. « *Il n'y a pas qu'eux, la population d'insectes remonte aussi. Ainsi, toute la chaîne alimentaire est préservée* », explique Stefanny Villagomez, qui travaille au laboratoire d'ornithologie de l'alliance.

Le nord du Mexique est aussi l'un des couloirs migratoires les plus importants du Pacifique. Grâce à la forêt, les oiseaux ont de nouveau le gîte et le couvert pour y faire étape durant l'hiver. Grâce à la revitalisation de ces marécages, plus de 360 000 oiseaux migrateurs s'arrêtent désormais chaque année. La population d'oiseaux sur ces sites restaurés a même augmenté de 85 %.



Dans la colonia Miguel Alemán, à la frontière avec les États-Unis, l'alliance effectue un travail de suivi des oiseaux sur les sites restaurés. © *Jésus Salazar*

Les chiffres sont très bons, certes. Il faut dire que l'on repart de zéro. Entre les années 1960 et 1980, l'eau a entièrement arrêté de couler au Mexique. Vingt ans de panne sèche qui ont détruit plus de 80 % des écosystèmes de la région. Plus de plantes, plus d'animaux, sans compter l'agriculture locale à l'arrêt. Le désert en pleine rivière.



Les hérons sont revenus dans la ciénaga de Santa Clara, l'une des dernières zones humides du fleuve Colorado.
© *Jésus Salazar*

Pour des steaks et des terrains de golf

Saviez-vous qu'il existe deux murs entre le Mexique et les États-Unis ? Celui de Donald Trump qui interdit aux migrants de passer, et un autre qui empêche l'eau de couler. Le Colorado renaît doucement de l'autre côté de la frontière. Le célèbre fleuve est encore si asséché qu'il ne se jette même plus dans la mer. La faute à l'agriculture intensive des États-Unis et à l'étalement urbain qui pompent toute l'eau en amont depuis des décennies, à cause de vieilles lois colonialistes encore en vigueur.

D'après une enquête du média scientifique *P2P*, au moins 52 % de l'eau est utilisée pour irriguer des champs de luzerne, une plante qui finit en alimentation bovine pour nourrir le bétail du monde entier. Dans le sud-ouest étasunien, plusieurs dizaines de barrages hydroélectriques et de lacs artificiels détournent également le cours naturel du Colorado pour irriguer les pelouses privées ou les terrains de golf de mégapoles comme Las Vegas, Phoenix ou Los Angeles.



Plus au sud, l'embouchure du fleuve Colorado est toujours à sec. © *Jésus Salazar*

Un accord binational a été signé il y a dix ans entre les deux pays pour enfin laisser couler le robinet. Autant dire qu'ici, on savoure cette victoire politique. Et on fait tout pour que cela continue. On vante allègre-

ment les mérites de la coopération avec les États-Unis. On soigne la communication et on se garde bien de commenter le retour de Trump au pouvoir, qui pourrait menacer cette fragile alliance.

Lors de sa campagne pour la dernière présidentielle, le candidat républicain a promis (sans étayer son propos) d'ouvrir un « *très grand robinet* » depuis les montagnes du Canada. L'idée est de continuer d'arroser les villes californiennes durement frappées par les sécheresses à répétition, plutôt que d'économiser l'eau du Colorado.

Renouer avec le fleuve

C'est au printemps 2014 que le barrage de Morelos a enfin libéré les premiers milliers de m³ au Mexique durant huit semaines, après la signature de cet accord historique. « *Lorsque l'eau est arrivée, c'était un grand moment de joie. Quand j'ai vu le sourire de mes voisins, j'ai compris*, se remémore Isabella, habitante de San Luis Río Colorado, première ville située après la frontière. *C'était très spécial pour moi et pour tous les gens du delta.* »

Au-delà de la décision politique, les communautés locales sont très engagées dans le projet. Après avoir arraché mécaniquement les espèces exotiques dans le lit de la rivière, plus de 3 500 bénévoles ont ensuite mis la main à la pâte en seulement six ans pour replanter les centaines de milliers d'arbres ou surveiller la population d'oiseaux, selon l'association Pronatura Noroeste.

« *Ça me rend fier de voir comment les gens renouent avec le fleuve*, sourit Gabriela Caloca. *Beaucoup de gens m'ont raconté qu'ils n'avaient jamais vu d'eau dans la rivière de toute leur vie, et que désormais ils emmènent leurs enfants profiter de la nature. La forêt a aussi créé des centaines d'emplois pour nettoyer et entretenir. Grâce à elle, les communautés se réapproprient leur lieu de vie. Je vois ça comme un symbole d'espoir et de résilience.* »

Bien que l'avenir du delta dépende complètement de l'eau que les États-Unis voudront bien donner, l'accord est signé et les projets continuent. Plus de 200 hectares d'arbres natifs sont encore à planter. Lentement, le Colorado redevient un fleuve. « *À ceux qui croient que c'est perdu à l'échelle mondiale : soyez confiants*, conseille Stefanny Villagomez. *Cela nous rappelle que la nature a une incroyable capacité à se rétablir rapidement. Et qu'il est encore possible de travailler entre citoyens, scientifiques et gouvernements.* »



Certains « n'avaient jamais vu d'eau dans la rivière de toute leur vie », explique Gabriela Caloca. © Jesús Salazar

Clément VILLAUME
9 décembre 2024 (Reporterre)

2024 : L'année de la résilience collective et de l'émergence des alternatives citoyennes - debriefing avec Dr Louis Fouché



2024 : L'année de la résilience collective et de l'émergence des alternatives citoyennes - debriefing avec Dr Louis Fouché. © France-Soir

En cette fin d'année 2024, alors que nous faisons le bilan des mois écoulés, il est temps de se pencher sur les événements marquants qui ont façonné notre quotidien et sur les perspectives qui se dessinent pour 2025. L'année écoulée a été un tourbillon d'expériences, certaines douloureuses, d'autres porteuses d'espoir. Au cœur de ce bilan, le Dr Louis Fouché, bien connu pour son engagement auprès des collectifs citoyens, nous livre son analyse et ses réflexions sur l'évolution de notre société face aux challenges de la société depuis l'apparition du covid en 2020.

Retour sur 2024 : Une année de défis et de solidarité

L'année 2024 a été marquée par la persistance de défis sanitaires, économiques et sociaux qui ont mis à rude épreuve notre résilience collective. La pandémie de Covid-19, bien qu'atténuée, a laissé des séquelles profondes dans notre tissu social. Dr Louis Fouché, invité par Xavier Azalbert pour un débriefing, souligne que *cette période a été révélatrice de la capacité des individus à se rassembler et à créer des espaces de solidarité. « J'ai vu des gens qui, face aux restrictions, ont su se réinventer, se réunir clandestinement pour maintenir un lien social essentiel »*, confie-t-il.

Ces rassemblements ont été le terreau d'une nouvelle dynamique sociale, où les citoyens ont pris en main leur destin, en dehors des cadres institutionnels. Des collectifs se sont formés pour répondre aux besoins fondamentaux : se nourrir, se loger, mais aussi pour partager des savoirs oubliés, comme l'art de la couture ou le jardinage. Fouché décrit ces initiatives comme des « barques clandestines », des refuges contre l'isolement imposé par la crise.

L'émergence d'une nouvelle conscience collective

Au-delà des actions concrètes, 2024 a été l'année de l'émergence d'une nouvelle conscience collective. Face à un système qu'ils jugent contraignant et parfois défaillant, de nombreux citoyens ont exploré des alternatives. *« Il y a eu un foisonnement de médias alternatifs qui ont vu le jour, malgré la censure »*, note Louis Fouché. Cette quête d'informations diverses a permis à chacun de se forger sa propre opinion, loin des discours officiels souvent perçus comme univoques.

Dans le domaine de la santé, des réseaux de soins se sont constitués pour pallier les manquements du système traditionnel. Des citoyens, des médecins, des soignants ont uni leurs forces pour offrir une prise en charge adaptée et humaine aux personnes fragilisées par la crise sanitaire. Ce mouvement s'est étendu à d'autres secteurs, avec la création de systèmes éducatifs parallèles, basés sur le partage des savoirs et la coopération entre parents et enseignants.

Les défis de 2025 : Refaire société et promouvoir l'entraide

Alors que nous avançons vers 2025, Louis Fouché appelle à une prise de conscience collective. Il insiste sur l'importance de ne pas attendre de « sauveur providentiel », mais de s'engager activement dans la construction d'une société plus juste et équitable. « *Il est essentiel de se réappropriier les problématiques locales, de participer activement à la vie de la communauté* », affirme-t-il.

Louis Fouché souligne que la clé réside dans la coopération, la réciprocité et le pardon, une stratégie inspirée de la théorie des jeux, qui prône la collaboration tout en étant prêt à se défendre si nécessaire. Il prône également la justice restaurative, qui vise à réparer les torts tout en construisant un avenir commun.

Vers une société de l'espérance

Enfin, Louis Fouché nous invite à cultiver l'espérance, cette vision d'un meilleur avenir qui guide nos actions. Il évoque la nécessité de « s'accrocher à une étoile », de se fixer des objectifs ambitieux tout en restant ancrés dans la réalité. « *Nous devons nous préparer à vivre dans un monde imprévisible, où notre capacité d'adaptation et notre solidarité seront nos meilleurs atouts* », conclut-il.

En somme, 2024 a été une année de transition, marquée par l'éveil d'une conscience collective et l'émergence de solutions citoyennes face aux défis globaux. Alors que nous entrons en 2025, l'heure est à l'action, à la coopération et à l'espérance, pour construire ensemble un avenir plus serein et durable.

FRANCE-SOIR
Publié le 30 décembre 2024

Lieux alternatifs ruraux : comment résister sans s'isoler ?



Matthieu, membre de la Pépie, association qui gère le Tremargad Kafé. Photos : Loup

Dans les campagnes, la fracture entre anciens et nouveaux habitants attise tensions sociales et politiques. Les lieux alternatifs, parfois perçus comme excluants, peinent à réconcilier ces mondes. Dans ces conditions et alors que l'extrême droite progresse, faire de la politique s'avère délicat. Peut-on encore résister sans diviser ?

« *Un petit peu alternatif, mais pas trop (...)* dans l'idée que chacun y trouve sa place. » Voilà comment se décrit le Tremargad Kafé, café associatif de Trémargat (Côtes-d'Armor) sur son site Internet. Quand on passe la porte, on réalise rapidement que le cahier des charges n'est pas tout à fait respecté. Enfilade d'affiches militantes, brochures contre la répression, stickers réclamant la fin du capitalisme ou du patriarcat... Au zinc, des bonnets colorés, des barbes drues et des pulls effilochés.

Le café, à l'image de la commune, fait figure de bastion écolo-socialiste. Depuis plusieurs décennies et à chaque élection, le village place en tête des partis verts ou roses. Au second tour des législatives 2024, la candidate NFP y a récolté 89 % des suffrages, contre 55 % à l'échelle de la circonscription.

Pour Matthieu, membre de La Pépie, l'association qui gère le café associatif depuis 2008, cette curiosité électorale s'explique simplement : « *La population actuelle de Trémargat est composée d'une majorité de néoruraux. Ça a commencé avec "les pionniers", quatre ou cinq couples qui se sont installés dans les années 1970 et qui avaient déjà une vision "agro-écologique".* » Depuis, les terres de ce coin de campagne alors dépeuplé, abordables car vallonnées et peu fertiles, ont attiré un flot continu de nouveaux prétendants à la vie rurale.

Au comptoir, les mêmes histoires reviennent : celles de gens arrivés il y a quelques mois, quelques années ou quelques décennies pour monter un écolieu, une petite ferme où « *vivre une vie plus proche de la nature* ». « *Le Tremargad kafé, c'est un organe essentiel de la vie du village, défend Matthieu. Il permet aux gens qui arrivent de rencontrer du monde et de s'intégrer. C'est une pépinière. Beaucoup d'idées partent d'ici comme "Épice et tout" [l'épicerie associative attenante au café, NDLR] par exemple.* »

Derrière le bar, Delphine, l'une des salariées de l'association, ne partage pas son enthousiasme. Cette enfant du pays a appris à jouer du piano dans ce bistrot, à l'époque où la mairie ne l'avait pas encore racheté et confié à La Pépie pour éviter sa fermeture. Elle qui défend l'utilité sociale des cafés de village déplore le fait que le Tremargad Kafé soit devenu sans le vouloir la chasse gardée d'une partie de la population. « *Il y a des personnes du village qu'on ne voit jamais* », regrette-t-elle.

Conflits politiques ? « *Les affiches, les stickers, ça fait fuir une certaine partie des gens du bourg* », avance François Salliou, maire de Trémargat. « *Conflits personnels* », complète Agnès, une conseillère municipale, qui rappelle que « *les villages alternatifs ne sont pas immunisés contre les rancœurs* ».



Bar du Champ commun à Augan.

Des gens un peu différents

À 115 kilomètres de là, direction sud-est, à Augan, dans le Morbihan, une dizaine de personnes jouent aux fléchettes et discutent au comptoir de l'Estaminet. Comme à Trémargat, ce café-concert aux allures de pub propose un espace de sociabilité tous les soirs de la semaine sauf le lundi mais ici, pas de trace d'affiches ni de stickers militants. Il a été créé en 2010 par les membres de la coopérative Le Champ commun, qui entend démontrer qu'une autre économie fondée sur l'égalité salariale et la participation citoyenne est possible et que la dévitalisation des bourgs ruraux n'est pas une fatalité.

En quinze ans, la mobilisation des 240 associés et des quatorze salariés a permis d'ouvrir à Augan, en plus de l'Estaminet, un restaurant, une brasserie, une auberge, une épicerie, un relais postal et un centre de formation à l'économie sociale et solidaire (ESS). Une petite révolution dans ce bourg de 1 500 habitants. Les rares personnes rencontrées dans la rue en ce froid matin de novembre et les quatre amies attablées autour d'un café au Ptit bar, l'autre établissement d'Augan, sont unanimes : Le Champ commun est une chance pour le village, bien que la plupart ne le fréquentent qu'occasionnellement.

Adrien, responsable de l'auberge du Champ commun, explique que la coopérative est devenue une référence à l'échelle nationale dans le monde de l'ESS mais que, paradoxalement, elle peine à faire l'unanimité

localement. Malgré les efforts faits pour éviter l'entre-soi, les membres de la coopérative ont forgé le lieu à leur image et certains Auganais ne se sentent pas à l'aise. Si des produits premier prix comme le taboulé Belle France à 1,30 euro jouxtent des galettes de tofu bio à 4,60 euros, l'esthétique de la boutique, avec ses présentoirs « bien-être », ses luminaires en bois, et sa tête de gondole dédiée aux tisanes artisanales, est plus proche du magasin bio que de la supérette.

Revitalisation VS Grand remplacement

Le Champ commun n'a pas simplement ouvert des commerces, il a contribué à attirer à Augan un nouveau type de personnes : salariés et usagers venus pour « *expérimenter une autre façon de faire société* ». Auganais fraîchement débarqués et habitants de longue date de ce bassin de population décrit comme pauvre, vieillissant et principalement composé d'ouvriers et d'employés¹ peinent encore à se mélanger. Les premiers apportent leurs codes souvent citadins, leur capital culturel, leurs valeurs et souvent leurs moyens financiers.

Les seconds, souvent précarisés, se sentent exclus de cette nouvelle société qui se construit à leur porte. Mathieu, un des fondateurs du Champ commun, est bien conscient de l'ornière dans laquelle leur projet s'enfonce : « *Quand les gens parlent de Grand remplacement ici, ils ne parlent pas de Noirs et d'Arabes, ils parlent de nous : les classes moyennes qui font monter le prix des loyers et qui font que leurs enfants ne peuvent plus vivre au pays* », constate-t-il.



Clients du Tremargad Kafé.

Plusieurs rumeurs concernant la coopérative sont revenues aux oreilles des membres. Ils seraient drogués, gavés de subventions et responsables d'une action de L214 (association de défense des animaux) dans une ferme des environs. La défiance générée par leur arrivée emprunte parfois des chemins étonnants pour s'exprimer.

Au comptoir du Ptit bar, René (prénom modifié) raconte ne plus fréquenter le Champ commun car il a dû expliquer au serveur de l'Estaminet ce qu'était une môminette, une demi-dose de pastis diluée dans de l'eau, boisson qu'il a découverte à Marseille. « *Ils ne savent pas bosser ces gens-là, j'ai autre chose à faire que de leur apprendre leur métier* », tranche-t-il, définitif. Mais imperceptiblement, des lignes bougent. Suite aux confinements, l'entreprise a connu des difficultés financières. À cette occasion, le club de foot a fait un cadeau de 70 euros. « *C'est symbolique mais c'est le soutien qui m'a le plus touché*, témoigne Adrien. *Ils m'ont dit : "on ne veut pas que le Champ Commun ferme"*. »

À Trémargat, la question de la cohabitation entre les mondes se fait moins pressante tant les alternatifs sont devenus majoritaires. Mais la poussée brune de 2024 fera peut-être bouger les lignes. Au moment des élections, des tags hostiles ont fleuri sur les panneaux de signalisation de la commune, rappelant au village écolo qu'il existait un monde en dehors de celui qu'ils et elles construisent et que ce monde-là ne leur est pas favorable.

À cette période, pour beaucoup, le bar a été un refuge. « *On a projeté la soirée électorale au café, il y avait du monde car les gens avaient peur. On a pensé aux réactions possibles au cas où des fachos arriveraient avec des battes de base-ball. On envisageait le pire. Qu'est-ce qui se passe s'ils viennent ? Comment on réagit ?* » Mais la crainte a cédé la place au soulagement quand les résultats sont tombés et les réflexions ne se sont pas poursuivies, au grand désarroi de quelques habitants du village qui alertent sur le fait que le répit n'est que temporaire et qu'il faudrait déjà préparer la suite.

Prendre position ?

Mais les lieux alternatifs peuvent-ils quelque chose contre la progression du RN en zone rurale ? Sylvain Dumas en est persuadé. Codirecteur général de Villages Vivants, il a fait de la revitalisation des bourgs ruraux son cheval de bataille. Cette coopérative récolte de l'épargne citoyenne pour financer l'achat de locaux qu'elle loue ensuite à des entreprises de l'ESS en zone rurale. Il pense qu'en recréant des espaces de convivialité et en luttant contre le sentiment de déclassement, ces initiatives peuvent contribuer à faire barrage à la progression du RN. Pour étayer cette intuition, il cite une étude² qui montre la corrélation « *entre les scores du RN et la présence ou l'absence de commerces, de services publics et de vie associative* ».



Le Tremargad Kafé à Trémargat.

À l'exposé de cette hypothèse, le visage d'Adrien s'assombrit. « *Ça n'a manifestement pas marché ici. Les résultats locaux suivent la tendance nationale. Pourtant ça fait quinze ans qu'on existe. C'est pas anecdotique quinze ans. Quand j'y pense, ça me désole.* » À Augan, le RN est en effet arrivé largement en tête aux européennes et a raflé 37% des suffrages au deuxième tour des législatives. Alors que le parti d'extrême droite était aux portes du pouvoir, il n'y a eu ni réaction ni discussion collective sur le sujet au sein de la coopérative car, selon Adrien, la bataille permanente pour la rentabilité économique ne leur en a pas laissé le loisir.

Mathieu, lui, pense que le problème est plus profond : « *On touche là à une des limites de notre modèle. On est 240 associés qui se sont réunis autour de l'idée de maintenir le commerce de proximité en milieu rural, ce qui est une idée plutôt de droite à la base. Mais si on l'avait présentée comme une lutte plus radicale contre la grande distribution, on aurait été cinq. Ça fait que face à un sujet trop clivant, on ne peut pas prendre position en tant qu'entreprise.* » Mathieu souhaite cependant que le lieu continue à être une « base arrière » pour les luttes comme elle a pu l'être pendant le mouvement des Gilets jaunes ou, plus récemment, contre la réforme des retraites.

À cette occasion, la coopérative avait pris position en garantissant la continuité des salaires aux employés grévistes et en le revendiquant auprès de sa clientèle. Le Champ commun organise également chaque mois des discussions sur des sujets qui touchent le territoire : déserts médicaux, pesticides, construction d'une

cantine scolaire municipale. Mais ni à Augan, ni à Trémargat, la question du racisme, pourtant un des moteurs principaux du vote RN, n'est sérieusement traitée.

« *Jusqu'où doit-on jouer le jeu de l'habiter ensemble ?* » se demande Mathieu du Champ commun. Jusqu'à cet été, l'auberge de Boffres, une coopérative soutenue par Villages Vivants, et qui s'est installée dans le village ardéchois de Boffres – 600 habitants – en 2019, n'avait jamais pris position politiquement. « *Mais là, les résultats des élections européennes nous ont mis une claque [le RN est arrivé premier avec 30 % des voix, NDLR]. C'est parti d'un coup de sang. On ne voulait pas entendre des discours racistes chez nous* », raconte Antoine, un des associés. L'équipe a alors décidé de placarder des affiches³ ostensiblement antifascistes sur et dans l'auberge. « *Ça a permis des discussions, on s'est parfois autorisés à remettre des gens en place et on a réalisé qu'ils nous aimaient bien malgré ça* », raconte Thomas, un autre associé. À Trémargat, à Augan ou à Boffres, qu'ils se positionnent ou pas publiquement, ces collectifs sont d'emblée étiquetés comme gauchistes ou écolos. Partant de là, Flo, salarié de La Pépie, invite donc à assumer d'avoir un nez au milieu de la figure plutôt que de chercher vainement à le cacher : « *C'est compliqué de vouloir plaire à tout le monde et de porter des valeurs un peu radicales. On va pas faire semblant d'aimer les OGM juste pour que des adhérents de la FNSEA puissent être à l'aise ici.* »



Sivan à droite, 19 ans a effectué son stage à l'épicerie du Champ commun, ici avec son cousin Esteban.

1. Rapport de présentation - Diagnostic, Scot Pays de Ploërmel, 2018.
2. « L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural », étude Ifop, 2016.
3. Des affiches ont été créées pour inviter les restaurants à se positionner, voir le compte Instagram [@delicieusement-antifasciste](#).

Emmanuel DANIEL, journaliste indépendant, publié le 24 janvier 2025 (Socialter)

À Marseille, un réseau d'entraide entre maraîchers pour briser l'isolement



Éparpillées à Marseille, quatre fermes urbaines ont créé un modèle d'entraide professionnelle. Deux fois par mois, les maraîchers se retrouvent chez un confrère pour rompre leur isolement.

Marseille (Bouches-du-Rhône), reportage

Dans la serre de la ferme pédagogique du Collet des Comtes (12^e arrondissement de Marseille), des mains expertes arrachent ce qui reste des plants de choux après la récolte. Tout doit être prêt pour y planter des fraises. Joëlle Crochemore, cheffe exploitante, bénéficie ce jeudi-là, comme tous les deux mois, du savoir-faire de quatre autres maraîchers urbains venus l'aider.

Le murmure des voitures passant sur la route toute proche est étouffé par les conversations des agriculteurs, mains dans la terre, qui prennent des nouvelles de leurs fermes respectives. « *Vous avez planté toutes vos fraises ?* », demande Raphaëlle Di Bartoloméo, pépiniériste à la ferme du Roy d'Espagne, à Lou Richarme, maraîchère à Colinéo – une association de protection de l'environnement qui possède une ferme de 4 000 m². Les deux femmes n'ont pas l'occasion de se voir au quotidien : leurs fermes sont situées aux extrémités nord et sud de la cité phocéenne.

En quelques minutes, Matthieu, Rémy, Lou et Raphaëlle, aidés par Manouk et Andréas, des collègues de Joëlle, ont transformé la plate-bande occupée par des choux en une terre meuble dépourvue de mauvaises herbes. Guêtres aux jambes et doudoune sans manche, Joëlle mène le chantier et indique où se trouvent les outils. Lou passe la grelinette, un outil permettant « *d'aérer le sol sans le retourner* », explique-t-elle, tandis que Rémy et Matthieu préparent la bâche. « *Pour les fraises, c'est Rémy le champion* », dit Joëlle dans un sourire, en laissant le maraîcher superviser la pose de la bâche dans sa serre.



L'aide d'agriculteurs chevronnés permet de gagner un temps précieux par rapport à un coup de main donné par des proches ou des voisins. © Maité Baldi / Reporterre

« On a des similitudes dans notre travail, donc c'est chouette de pouvoir en discuter », dit Raphaëlle. Adeptes des mêmes pratiques agricoles, notamment le maraîchage biologique sur sol vivant, chacun sait ce qu'il doit faire. Certaines tâches non mécanisées sont chronophages, comme le désherbage des parcelles. « Quand on est tout seul, moralement, c'est dur ; quand on est beaucoup, c'est bien, ça va vite », dit Rémy Van Den Bussche, à la tête de la ferme des Petits Champs, dans les quartiers nord de Marseille. À la différence d'un coup de main ponctuel donné par des amis ou de la famille, ce soutien est régulier et professionnel. « Une journée d'entraide, c'est l'équivalent de deux ou trois jours de travail », dit Lou, maraîchère de 21 ans dans le nord de Marseille. « Ce qui est important, c'est de se rassembler entre agriculteurs », explique Joëlle, brouette en mains. « On n'a pas toujours envie de tout expliquer, de montrer comment faire ».

Briser l'isolement

L'idée d'une entraide n'est pas nouvelle. Dans le milieu rural, de nombreux paysans se soutiennent, se prêtent du matériel et viennent dans les fermes de leurs pairs prêter la main. En ville, la proximité avec les autres fermes est moins évidente. Raphaëlle travaille à la ferme du Roy d'Espagne, au sud de la ville, à la frontière entre une zone pavillonnaire et le parc national des Calanques. Elle se « sent isolée de ses copains et de ses voisins par son travail ». « Pas un de mes voisins n'est paysan », souffle-t-elle.

Précédemment installée dans la Drôme, où un « gros réseau d'entraide existe », c'est elle, avec ses collègues paysans du Roy d'Espagne, qui a insufflé l'idée de ce groupe en 2019. « On avait besoin de créer un espace pour se retrouver », résume Raphaëlle. Au départ réticente à donner de son temps dans une vie déjà bien remplie, Joëlle a quant à elle vite changé d'avis : « J'ai compris que cette entraide allait m'apporter beaucoup plus que le temps que je donne ».

L'entraide, « ce sont tous des copains », dit l'exploitante du Collet des Comtes, âgée de 39 ans. « C'est un endroit cocooning où on se fait tous confiance », ajoute-t-elle. En plus d'une aide professionnelle, les agriculteurs y trouvent un réconfort moral. « C'est un métier où on ne gagne pas et où on travaille beaucoup », selon Raphaëlle. « Ici, on a le droit de dire qu'on en a marre », s'écrie Joëlle.



Chacun des membres de l'entraide peut apporter son expertise sur des points précis. © Maité Baldi / Reporterre

D'après la MSA, la Mutualité sociale agricole, ses assurés entre 15 et 64 ans présentent un risque de suicide accru de 43 % par rapport au reste des assurés. Mais Joëlle en est persuadée : « *Il n'y aura pas de détresse dans notre entraide, parce qu'on peut partager notre mal-être.* » Pour Rémy, qui « *passé beaucoup de temps dans les champs* », le jeudi, c'est avant tout « *un moment qu'on se donne pour se voir* ».



Le système d'entraide permet aux maraîchers de se sentir moins seuls dans la pratique de leur métier. © Maité Baldi / Reporterre

Une fois les bâches posées, prêtes à accueillir les fraises, Joëlle, accompagnée de son chien Quito, entreprend de faire visiter la ferme à la troupe de travailleurs. Une occasion d'échanger sur les pratiques et de se donner des conseils. Rémy remarque que les navets de Joëlle ont le même problème que les siens : les feuilles blanchissent. « *C'est peut-être dû au froid* », explique-t-il. « *C'est rassurant de savoir qu'on n'est pas seuls à avoir des galères sur des plants* », dit Matthieu Catherin, en stage dans la ferme de Rémy.

Achats groupés et prêts de matériel

À la fin de la matinée de travail, les maraîchers passent à table dans une ambiance détendue et conviviale. Assis à l'extérieur autour d'une table en bois pour profiter de la lumière blanche du soleil hivernal, chacun

discute de ses projets. Muni du catalogue de commande de graines et de plants, Rémy demande si certains désirent commander des bulbes d'oignons. « *On fait souvent des achats groupés* », explique Raphaëlle. Une seule ferme peut alors se déplacer pour aller chercher les plants et faire gagner du temps à tous les autres. « *Parfois, il faut aller jusqu'à Carpentras* », à une heure de route de Marseille, explique Joëlle. « *On se prête aussi du matériel* », raconte Joëlle, qui « *demande souvent à Rémy de rapporter des outils pour l'entraide* ». Ces prêts se font les yeux fermés, car tout le monde est confiant dans le savoir-faire des autres. Rémy et Joëlle tiennent aussi ensemble un stand sur le marché des producteurs de la Plaine, le vendredi soir, au cœur de Marseille. « *Le jeudi à l'entraide, on peut discuter de ce qu'on apporte sur le marché* », explique l'agricultrice du Collet des Comtes. « *Je vais avoir beaucoup de brocolis cette semaine* », lui dit Rémy à l'autre bout de la table.

Les maraîchers prennent le temps pour des repas collectifs, lors desquels ils peuvent échanger sur des projets futurs. © Maité Baldi / Reporterre

Après un café et un morceau de pompe à l'huile – un dessert provençal –, les maraîchers reprennent la route des parcelles de choux, brocolis et poireaux. La journée se termine vers 16 heures, mais l'entraide ne s'arrête pas au bord du champ : les maraîchers restent en contact permanent grâce à leur groupe WhatsApp. « *Dès que j'ai une interrogation, un doute, je demande conseil* », raconte ainsi Lou, installée depuis un an à Colinéo.

Cette entraide régulière assure à chaque ferme un coup de pouce tous les deux mois, dans un esprit professionnel et bienveillant. Les quatre fermes ne souhaitent pas élargir leur modèle, « *pour conserver le bon fonctionnement* », indique Joëlle, mais invitent d'autres exploitations à se rassembler pour se soutenir et sortir de l'isolement de leur métier. À Marseille, rendez-vous est pris en janvier pour venir aider la ferme du Roy d'Espagne.

Eliza AMOURET et Maité BALDI (photographies)
31 décembre 2024 (Reporterre)



Mégabassines : la justice offre une « bouffée d'oxygène » aux opposants



La suspension des autorisations environnementales de 4 des 16 mégabassines du Poitou marque une double victoire pour les opposants : celle de la biodiversité, enfin prise en compte, et celle d'une stratégie de lutte. « *C'est le jugement qu'on attendait depuis 2018 : c'est une bouffée d'oxygène !* » Aux côtés de Joëlle Lallemand, présidente de l'Apieee, une association de protection de l'eau, neuf autres structures ont repris leur souffle mercredi 18 décembre.

À la suite à leur requête, la cour administrative d'appel de Bordeaux a suspendu les autorisations environnementales de 4 des 16 réserves de substitution du projet Sèvre-Niortaise Mignon. Ces mégabassines du Poitou sont donc, de fait, désormais illégales. Si la décision ne signe pas la fin des bassines, elle s'inscrit dans une série de jugements qui pointent leurs failles juridiques.

« *C'est une victoire*, lance Julien Le Guet, porte-parole du collectif Bassines non merci. *Cette décision confirme que nous avons raison d'aller manifester le 25 mars [2023] à Sainte-Soline.* » Parmi les quatre ouvrages condamnés figure l'emblématique bassine (à l'époque, un trou de 16 hectares) vers laquelle avaient convergé l'an dernier des milliers d'opposantes et d'opposants sous une pluie de grenades et dans un brouillard de lacrymo. Dans le cortège, défilait une marionnette géante d'un oiseau du terroir : l'outarde capétière.

Une menace sur les oiseaux de plaine

Parmi les arguments présentés, la cour a retenu spécifiquement la menace que l'implantation des mégabassines fait planer sur l'habitat de ce gros faisan protégé en danger d'extinction. Président du Groupement ornithologique des Deux-Sèvres, Jean-Michel Passerault voit dans cette décision l'écho à un long cri. « *Nous essayons d'alerter depuis 2016 : les bassines s'implantent dans une zone Natura 2000 du fait des oiseaux de plaine.* »

« *Ce n'est pas la victoire d'un quelconque volatile : l'outarde est une espèce parapluie, c'est tout son écosystème qui est en jeu* », insiste Joëlle Lallemand. Une espèce parapluie est une espèce qui vit sur un large territoire, dont dépendent de nombreuses autres espèces.

Dans leur requête, les associations pointaient l'effet sur l'habitat de l'outarde de tout le système des bassines : les réserves en elles-mêmes (d'immenses structures bâchées) mais aussi les grandes cultures qu'elles alimentent. « *L'outarde a besoin d'une variété de paysages, d'insectes que détruisent les pesticides... L'agriculture intensive va à l'encontre de cette diversification*, détaille Jean-Michel Passerault. *Enfin, la justice reconnaît la biodiversité !* »

Les défenseurs des bassines... satisfaits de la décision

Maîtresse d'ouvrage du projet, la Coop de l'eau 79 a décidé de voir la bassine à moitié pleine. La cour « valide l'autorisation concernant douze réserves, ce qui est déjà une victoire », se félicite son président, Thierry Boudaud dans un communiqué. *Pour les quatre autres, elle constate qu'il manque un élément de l'autorisation environnementale, en l'occurrence la dérogation "espèces protégées" délivrée par l'État.* » Une procédure évaluée à « un an environ » pendant lequel la décision autorise à utiliser l'eau déjà stockée à date dans la réserve de Sainte-Soline.

Satisfaits du coup de frein et du coup de projecteur mis par la cour, les défenseurs de l'environnement regrettent que la décision n'ait tenu qu'aux plumes de l'outarde alors que la requête soulevait également les questions de l'eau et du dimensionnement. « *Les juges n'ont pas pris toute la mesure technique du dossier, rumine Julien Le Guet. Un exemple : Ils n'ont pas retenu le fait que la bassine de Mauzé a été remplie pendant que le cours d'eau voisin était à sec. Mais d'autres juridictions l'examineront.* »

La décision du 18 décembre a en effet un précédent, souligne Marie Bomare, juriste pour Nature Environnement 17. Soit « *la décision du tribunal administratif de Poitiers cet été qui concluait que les volumes d'eau prélevés étaient excessifs* ». Ainsi, en quelques mois, deux décisions de justice ont remis en cause la légalité de ces réserves d'eau.

« *Cela confirme qu'il faut adopter une diversité de tactiques, assure Julien Le Guet. On espère que ça retiendra d'autres porteurs de projet de s'y mettre ailleurs en France.* » Tous les requérants affirment être prêts à aller plus loin. « *La Coop de l'eau est fragilisée, souligne Joëlle Lallemand. Peut-être que ce jugement est le premier domino qui fera tomber le système des bassines.* »



La justice déclare illégales 4 mégabassines, dont celle de Sainte-Soline

Sylvain LAPOIX

19 décembre 2024 (Reporterre)

Naomi Klein : « Les États-Unis ne se réduisent pas à Donald Trump »



Photos : Iorgis Matyassy

Figure de l'anticapitalisme et du combat pour la justice climatique, la journaliste canadienne Naomi Klein, 54 ans, connue notamment pour *No logo* (Actes Sud, 1999) et *La Stratégie du choc* (Actes Sud, 2007), revient avec un nouveau livre, *Le Double. Voyage dans le monde miroir* (Actes Sud, 2024). À l'origine de cette enquête, une méprise. L'essayiste est régulièrement confondue sur les réseaux sociaux avec Naomi Wolf, ancienne féministe devenue complotiste et antivax, invitée régulière du podcast *War Room* de Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, et égérie de l'alt-right américaine. Une sorte de double maléfique qui invite l'essayiste et militante écologiste à s'interroger sur le monde façonné par les réseaux sociaux et le capitalisme numérique.

Votre livre a été rattrapé par l'actualité et l'élection de Donald Trump. Comment analysez-vous la défaite de Kamala Harris ?

Il faut rappeler en premier lieu que les classes populaires sont en souffrance, aux États-Unis comme partout ailleurs. La précarité économique et le coût de la vie n'ont cessé d'augmenter. C'est devenu irrespirable. Donald Trump a été le seul à s'adresser à cette souffrance. Certes, ses solutions sont illusoires et ne vont soulager personne mais son discours a rencontré un écho. *A contrario*, toute la campagne de Kamala Harris a été bâtie autour de la célébration de la joie, d'un discours consistant à dire « nous avons fait du bon boulot », « tout va bien ». Il y avait bien quelques propositions sur l'imposition des plus riches et la défense du droit à l'avortement mais aucun appel à un changement radical.

Quand un candidat vous dit que le modèle social ne marche pas, qu'il est cassé et qu'il va le réparer, alors que l'autre s'enorgueillit de sa réussite, c'est le premier qui l'emporte, c'est aussi simple que cela. Cette défaite n'est d'ailleurs pas seulement la défaite de Kamala Harris mais celle de l'ensemble du Parti démocrate. Ces élections montrent à quel point les classes populaires, les travailleurs, se sont sentis méprisés par les Démocrates.

Si Kamala Harris a fait une campagne au centre, technocratique, en oubliant les plus modestes, c'est parce que ses grands donateurs le voulaient [la candidate démocrate a levé plus d'un milliard de dollars pour sa campagne avec des dons importants venus de la tech, des banques et des assurances, ou encore du secteur de la santé, NDLR]. Ces donateurs ne sont pas effrayés par Donald Trump, ils sont effrayés par toute perspective de redistribution de la richesse. Le Parti démocrate est profondément corrompu et je pense qu'il doit disparaître.

La même histoire se répète sans fin. On tente de le changer. J'ai moi-même soutenu la candidature de Bernie Sanders aux primaires en 2021. Mais on n'y parvient jamais. Il faut qu'une troisième force émerge, une véritable force de gauche.

Ce poids des grands donateurs explique-t-il selon vous que Kamala Harris ait délaissé la lutte contre les inégalités, les enjeux liés au climat ou bien encore la régulation de la Big Tech ?

Tout cela a été documenté, notamment dans des enquêtes du magazine *Rolling Stone*. Au début de sa campagne, elle a promis une augmentation des impôts sur les grandes entreprises, plus de régulations pour la tech, et elle a reculé sur tous ces sujets sous la pression de ses donateurs. Petit à petit, sa campagne s'est vidée de tout contenu. Elle s'est mise à défendre une « économie de l'opportunité ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? Quand mon fils m'a demandé de quoi il s'agissait, je n'ai pas su lui répondre.

Si je suis incapable d'expliquer cela à un gamin de 12 ans, il y a un problème. Les Démocrates étaient convaincus qu'il y avait un grand nombre de Républicains modérés qui ne voulaient pas de Donald Trump et qu'il fallait miser là-dessus. Tant pis s'ils perdaient une partie du vote des plus jeunes, s'ils sacrifiaient le vote arabo-musulman en ne dénonçant pas ce qui se passait à Gaza, tant pis s'ils n'offraient rien de concret à leur base, cela pourrait tout de même marcher.

Il n'y a eu aucun rôle pour la frange la plus à gauche du Parti démocrate dans cette campagne, ils ne voulaient pas de nous. Ils voulaient au contraire nous renier. Et ils se sont trompés. En réalité, ils avaient besoin de leur base et elle s'est détournée d'eux pour voter Donald Trump.

Certains ont pu être surpris par le vote latino-américain : à 45 % pour Donald Trump, soit 12 points de plus qu'à la dernière présidentielle...

Cette idée que les Latino-Américains et les Afro-Américains seraient tous progressistes et acquis au Parti démocrate est une illusion. Les Cubains en Floride votent massivement pour la droite, et depuis longtemps, pourquoi seraient-ils les seuls à le faire ? Les électeurs se sont rebellés contre cette catégorisation, cette essentialisation, qui incombe largement à la gauche. Personne n'aime être mis dans des boîtes et considéré comme captif d'un parti.

De plus, quand Donald Trump parle d'expulsions massives de sans-papiers, les libéraux et la gauche y voient de la xénophobie, mais ses électeurs y lisent un programme économique. Des millions de jobs vont être disponibles et ils pourront en bénéficier.

Est-ce également une illustration du « nationalisme inclusif », ce nationalisme ouvert à la diversité, porté par le mouvement MAGA (*Make America Great Again*) et dont vous parlez dans votre livre ?

La droite est en train de changer son discours, il ne s'agit plus seulement d'un discours de vieil homme blanc. Je me suis immergé dans les médias de droite et j'ai exploré le « monde miroir » dont je parle dans mon livre pour saisir ce mouvement. Dans les communautés qui se constituent autour de podcasts comme *War Room* de Steve Bannon, des liens très intenses se tissent. Tout le monde est le bienvenu pour se moquer de la gauche, de son discours élitiste et policé, de sa culture du jugement et de l'effacement [la « *cancel culture* », NDLR].

Cela parle à ceux qui se sentent opprimés, exclus et méprisés. « Ici, vous pouvez être incorrects et nous l'acceptons », tel est le message. Le cas de Steve Bannon est instructif. On l'imagine en suprémaciste blanc mais son discours est devenu de moins en moins raciste au fil du temps. Certes, il est anti-immigration et xénophobe, mais son modèle s'inspire surtout de l'armée, d'où le nom de son émission : *War Room*. Par essence, l'armée est multiraciale et transclasse. La fraternité tient lieu de valeur centrale. Il faut avoir cela en tête pour comprendre ce « nationalisme inclusif » qu'il a forgé et la diversité qui existe à droite.

L'élection de Donald Trump est décisive pour les années qui viennent. Comment faire avec des États-Unis dirigés par un président qui nie le réchauffement climatique et entend intensifier l'extractivisme fossile dans son pays ? Quelle peut être la stratégie pour la gauche ?

Déjà, nous devons résister au fatalisme, les États-Unis ne se réduisent pas à Donald Trump. Ceci étant dit, ce serait une erreur de répliquer la stratégie de 2016, d'organiser de grandes marches à Washington, de brandir le hashtag « résistance ». La droite a déjà anticipé ce scénario et en sortira renforcée. Beaucoup de gens, parmi ceux qui ont voté pour Kamala Harris, ne croyaient pas en son projet mais estimaient qu'il y avait tout de même plus à gagner avec des Démocrates, centristes et libéraux, qu'avec Donald Trump.

Il est temps de tester cette hypothèse dans les États où ces centristes sont aux commandes. C'est le cas en Californie avec Gavin Newsom ou dans l'État de New York avec Kathy Hochul. Ces États sont des locomotives, plus puissants économiquement que bon nombre de pays [la Californie est l'État le plus riche des États-Unis, avec un PIB qui dépasse celui de la France et en fait la cinquième puissance mondiale, NDLR]. Cela aurait du sens de voir si l'on peut y accélérer les politiques de transition climatique.

Les Républicains considèrent que l'État fédéral ne doit pas tout faire, que les États peuvent décider seuls. Il est temps de retourner cet argument contre eux. On pourrait aussi développer cette stratégie dans les

villes « bleues », démocrates. Il nous faut des exemples concrets de politiques climatiques qui réussissent et qui n'oublient pas les classes populaires, des politiques qui misent par exemple sur des transports collectifs abordables, une rénovation des logements qui permette dans le même temps de faire baisser les loyers. Nous avons besoin de sentir et toucher tout cela, de nous rendre compte que cela est possible. Car nous nous débattons toujours avec cette idée que la transition climatique est un luxe, un sujet pour les seules élites. Et ce, à juste titre, car jusqu'alors nous avons mis en place des politiques qui favorisent l'achat de voitures électriques coûteuses, et non les usagers des transports en commun. Nous avons besoin d'un écopulisme au niveau des villes.

Et que faire à l'échelle internationale ?

Il faut être lucide. Joe Biden n'était pas un champion du climat. Il a beaucoup investi dans les énergies vertes mais il a aussi soutenu de nombreux projets d'extraction fossile. La présence d'Elon Musk aux côtés de Donald Trump [qui l'a nommé à la tête du ministère de « l'efficacité gouvernementale », NDLR] est intéressante et interrogative. Certes, il est fou mais il est aussi celui qui profite le plus des subventions pour les énergies vertes. Pourra-t-il peser ? Je n'ai pas la réponse à cette question mais je suis curieuse de voir cela.



À vrai dire, ma principale inquiétude est liée aux expulsions de sans-papiers promises par Donald Trump. Des gouvernements du monde entier pourraient être tentés de reproduire ce type d'expulsions de masse. Cela pourrait initier un mouvement. La séquence Covid, elle, a contribué à banaliser la mort massive de millions de personnes. Comme, à une autre échelle, ce qui se passe en ce moment à Gaza. Nous apprenons à vivre avec la souffrance et la mort de millions de personnes comme une sorte de bruit de fond permanent.

Des millions de personnes vont être expulsées par l'administration Trump et que ferons-nous à ce moment-là ? Nous l'accepterons et nous poursuivrons nos vies ? Ou nous trouverons des manières concrètes d'agir ?

En France, il y a de nombreuses résistances au niveau local contre des projets jugés inutiles et écocidaire. Vous avez eu le même type de mobilisations au Canada, face à l'industrie gazière et pétrolière notamment. Est-ce également une source d'inspiration pour les années qui viennent ?

Toutes ces luttes contribuent à construire et fortifier des communautés, briser les caricatures qui nous séparent. Elles font tomber les barrières entre la ville et la campagne, elles ont une dimension éducative et forgent des façons de s'organiser.

Même si ces actions ne contribuent qu'à la marge, ponctuellement, à réduire les dégâts environnementaux, je pense que ce type de lutte doit être vu comme une nouvelle façon de faire de la politique. Elles démontrent que des victoires sont possibles. Ce sont des coalitions larges qui nous sortent de notre zone de confort et nous enseignent que nous pouvons avoir des conversations tous ensemble en dehors des réseaux sociaux.

Vous rappelez que les réseaux sociaux et le capitalisme numérique nous poussent à adopter des valeurs entrepreneuriales, à cultiver notre ego comme une marque, à entrer en concurrence les uns avec les autres et à nous diviser, y compris au sein de la gauche et du mouvement climat. Dans quelle séquence sommes-nous aujourd'hui pour celles et ceux qui revendiquent plus de justice climatique ?

Je pense que nous avons besoin d'un nouveau récit, d'une nouvelle bannière derrière laquelle nous pourrions tous marcher. Faire valoir nos arguments n'est pas suffisant pour l'emporter. Nous avons besoin d'un contre-pouvoir face à la toute-puissance du capitalisme qui, lui, est très bien organisé. J'ai fait partie de différentes coalitions qui ont tenté de faire émerger ce type de récit. Au Canada, nous avons lancé en 2015 le « *Leap Manifesto* » [« Un bond vers l'avant », NDLR], pour répondre à la crise climatique en articulant notre discours autour de la notion de justice et des droits des peuples autochtones.

On y parlait de terres, de justice économique et de défense des droits des travailleurs. Aux États-Unis, le *Green New Deal* a rempli la même fonction. Là, il s'agissait de diffuser des constats scientifiques dans des mouvements sociaux déjà existants et installés, luttant pour les droits des travailleurs ou le droit au logement. L'idée consistait à dire que nous, écologistes, ne pouvions gagner sans bâtir une structure qui regroupe le plus grand nombre d'organisations et leur donne des raisons de se battre avec nous. Cette hypothèse reste la bonne.

Vous écrivez qu'on ne pourra pas renouer avec l'élan des marches pour le climat de 2019, pourquoi ?

Le Covid n'est pas le seul responsable de l'effondrement de cette dynamique. Le mouvement climat était trop innocent, il n'a pas su se confronter au déferlement de morts causées par les crises sanitaires, écologiques, politiques. Nous avons besoin d'un mouvement qui se confronte à ce nouvel âge de la violence que nous traversons. Le nouveau discours que j'appelle de mes vœux, la nouvelle version de ce qu'a été le *Green New Deal*, doit mettre en relation la guerre, les occupations de terres, les violences aux frontières, la crise économique et la crise climatique.

En somme, « le réchauffement climatique c'est la guerre », dans la mesure où l'on peut faire un parallèle entre les effets d'une guerre et ceux du changement climatique. Nous devons affirmer que nous sommes celles et ceux qui se battent pour la vie face à ceux qui, comme Donald Trump, invitent à s'armer et construire des forteresses pour se protéger des rebelles que nous créons partout dans le monde.

Vous dites que les arguments ne suffisent plus. À ce propos, votre livre est très introspectif et vous vous questionnez sur votre propre rôle en tant qu'auteurice, sur le pouvoir des mots...

La crise de sens est liée au fait que nous ne pouvons plus être sûrs que les mots aient une quelconque relation avec le réel. Il est si facile, sur les réseaux sociaux, de prononcer certains mots, d'adopter une posture, sans que nos actes soient en accord avec eux. On peut se revendiquer anticapitaliste, anti-impérialiste, et l'instant d'après poster une vidéo sur TikTok.

Nous ressentons tous un manque d'intégrité, de cohérence entre ce que nous disons et faisons. Nous sommes bien trop imbriqués dans des systèmes qui violent nos croyances, de ce que nous mangeons, ou achetons à ce que nous portons. Nos vêtements sont impliqués dans l'oppression de travailleurs partout dans le monde. J'écris finalement sur ce sujet depuis mon premier livre, *No logo* [qui enquêtait sur le pouvoir grandissant des multinationales et leurs multiples méfaits, NDLR]. Mais à l'époque où je l'ai publié, c'était choquant. Quoi ? Ce sont ces enfants qui ont fabriqué mes baskets ?

Aujourd'hui, nous savons très bien tout cela et nous sommes confrontés à nos paradoxes. Si certains mots peuvent perdre leur sens, d'autres sont si chargés qu'ils deviennent de véritables combustibles. « Génocide » ou « apartheid » par exemple sont inflammables car ils sont connectés à une réalité matérielle, à des territoires, une géographie, une histoire.

Dans votre livre, on découvre donc Naomi Wolf, cette polémiste, un temps féministe engagée, qui, lors de la pandémie de Covid, se mue en une figure du conspirationnisme. Dans quelle mesure le Covid a bouleversé le paysage politique et notre rapport à la vérité ?

L'apparition de ce nouveau virus, que la plupart d'entre nous ne pouvaient pas comprendre, qui nous terrifiait et qui a alimenté les conversations, a généré un sentiment de suspicion généralisée, une rupture de confiance majeure face à ce que nous lisons et face aux identités que nous construisons en ligne, et qui peuvent largement différer de ce que nous sommes dans la vie réelle.

Nous avons commencé à nous attaquer les uns les autres pour les positions que nous prenions. Vous êtes avec moi ou contre moi. Je pense que nous ne nous sommes toujours pas remis de cette séquence. Ce n'est pas tant notre rapport à la vérité qui a changé, qu'un raidissement, une méfiance qui s'est généralisée.

Le monde miroir que vous décrivez, celui de Naomi Wolf et de l'*alt-right*, est un miroir tendu aux progressistes, écrivez-vous. L'extrême droite prospère car la gauche a échoué. Quel est son principal échec ?

Au fil de mon enquête, Naomi Wolf est devenue une sorte de boîte à outils pour m'interroger moi-même. En tant que féministe, elle m'a inspirée quand j'étais une jeune écrivaine, ce n'était pas une collègue mais elle évoluait dans les mêmes cercles que moi. Et aujourd'hui, je la vois poster fièrement des photos de ses fusils d'assaut, être invitée par Steve Bannon, voter pour Donald Trump... Si elle a pu changer de cette manière, nous pouvons tous devenir notre double maléfique et je pense que nous vivons précisément un moment de test.

Le conflit à Gaza, les divisions qu'il suscite, les expulsions massives de sans-papiers aux États-Unis, et la façon dont nous réagissons à cela. Peut-être en viendrons-nous à accepter ces situations, et à nous rassurer en nous disant que nous demeurons progressistes sur tous les autres sujets? Alors, nous deviendrons bel et bien ce double incarné par Naomi Wolf. Ce basculement est possible, et il est plus proche que je ne l'imaginais en commençant à écrire mon livre.

***Le Double. Voyage dans le monde miroir Naomi Klein* (Actes Sud, 2024)**

Recluse chez elle en pleine pandémie de Covid, Naomi Klein découvre avec stupeur l'existence d'une autre Naomi, qui lui ressemble et avec qui on la confond régulièrement sur les réseaux sociaux. À ceci près que cette autre Naomi (Wolf) est une égérie du trumpisme, farouche antivax et proche du mouvement Qanon, en somme son exact opposé. Passé le moment de la sidération, Naomi Klein décide de plonger dans le monde de son double, ce « monde miroir », cette réalité parallèle où les théories du complot foisonnent, dopées par la viralité des réseaux sociaux. Récit intime, autobiographique, son enquête la conduit à interroger son propre parcours et les erreurs de la gauche. Refusant de disqualifier ou caricaturer les membres de la galaxie pro-Trump et extrême-droitière, elle invite surtout à comprendre leurs souffrances et les raisons de leur colère. Elle pousse sa réflexion, aux accents philosophiques, à les considérer même comme une part de nous-mêmes, un double maléfique qui, à tout instant peut se réveiller, et avec qui nous devons apprendre à vivre.

Fabien BENOIT, publié le 27 décembre 2024 (Socialter)

1. Voir le film *Bannon's War*, diffusé sur la chaîne PBS, septembre 2021.
2. En 2017, un décret présidentiel a interdit de voyage aux États-Unis les ressortissants de sept pays musulmans.
3. Condamné à quatre mois d'emprisonnement en juillet 2024 pour son refus de coopérer à l'enquête parlementaire sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, Bannon est sorti de prison le 29 octobre 2024 et a repris immédiatement le podcast.
4. Molly Olmstead, « I Just Listened to Steve Bannon's Show for a Week. What's Coming Is Clear », *Slate*, 25 novembre 2024.
5. Stuart A. Thompson, « Steve Bannon's Podcast Is Top Misinformation Spreader, Study Says », *New York Times*, 13 février 2023.

[À quoi correspondent les notes ? MN]

Cet orchestre joue au pied des glaciers qui disparaissent



Pour dénoncer les entreprises écocidares et leurs effets sur le climat, l'Orchestre du nouveau monde joue... sous leurs fenêtres ou au pied des glaciers menacés. De quoi allier art et militantisme pour ces 75 jeunes musiciens.

Paris, reportage

Dans la salle des fêtes de l'Académie du climat, à Paris, l'Orchestre du nouveau monde (ONM) s'apprête à jouer sa création, *Fracas*. La moitié des chaises de l'orchestre est vide. *Le Printemps* de Vivaldi résonne gaiement. Le public est confortablement installé quand soudain, des cris de détresse se font entendre à l'extérieur. Un vent de panique souffle sur la salle, plusieurs spectateurs se lèvent apeurés. « *Tout va bien* », les rassure Maé, membre de l'orchestre. Dans le couloir, les musiciens jouant des vents, encore invisibles aux yeux du public, tapent sur des casseroles. C'est la révolte. Ils se mettent à frapper sur les portes en rythme, couvrant la musique. Les portes cèdent : les flûtistes, trombonistes, clarinettes, trompettistes, cornistes rentrent sous le regard mi-enjoué mi-angoissé du public. Un air martial et belliqueux retentit, *Mars, Les Belliqueux*, de Gustav Holst.

Pari réussi pour ces jeunes musiciens qui voulaient transmettre au public leur angoisse face au monde actuel. L'ONM n'est pas un orchestre comme les autres. Ses soixante-quinze musiciens habitués des conservatoires ont décidé de sortir de l'ombre feutrée des grandes salles pour faire de la musique classique un « *objet de lutte* », explique leur manifeste.

Une fois le décor planté, l'angoisse passée, les musiciens enchaînent avec la *Symphonie du nouveau monde*, d'Antonín Dvořák. Ce morceau flamboyant reconforte les spectateurs. « *J'ai d'abord ressenti quelque chose de très actuel, très dérangeant et très noir*, dit Sophie, 39 ans, venue les écouter pour la cinquième fois. *Après, c'était apaisant, comme un voyage.* » « *On a voulu vous procurer un sentiment de réalité, puis amener des avenir différents de ceux qu'il y a devant nous* », explique Étienne Jarrier, le chef d'orchestre de 23 ans, à la fin du concert.



75 musiciens forment cet orchestre. © Mathieu Génon / Reporterre



« Fracas » débute notamment avec des bruits de casseroles. © Mathieu Génon / Reporterre

En mélangeant des œuvres, en chantant, en mettant en scène l'arrivée des vents, l'orchestre bouscule les règles de la musique classique. Les morceaux de musique ont soigneusement été choisis pour raconter l'histoire « *d'un monde qui ne tourne plus* », dit Étienne Cognet, joueur de tuba, en pointant du doigt « *le système capitaliste qui accroît les inégalités sociales et climatiques* ». Vivaldi pour incarner une bourgeoisie déconnectée de la réalité et l'entrée des vents pour représenter la révolte du peuple qui gronde.

Âgés de 16 à 27 ans, ces musiciens professionnels et amateurs ont envie, à travers leur art, d'inventer un nouveau monde, plus durable. « *La musique classique a souvent été du côté des puissants, affirme le chef d'orchestre, on veut montrer une autre voie, on pousse à gauche.* »



Le chef d'orchestre Étienne Jarrier. © Mathieu Génon / Reporterre

Dénoncer le RN, Total et la fonte des glaciers

Créé en 2022, l'ONM est avant tout « *une bande de copains* », résume Étienne Jarrier. La dite bande s'est rencontrée à l'Orchestre des Petites mains symphoniques. « *On aimait jouer ensemble, on était content de*



« *Ça ne nous parlait pas de faire de la musique pour faire de la musique.* » © Mathieu Génon / Reporterre

se retrouver, poursuit Étienne, qui était clarinettiste avant d'apprendre sur le tas à diriger l'orchestre. *Mais ça ne nous parlait pas de faire de la musique pour faire de la musique.* » La quinzaine de musiciens rêvait d'un orchestre militant qui se « *dé-cloisonne* », et sort les violons dans la rue.

Une ambition qui a très vite été soutenue par des figures de la lutte contre le réchauffement climatique. En partenariat avec l'activiste Camille Étienne et l'orchestre Curieux, ils ont joué au pied d'un glacier en train de fondre en 2022 pour alerter sur l'urgence climatique. « *C'est le premier projet qui nous a fait croire en nous* », dit Étienne Jarrier.

Progressivement, le groupe s'est

élargi, attirant des militants et des musiciens moins engagés. Pour Laure Sichel, violoniste, étudiante au conservatoire de Boulogne, l'ONM a été « *une porte vers l'engagement* ». Loin du militantisme, la jeune femme de 22 ans a manifesté en musique lors des dernières élections législatives. De son côté, Étienne Cognet, militant Les Écologistes et syndicaliste, a rejoint l'orchestre après l'avoir vu au Climat Libé Tour, afin d'allier sa vie militante et sa passion pour la musique.

« *Bien sûr, on ne fera pas baisser les degrés avec des violons* », reconnaît Étienne qui a appris le tuba au sein d'une harmonie municipale, mais l'orchestre veut apporter sa pierre à l'édifice. Face aux associations militantes parfois anxiogènes, la musique « *est un message plus doux, plus joyeux, plus accessible* », selon Laure, pour qui, ainsi, « *on touche un public plus large* ».

L'orchestre multiplie les actions surprenantes et les spectacles. En juin 2022, ils ont interrompu la conférence du directeur numérique de TotalEnergies lors du salon Vivatech en interprétant *Dies iræ*, du Re-

quiem de Mozart, pour dénoncer son projet climaticide Eacop. Ils ont donné plusieurs concerts pour le climat dans des châteaux de la Loire avant de participer au Climat Libé Tour en 2023.



Ils joueront « Fracas » le 15 mars prochain à l'Unesco. © Mathieu Génon / Reporterre

Le 3 juillet dernier, pendant l'entre-deux-tours des législatives, les musiciens se sont rejoints, dans le plus grand secret, à la porte de Saint-Cloud. L'opération était millimétrée. Chemise blanche et costume, instrument en main prêt à jouer, ils ont pris un bus. Celui-ci s'arrêta en face du siège du Rassemblement national (RN) et repartit, découvrant les soixante musiciens en rang d'oignon sur le trottoir. Sur la chaussée, Étienne a donné le top départ. L'ONM a entonné l'hymne pétainiste réécrit pour l'occasion, appelant à faire barrage à l'extrême droite : « *Maréchal les voilà !* »

Furieux, Louis Aliot, maire RN de Perpignan, s'est précipité hors du siège du parti, en brandissant sous le nez des musiciens une image de François Mitterrand décoré par le maréchal Pétain. « *C'est quand même fou de voir les émotions qu'on a suscitées juste en jouant* », rigole Sébastien, tromboniste, casquette blanche sur la tête, en montrant la photo sur son téléphone.

Des actions votées démocratiquement

Depuis septembre 2023, l'ONM est en résidence à l'Académie du climat, à Paris. Un endroit qui leur permet de côtoyer et de monter des projets avec d'autres artistes engagés comme le collectif de danse Minuit 12. Les musiciens s'y retrouvent un dimanche sur deux pour répéter dans une atmosphère très conviviale. « *Soyez en mode "kiffance"* », s'écrie Étienne, qui dirige les musiciens avec de grands gestes souples. L'ONM veut déconstruire « *les rapports de force structurant la société qui font mal aux humains et aux écosystèmes* », dit Étienne Jarrier. Et cette déconstruction passe aussi par un fonctionnement d'orchestre singulier. « *L'ONM n'est pas un orchestre, c'est un lieu d'expérimentation où chacun peut s'émanciper* », affirme le jeune maestro. Dans un esprit démocratique, les musiciens votent les actions à mener ensemble.



L'orchestre refuse tout financement d'entreprises écocides. © Mathieu Génon / Reporterre

En plus des soixante-quinze musiciens, l'ONM, c'est aussi une quinzaine de personnes qui s'occupent de la logistique, de la communication de ses actions sur les réseaux sociaux et de l'organisation des projets. Dans la rue, déployés autour des musiciens, ils veillent à ce que tout se passe sans accroc.

Scrupuleux sur ses sources de financement, l'orchestre enquête sur la provenance de l'argent qui lui est alloué. Ils ont déjà été aidés par le Crous et seront subventionnés en 2025 par le fonds de dotation de l'Université de la Terre. « *C'est très dur dans la musique classique d'avoir des financements quand on se bat contre Rolex ou LVMH* », observe le chef d'orchestre, invitant le public à acheter des affiches à la fin de leur concert.

L'Orchestre du nouveau monde jouera de nouveau son *Fracas*, le 15 mars à l'Unesco, pour clôturer l'Université de la Terre. « *Un autre monde est possible, dit Étienne Jarrier, nous voulons donner des points d'accroche pour le construire.* »



Minuit 12, ces femmes qui dansent pour le climat

Eliza AMOURET et Mathieu GÉNON (photographies)

17 février 2025 (Reporterre)

Au Brésil, des potagers bio poussent au cœur du trafic de drogue



À Rio de Janeiro, au beau milieu des favelas et des trafiquants de drogue, des potagers améliorent la vie des habitants et encouragent le bio. Une enthousiasmante anomalie dans le pays consommant le plus de pesticides au monde.

Rio de Janeiro (Brésil), reportage

Il faut le voir pour le croire. Au nord de Rio, coincées entre un point de *deal* et une bretelle d'autoroute, s'étendent de larges parcelles vertes, surplombées par des lignes à haute tension : bienvenue dans le plus grand jardin communautaire d'Amérique latine. Au beau milieu des modestes maisons de brique rouge de la favela de Manguinhos poussent choux, poivrons, laitues vertes et rouges, manioc, papayes, patates douces, épinards...

Une belle évolution pour cet espace large comme quatre terrains de football qui, il y a encore douze ans, abritait une décharge servant de repaire aux usagers de crack. « *Il y a des légumes pour le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner !* » sourit Aldilene, l'une des 28 volontaires du potager, les mains prises par un sac rempli de gombo, légume bien connu des cuisines brésiliennes.

100 % bio... au pays des pesticides

Au total, la deuxième plus grande ville du pays compte 73 potagers de ce type – un léger retard sur l'objectif de 80 unités fixé par la mairie pour l'année 2024. Certains sont installés dans des favelas, d'autres dans des écoles municipales. Tous sont implantés dans des quartiers modestes, loin des plages paradisiaques et du Christ Rédempteur.

Autre dénominateur commun : l'absence d'engrais et de pesticides chimiques. À Manguinhos, les plantes sont soignées à l'aide d'un mélange de vinaigre et de savon, tandis que les fourmis sont éloignées par de l'essence de menthe suave, cultivée sur place.



Des volontaires du potager. Vinicius Rocha, à droite. © Raphaël Bernard / Reporterre

Pour la plus grande satisfaction de Vinicius Rocha, coordinateur du projet auprès de la mairie. « *L'objectif, c'est de faciliter l'accès à des aliments sains. Or, souvent, les aliments bio sont hors de portée des favelados. Par ailleurs, les pesticides ne font pas seulement du mal au consommateur, mais avant tout à celui chargé de les répandre* », développe ce grand blond, assis à l'ombre d'un arbre feuillu.

Un discours rare, dans le pays utilisant le plus de pesticides au monde, et où le gouvernement du président Lula, malgré ses positions pro-environnementales, autorise le recours à de nouveaux pesticides au même rythme que son prédécesseur, Jair Bolsonaro.

Pour remplacer les engrais chimiques, le potager peut compter sur un compost issu de la collecte effectuée par la mairie auprès de magasins de fruits et légumes partenaires. Une méthode efficace, qui met aussi Rio face à ses contradictions. Car dans les 1 724 favelas de la ville, le ramassage des déchets reste défaillant, en témoignent les monceaux de débris qui jonchent l'entrée de Manguinhos. À quand un compost directement issu des déchets des favelas ? « *Nous en sommes conscients. On travaille dans cette direction* », assure Vinicius Rocha.

Nourrir, soigner, protéger

Reste qu'avec 450 familles et 40 000 écoliers nourris quasi quotidiennement, les bienfaits des potagers sont légion. À commencer par une amélioration de l'insécurité alimentaire, qui touche près d'un Carioca sur trois. La moitié des récoltes est distribuée aux foyers les plus nécessiteux, le reste est réparti entre les jardiniers. Certaines parcelles, rattachées aux écoles, servent les cantines. Une partie est également vendue aux autres habitants, à des prix nettement inférieurs à ceux du marché. « *On vend nos légumes à 1 real [environ 0,17 centime d'euros], tout le monde est content !* » dit Rose en pouponnant une pousse d'oignons jeunes.

Elle-même dit se porter mieux depuis qu'elle a commencé à manier la binette et le râteau, il y a huit ans. « *J'avais des problèmes de tension et de diabète, il fallait que je mange plus de légumes. Maintenant, tout va comme sur des roulettes !* » rigole-t-elle, à l'aube de ses 58 ans. C'est plus qu'un simple détail, dans un pays où le taux d'adultes obèses a doublé entre 2006 et 2019, et où l'on estime que 75 % d'entre eux pourraient être obèses ou en surpoids d'ici 2044.

Côté santé, les jardiniers font aussi pousser des plantes médicinales, comme le boldo, reconnu pour ses vertus digestives et diurétiques, ou la gliricidia, utilisée contre les symptômes grippaux et les maladies de peau. « *Cela permet de compenser les difficultés d'accès à la santé publique, et de contourner certaines réticences contre l'usage de médicaments* », dit Vinicius Rocha.

Pour assurer la pérennité du jardin, les volontaires assurent aussi des séances d'éducation environnementale à destination des plus jeunes. « *Les enfants ont tendance à perdre la connexion avec l'environnement. On leur apprend l'utilité de ces potagers dans la lutte contre les îlots de chaleur, leur rôle dans le drainage [des eaux de pluie]* », précise Vinicius Rocha. Une fonction quasi vitale, dans une ville où les moyennes de

températures les plus fortes s'enregistrent dans les quartiers les plus pauvres – les mêmes qui déplorent chaque année de nombreux morts lors des fortes précipitations, faute d'aménagements.

Une oasis sociale

Autres bénéficiaires : les 420 volontaires rémunérés par la municipalité. Pour trois heures de travail quotidien, ils reçoivent entre 500 et 1 000 reals mensuels (entre 83 et 167 euros, soit entre 5 et 10 fois plus que le Smic horaire brésilien) en fonction de leur rôle, pouvant aller de simple « planteur » à formateur de volontaires, en passant par gérant des stocks. « J'ai ainsi pu m'acheter un portable, une cuisinière, une citerne », dit Luisa, volontaire depuis la naissance du potager en 2013.

Dans cet environnement contrôlé par les trafiquants de drogue, le potager sert également d'échappatoire à la violence. « Beaucoup de gens demandent à venir travailler ici pour ne pas avoir à faire des mauvais choix de vie », dit Marcos, 30 ans, volontaire depuis ses 18 ans. Je pourrais être dans ce cas-là si le potager n'était pas là. Ça m'est déjà passé par la tête, bien sûr. »

Après une formation de trois mois dispensée par la mairie, il fait désormais partie des responsables de la gestion du potager. « Plusieurs personnes se sont réinsérées grâce aux potagers », dit Vinicius Rocha, alors que passe à côté de lui un volontaire, râteau à l'épaule et bracelet électronique à la cheville. Certains jardiniers ont pu être impliqués dans des activités illégales, avant de rejoindre le projet.



Marcos, 30 ans, cultive le potager depuis ses 18 ans. © Raphaël Bernard / Reporterre

Désormais enraciné dans Manguinhos, le potager a su résister à l'avidité du crime organisé, qui souhaitait voir le terrain transformé en habitations. En 2020, les récoltes ont dû être suspendues pendant huit mois, le temps des tractations. « Avec l'aide de l'association des habitants, nous avons réussi à démontrer l'importance de cet espace pour la communauté. »

Plus qu'un simple lieu de production, le potager est devenu un carrefour social pour les volontaires. « Quand j'ai commencé à m'occuper du potager, je m'étais séparée du père de mes enfants, je souffrais d'une forte dépression. C'est ici que j'ai commencé à vivre à nouveau », relate Rose sans détour. « Grâce aux potagers, les personnes au chômage ou à la retraite s'insèrent à nouveau et se sentent valorisées au sein du quartier », analyse Vinicius Rocha. Rose confirme : « C'est gratifiant de planter une petite graine le vendredi et de voir que, s'il a plu, elle a déjà commencé à pousser le samedi ! »

Autre moyen de se valoriser : mettre en avant ses talents en cuisine. « Je fais du poisson à la moutarde, de la soupe aux choux, un bouillon de jiló, massissi [aubergine africaine et concombre des Antilles en français] et gombo avec de la saucisse... Venez déjeuner à la maison ! »

Raphaël BERNARD

1er mars 2025 (Reporterre)

Visite surprise à Sainte-Soline - le récit

Retours sur la visite surprise à Sainte-Soline pour s'assurer de l'arrêt du remplissage illégal de la bassine. Hier soir, suite à la décision de justice affirmant l'illégalité de la bassine de Sainte-Soline, des manifestant•es anti-bassines ont voulu marquer cette bonne nouvelle par un acte fort, celui d'entrer dans l'enceinte de la bassine (ce qui s'est fait assez facilement). Il était question de s'assurer que le remplissage de la bassine était bien arrêté. Et c'était aussi une manière de rendre un hommage vibrant à ceux qui ont été durement réprimé•es, blessé•es, traumatisé•es par la mobilisation de mars 2023.



Cette bassine n'aurait jamais dû être construite, ni remplie et les manifestant•es n'auraient jamais dû vivre ces atrocités. La responsabilité dans le passage en force de la Coop de l'Eau, soutenue par l'État, est lourde, criminelle. Ni oublié, ni pardon.

Alors que les 30 personnes présentes sur place avaient démarré un petit bal masqué pour fêter ça, voyant l'arrivée plus massive de FO, elles ont décidé de ressortir calmement pour rejoindre le rassemblement festif à Melle. Mais sur leur route, des pro-bassines les attendaient, venus avec tracteur, charrue, tracto, pick-up, leur barrant le passage. Une embuscade savamment orchestrée par des administrateurs de la Coop de l'eau 79 dont Boudaud et Petorin présents sur place... Les agriculteurs ont alors dégradé des véhicules (tag, pneus crevés) et leur agressivité était telle que cela a vite tourné en bagarre. Les FO présentes étaient clairement inutiles. De part et d'autre, certains ont tenté de calmer le jeu et finalement, le convoi a fini par repartir sans blessé•es, heureusement.

Un vidéo retraçant cet épisode est à retrouver dans cet article de la NR => <https://www.lanouvellerepublique.fr/deux-sevres/video-sainte-soline-les-antibassines-entrent-sur-la-reserve-affrontement-avec-les-agriculteurs>

Cette échauffourée n'a en rien altéré la joie partagée des personnes qui ont imperturbablement continué de faire la fête à Melle, où se mêlait convivialité, enthousiasme et allégresse !

Quelques images de la soirée d'hier !

La lutte continue ! NO BASSARAN !



Eisenhüttenstadt, utopie urbaine inachevée

Conçue par le régime est-allemand comme une vitrine de l'idéologie d'État, Eisenhüttenstadt a été construite ex nihilo à partir de 1950 aux abords d'un grand complexe sidérurgique. D'emblée, son statut de ville socialiste modèle s'est manifesté par une symbiose unique entre art et architecture. À la veille du soixante-quinzième anniversaire de sa fondation, son histoire et son patrimoine font l'objet d'un regain d'intérêt.



Martin Maleschka. – Complexe d'habitation, 1953

Photographies de Martin Maleschka, Eisenhüttenstadt, 2019. Il propose ici une série d'images privilégiant les scènes architecturales dépourvues de personnages. @martinmaleschka

«*Prochain arrêt : Eisenhüttenstadt* », grésille une voix dans le haut-parleur. L'immense site industriel que traverse le train au ralenti a inspiré le nom de cette localité, dont l'équivalent français pourrait être « Forgeville ». Derrière les vitres défilent bâtiments d'usines et cheminées fumantes. Semblables à des artères, des tuyaux rouillés serpentent autour des hauts-fourneaux et des silos fatigués avant de disparaître à l'intérieur du cœur d'acier.

Même si elle n'emploie plus que 2 700 personnes contre 12 000 environ aux grandes heures de la République démocratique allemande (RDA), l'aciérie et son haut-fourneau restent le poumon d'Eisenhüttenstadt. La ville est l'une des plus fascinantes d'Allemagne. En 1950, les dirigeants est-allemands décident de la faire sortir de terre pour loger les salariés de l'usine et leurs familles. Les architectes chargés de sa conception y voient alors l'occasion d'agencer bâtiments, rues et places en un tout cohérent, et d'incorporer quantité d'œuvres d'art au paysage urbain. Avec son foisonnement de sculptures, mosaïques, frises, statues, monuments, vitraux et fresques, dont certains chantent quelque peu naïvement les louanges de la RDA et du socialisme, Eisenhüttenstadt est désormais reconnue comme un univers architectural à part qu'il convient de préserver. Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin, urbanistes, historiens de l'art et touristes férus de culture redécouvrent ce patrimoine.

Sans occulter la nature autoritaire du régime est-allemand ni les problèmes sociaux que rencontre la ville aujourd'hui, certaines des idées qui ont présidé à sa création semblent prendre une résonance nouvelle à une époque où les projets immobiliers et les plans d'urbanisme (quand ils existent) découlent largement des logiques de marché et de gentrification. Parcourir des espaces pensés en priorité pour les classes populaires et leur offrant une telle qualité de vie a quelque chose d'ahurissant pour le visiteur contemporain, habitué à voir presque partout la flambée des loyers chasser les plus pauvres des centres urbains et rogner les reve-

nus réels des classes moyennes. En un sens, Eisenhüttenstadt s'apparente à une exposition géante retraçant une expérience de mise en œuvre du socialisme.



Martin Maleschka. – Hauts-fourneaux, 1950. @martinmaleschka

Une imbrication artistique exceptionnelle

Cette atmosphère particulière d'utopie inachevée imprègne tout, à commencer par les noms de rue, qui mettent à l'honneur les grandes figures du communisme. On peut ainsi descendre la Karl-Marx-Strasse, croiser la Karl-Liebknecht-Strasse et la Rosa-Luxemburg-Strasse, puis traverser la Clara-Zetkin-Ring pour bifurquer sur la Friedrich-Engels-Strasse. Non loin de là se trouve la Leninallee (avenue Lénine), rebaptisée en 1991 Lindenallee (avenue des Tilleuls) – une nuance à peine audible si vous prononcez ces mots rapidement. C'est sur cette *Magistrale* (« rue principale » dans le jargon de la RDA) que l'on peut admirer l'une des attractions-phares de la ville : la mosaïque *Produktion im Frieden* (« Produire en paix »). Réalisée en 1965 par le célèbre muraliste est-allemand Walter Womacka sur le pignon de ce qui était alors un grand magasin, elle représente la main puissante du socialisme libérant une colombe de la paix.

À 96 ans, M. Herbert Härtel aime toujours autant venir s'asseoir sur l'un des bancs que domine cette œuvre gigantesque et observer la vie autour de lui. Architecte en chef d'Eisenhüttenstadt de 1958 à 1968, il a personnellement supervisé la conception de la Lindenallee et, plus généralement, l'imbrication exceptionnelle entre art et architecture qui caractérise la ville. *« J'avais été chargé par Max Richter, le maire, dont j'étais très proche, de sillonner les écoles d'art de RDA à la recherche de jeunes diplômés qui accepteraient de venir s'installer ici pour produire leurs œuvres. Je collaborais directement avec eux, y compris avec Womacka, que je rencontrais régulièrement à son atelier ou sur ses chantiers. C'est aussi durant mon mandat qu'il a créé la mosaïque ornant le grand escalier de la mairie. »*



Martin Maleschka. – Complexe d'habitation (« Wohnkomplex »), 1952. @martinmaleschka

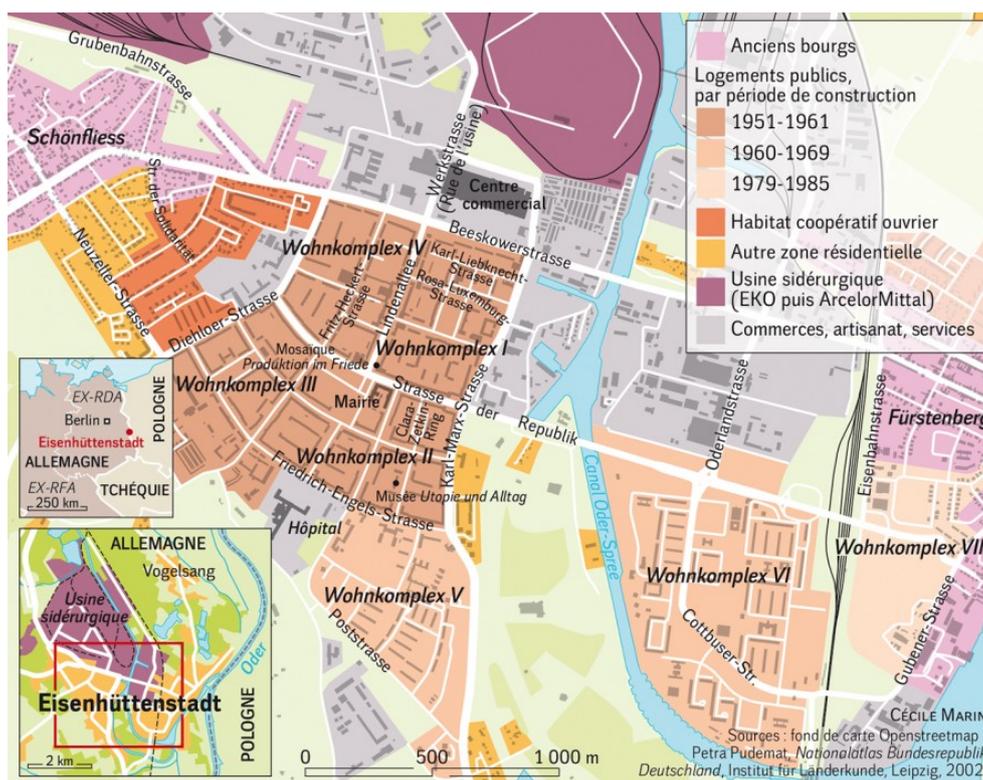
Bien qu'elle soit de proportions plus modestes, en lien avec la taille de la ville, la Lindenallee n'a pas grand-chose à envier à d'autres artères de l'ex-bloc communiste comme la Karl-Marx-Allee à Berlin ou Khrechatyk à Kiev, conçues pour impressionner et servir de cadre aux défilés militaires. Les arcades commerçantes qui la bordent de part et d'autre, elles, dénotent un modernisme tardif moins austère et plus séduisant, à l'image de cet ancien magasin d'ameublement, au numéro 24, dont la façade fait alterner des carreaux verts et bleus sortis de la manufacture de porcelaine Meissen.



Martin Maleschka. – mairie, avec la mosaïque murale monumentale « Notre nouvelle vie », de Walter Womacka, 1958. @martinmaleschka

« Dans les années 1950, précise M. Härtel, la tendance poussait à copier les formes architecturales des siècles précédents. Mes collègues et moi, à l'inverse, avons eu la chance de pouvoir expérimenter en nous inspirant des courants européens les plus modernes de l'époque en matière d'architecture et d'urbanisme. » Selon lui, cette rupture par rapport au classicisme socialiste, clairement visible dans le bâti d'Eisenhüttenstadt, fut une conséquence directe des changements politiques en Union soviétique : « À la mort de Staline, en 1953, son successeur, Nikita Khrouchtchev, a voulu donner un nouveau cap au pays. Cela s'est manifesté dans différents domaines, dont l'architecture. Bien entendu, le phénomène a rejailli sur la

RDA, même s'il l'a fait un peu trop lentement à mon goût. » Au passage, en 1961, la ville a perdu son appellation initiale de Stalinstadt (« la ville de Staline ») pour devenir Eisenhüttenstadt.



Les quartiers d'une ville socialiste

Même si ce n'est pas vraiment sa tasse de thé, M. Härtel recommande d'aller se promener dans le quartier des « maisons staliniennes », une succession d'immeubles opulents répartis en divisions numérotées. Au sud de la *Strasse der Republik*, le Wohnkomplex II a, lui, été intégralement construit sous Staline et dans son style préféré, d'ailleurs présent dans beaucoup d'autres ex-pays de l'Est. Illustrations parfaites du classicisme socialiste, ces « palais » de l'ouvrier moyen glorifient les canons de beauté de l'Antiquité et ne lésinent pas sur les ornements (colonnades, voûtes, chapiteaux...), rappelant combien l'apparence de la ville comptait pour le régime. Leur rénovation, loin d'avoir atténué ces symboles évocateurs d'empire et de puissance, les fait paraître plus imposants que jamais.

Eisenhüttenstadt compte depuis quelques années au nombre des destinations touristiques de choix, et des lieux de tournage prisés par les équipes de cinéma. L'architecte et photographe Martin Maleschka a sans doute beaucoup contribué à cet engouement récent. Il s'est fixé pour mission de documenter par la photographie et à travers d'autres projets artistiques le passé et la valeur historique de cette ville où il a vu le jour en 1982, lorsqu'elle faisait encore partie de la RDA. En plus du guide architectural qu'il a publié en 2021 (1) – et dont les photographies qui accompagnent ces pages sont extraites –, il organise d'innombrables visites, universités d'été, ateliers, expositions et conférences. De son côté, l'excellent musée Utopie und Alltag (« Utopie et vie quotidienne ») met l'accent sur la culture et la vie quotidienne est-allemandes, envisagées dans une perspective critique.

« À elle seule, Eisenhüttenstadt constitue le plus vaste secteur historique protégé d'Allemagne, explique Maleschka. C'est la première ville socialiste construite sur le sol allemand. Il n'en existe pas deux comme elle ! Voilà ce qui la rend si extraordinaire et si attirante : architecture, art et urbanisme tout en un. Et c'est ce que je veux transmettre. » L'artiste avale son petit-déjeuner tout en parlant, car son temps est compté : il doit bientôt filer pour aller animer un atelier de photographie dans un festival. « Moi-même, reprend-il, j'ai du mal à me représenter l'atmosphère euphorique des années 1950 où l'on pouvait créer une ville de toutes pièces.



Martin Maleschka. – Mosaïque réalisée en 1974 par Otto Schutzmeister, 2019. @martinmaleschka

Des gens affluaient de tout le pays car ils étaient certains de trouver un emploi. C'est le cas de mes grands-parents. Après la fin de la seconde guerre mondiale, ils ont quitté la Silésie, dans l'actuelle Pologne, et ont immédiatement trouvé du travail et un logement à Eisenhüttenstadt. C'étaient les premiers occupants du Wohnkomplex III. Avec les autres personnes déplacées, chargées de leurs propres histoires et traditions, ils ont formé une nouvelle communauté. »

Grâce à son travail de recherche, M. Maleschka connaît la ville dans ses moindres recoins. « Prenez la boulangerie où nous nous trouvons. Avant, c'était un restaurant. Certaines cartes postales anciennes montrent l'intérieur de la salle et la beauté de l'endroit. Quand les clients entraient par la porte principale, ils tombaient sur une peinture murale qui représentait un port. Cette fresque existe toujours mais elle est cachée par une immense publicité. Personnellement, je pense qu'en recouvrant ainsi les œuvres d'art on brouille l'identité de la ville. Le capitalisme se superpose à ce qu'il reste de la RDA et nous dit en substance : mieux vaut voir une affiche de mauvais goût montrant une part de gâteau et une tasse de café qu'une peinture exécutée avec talent à la main. C'est un choix qui me dépasse, parce qu'il nous prive de tout ce qui nourrit le sentiment d'attachement, d'appartenance, l'impression d'être chez soi. Il empêche les habitants de comprendre le lieu où ils vivent. »



Carte postale de 1971 représentant la Leninallee (avenue Lénine)

Lorsqu'elle n'est pas dissimulée, l'esthétique d'Eisenhüttenstadt coexiste avec la part visible de ses difficultés sociales. Des milliers d'emplois ont été détruits depuis la réunification de l'Allemagne, en 1990, et le nombre d'habitants a baissé de plus de la moitié, passant de 53 000 juste avant la chute du Mur à 25 000. Des immeubles bien entretenus et rénovés avec soin, majoritairement situés dans le centre, en côtoient d'autres plus ou moins délabrés. Les dernières décennies ont vu raser l'équivalent de près de 7 000 logements. C'est ce qui est notamment arrivé à la zone résidentielle où M. Maleschka a grandi, le Wohnkomplex VII – une perte vécue douloureusement et qui motive sa démarche.

Ironie de l'histoire, l'architecte chargée de superviser la démolition de ce quartier au début des années 2000 sera celle qui l'avait dessiné et construit une trentaine d'années plus tôt : Mme Gabriele Haubold, fille de Herbert Härtel. *« Les appartements se vidaient les uns après les autres, se remémore-t-elle. Jusqu'au jour où l'on a atteint un taux de logements inhabités de plus de 30 %, ce qui n'est tout simplement pas tenable. Quand on en arrive là, il faut faire quelque chose. »* Aujourd'hui encore, en parcourant les rues d'Eisenhüttenstadt, on tombe sur des bulldozers affairés à réduire en tas de gravats les vestiges de la RDA que l'on n'a pas jugés dignes d'être préservés – un mal nécessaire pour permettre de sauvegarder d'autres édifices plus intéressants, selon Mme Haubold.

À 70 ans, cette dernière éprouve la même affection que M. Maleschka pour la ville qu'elle a contribué à façonner et qui l'a façonnée à son tour. Aussi loin que remontent ses souvenirs, son environnement familial l'a prédestinée à marcher dans les pas de son père, notamment au sein du service municipal d'urbanisme. *« Quand j'étais enfant, au début des années 1960, j'allais jouer sur les sites de construction avec mes copains. Il y avait une ambiance de ville en train de naître. On sentait l'enthousiasme de nos parents, de nos voisins à voir s'élever l'usine et les immeubles d'habitation. Ils étaient tellement fiers. Tout le monde voulait en être. Mon père m'emmenait avec lui sur les chantiers dont il s'occupait et m'expliquait ce qu'il faisait. Et quand il invitait des collègues à la maison, l'architecture, l'urbanisme et les techniques de construction étaient omniprésents dans les conversations. »*

Dans le plan d'Eisenhüttenstadt, une dimension l'a tout particulièrement séduite : *« En vertu des "seize principes d'urbanisme" [énoncés en 1950 par la RDA], l'architecture devait avoir un contenu démocratique, et cela impliquait notamment un tissu social égalitaire. Autrement dit, l'ouvrier vivait à côté du docteur, qui vivait à côté du facteur, qui vivait à côté du maire, qui vivait à côté de la blanchisseuse, et ainsi de suite. Il n'y avait pas de barrières entre les gens, pas de privilèges accordés à certains groupes plutôt qu'à d'autres. »*



Martin Maleschka. – Linden Zentrum (ancien grands magasins), avec la mosaïque « Produktion im Frieden » (Produire en paix) réalisée en 1965 par Walter Womacka, 2019. @martinmaleschka

Au volant de sa petite voiture, l'architecte poursuit sa réflexion tout en longeant le Wohnkomplex VI joliment rénové : *« En plus de son rôle de vitrine, Eisenhüttenstadt avait une fonction éducative et pédago-*

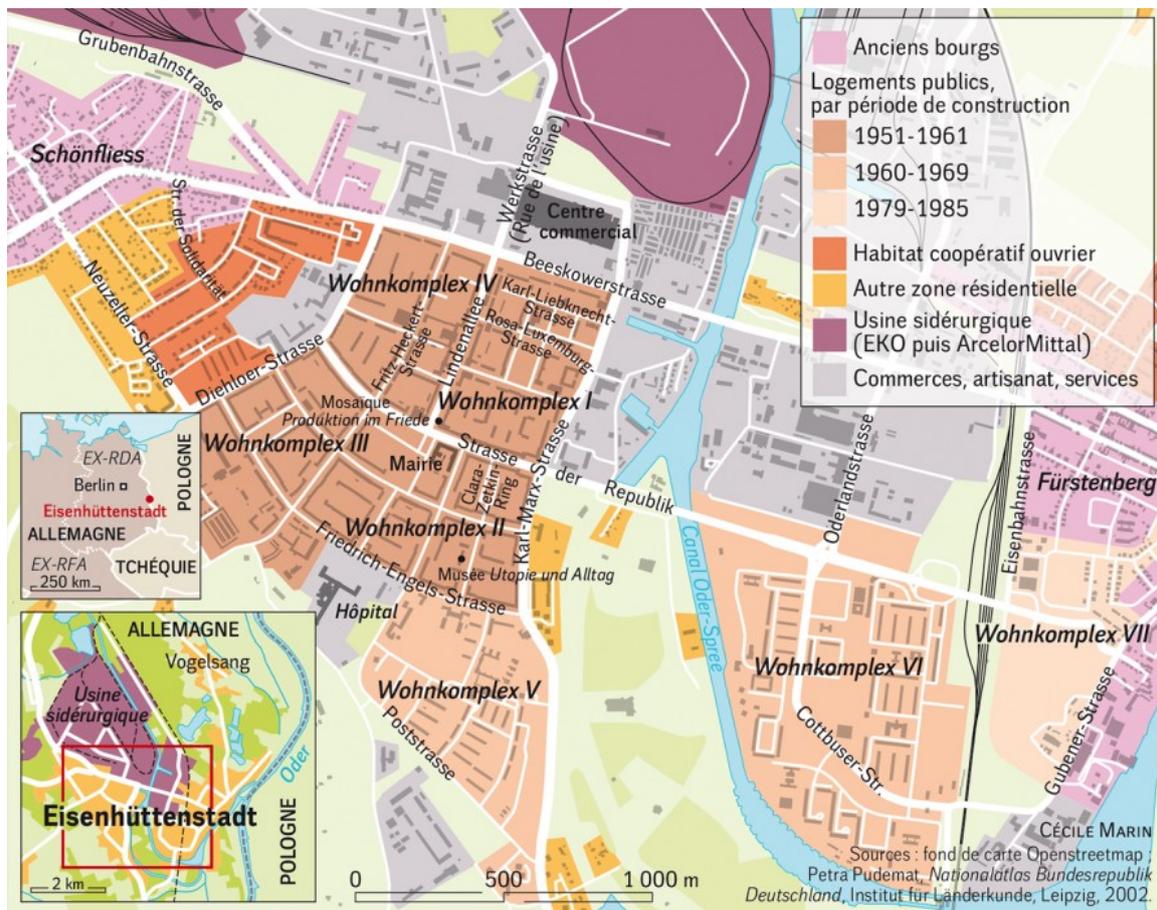
gique envers les habitants. D'un côté, l'État entendait montrer la direction, de l'autre il se demandait comment rendre cette forme de société désirable. »

Maintenant que le néolibéralisme a rempli le vide idéologique créé par la mort du socialisme d'État, Eisenhüttenstadt semble offrir en creux un concentré de tous les écueils de l'urbanisme contemporain. Comme bien d'autres villes, elle subit les conséquences de la spéculation immobilière, de l'empilement de projets de construction privés sans concertation, de l'impuissance des citoyens face aux investisseurs, de l'érosion de leur sentiment d'appartenance, de l'insuffisante protection des sites historiques... Autant de problèmes auxquels son arrière-plan idéologique et son patrimoine architectural semblent donner encore plus d'acuité qu'ailleurs.

(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

Jens MALLING (Monde diplomatique, décembre 2024)
Journaliste.

(1) Martin Maleschka (sous la dir. de), *Architekturführer Eisenhüttenstadt*, DOM Publishers, Berlin (1^{re} éd. : 2021), 2023.



Amazonie : « Il est possible de vivre dans cette forêt sans la détruire »

Dans le cœur de l'Amazonie brésilienne, un territoire tente de résister à la destruction de la forêt avec celles et ceux qui y vivent. Les habitants y gagnent leur vie par des activités traditionnelles et respectueuses de leur environnement. Reportage.



Fernando Maia montre fièrement une des balises de la randonnée Chico Mendes. D'autres marques ont été sciemment effacées, preuve selon lui que certains éleveurs ne veulent pas avoir de regards extérieurs sur la déforestation en cours dans la réserve. ©Anne Paq

Il est 7 h seulement et déjà la chaleur est insupportable dans la ville de Rio Branco, capitale de l'État d'Acre, en Amazonie brésilienne. En 2024, la sécheresse a été encore plus catastrophique que l'année précédente en Amazonie.

Dans la chaleur écrasante, Fernando Maia se prépare à accompagner un groupe pour une randonnée de trois jours dans la mythique réserve Chico Mendes. L'homme est employé de l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité (ICMbio), une organisation publique fondée en 2007 par le ministère de l'Environnement brésilien pour gérer les réserves écologiques et biologiques du pays.

Nous sommes au lendemain des élections municipales brésiennes, qui ont eu lieu en octobre dernier. Fernando Maia ne cache pas sa tristesse : toutes les villes de son État, même Xapuri, la ville d'origine du célèbre syndicaliste et militant écologiste Chico Mendes, dernier bastion de la gauche dans la région, sont passées à droite. Et ici, la droite est étroitement liée aux éleveurs de bétail, principaux responsables de la déforestation en Amazonie. Selon le dernier rapport du collectif MapBiomas, les pâturages étaient la cause de plus de 90 % des zones déboisées en Amazonie entre 1985 et 2023.



Fernando Maia, qui travaille pour l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité, l'agence fédérale chargée de la gestion de la réserve d'extraction Chico Mendes, guide les randonneurs à travers la forêt. Il travaille depuis des années à l'aménagement du sentier. ©Anne Paq

Un syndicaliste engagé contre la déforestation

Les réserves dite « extractivistes » sont le plus grand héritage laissé par Chico Mendes et le mouvement des seringueiros, les collecteurs de latex d'Amazonie. Né en 1944 dans l'État de l'Acre, Chico Mendes était seringueiro engagé pour lutter contre la déforestation. Il a été assassiné par des éleveurs en 1988.



Angela Mendes, devant des portraits de son père Chico Mendes, au comité Chico Mendes, à Rio Branco, établi pour maintenir son héritage. La lutte et le parcours de Chico Mendes constitue un fil rouge de la randonnée. ©Anne Paq

Une réserve extractiviste, dites Resex, est une zone de conservation créée pour protéger à la fois la forêt et les moyens de subsistance des populations traditionnelles non-autochtones – comme les cueilleurs de caoutchouc ou les communautés marronnes des quilombos (composées de descendants d'esclaves et dont le statut est protégé lorsqu'elles sont reconnues par l'État). Contrairement aux aires protégées conventionnelles, qui excluent souvent toute activité humaine et peuvent parfois déplacer les populations autochtones

et locales, les Resex ont été pensées pour garantir les droits fonciers des communautés traditionnelles, gardiennes de la forêt.

« *Une forêt sans les gens ne peut pas survivre* », souligne Angela Mendes, fille de Chico Mendes. Les premières Resex ont été créées au début de l'année 1990, un peu plus d'un an après l'assassinat de Chico Mendes par des éleveurs. Actuellement, il existe 96 de ces réserves au Brésil. Ensemble, elles représentent une superficie plus grande que celle de l'Angleterre.

Quelques heures de route séparent Rio Branco de la réserve. Des panaches de fumée s'élèvent à l'horizon, signalant des incendies à l'œuvre qui dévorent lentement l'Amazonie. Depuis des années, la réserve Chico Mendes est la zone protégée la plus affectée par le déboisement en Amazonie.



Impuissant, Fernando Maia de l'ICMBio documente un feu dans la réserve Chico Mendes. L'ICMBio a une brigade anti-incendies pour intervenir mais ses membres ne sont pas assez nombreux pour faire face au nombre de feux sans précédent dans la région. ©Anne Paq

Les premières castanheiras, les noyers du Brésil, arbres majestueux qui peuvent atteindre 50 mètres de haut, aperçues en entrant dans la réserve, sont aujourd'hui carbonisés. « *Voici un cimetière de castanheiras* », annonce Fernando. Le feu est utilisé par les éleveurs pour « débarrasser » la forêt de ses arbres et la transformer en pâturage. En un seul jour du mois d'octobre 2024, le ICMBio a compté plus de 600 incendies à l'intérieur de la réserve Chico Mendes. « *La première vache est arrivée dans l'Acre, par avion, en 1971. Depuis, l'enfer s'est installé* », résume Fernando.

Bien plus qu'une simple pratique agricole, l'élevage bovin est ici un projet politique. Le pâturage remplace les cultures traditionnelles, comme le manioc et les haricots, et appauvrit l'alimentation des peuples autochtones. La culture alimentaire des populations locales est peu à peu remplacée par une culture associant l'identité régionale au bétail et à la consommation de viande. L'élevage est devenu un symbole de modernité et de statut. Le mot « *seringueiro* » autrefois prononcé avec fierté, ressemble aujourd'hui à une insulte, tandis que dire de quelqu'un qu'il ressemble à un éleveur est un compliment.



Feu dans la réserve Chico Mendes avec un noyer du Brésil en feu à l'arrière-plan. Au Brésil, les incendies sont utilisés illégalement par les éleveurs pour défricher la forêt et faire place à des pâturages. ©Anne Paq



Les incendies de la forêt amazonienne dévastent des zones entières et tuent un nombre incommensurable d'animaux. La fumée peut causer de graves problèmes de santé aux communautés des villages et des villes environnants. ©Anne Paq

Dans ce contexte, le trek Chico Mendes, un circuit de randonnée de plusieurs jours où on loge chez l'habitant, se présente comme un outil de résistance et de mémoire. « *Ce territoire porte les récits de lutttes, des seringueiros qui ont affronté la déforestation aux populations indigènes qui ont façonné la forêt avec leurs pratiques agricoles millénaires* » explique Fernando, sous un immense hévéa. Il est le responsable de ce projet du ICMBio, qui a abouti cette année.



Seu Dimas montre comment se fait l'extraction du caoutchouc de l'hévéa. ©Anne Paq



Du bétail avec, en arrière-plan, des squelettes de noyers du Brésil détruits par les feux. ©Anne Paq

Le point de départ de la randonnée est la *colocação* (terrain) de Seu Dimas, un seringueiro qui s'est installé dans la réserve l'année de sa création il y a 35 ans. « *Quand je suis arrivé ici, une grande partie des terres avait été déboisée pour l'élevage* », dit l'homme. Aujourd'hui sa maison est entourée de la forêt qu'il a replantée en utilisant des techniques de l'agroforesterie.

Collecte de latex et de noix

La situation économique de la réserve s'est améliorée avec l'arrivée de la marque de baskets Veja, en 2007, qui achète aujourd'hui la plus grosse partie de la production de caoutchouc de la réserve auprès de coopératives des familles de récolteurs de caoutchouc. Mais l'extraction de latex ne rapporte pas assez, et ce depuis bien longtemps.



Seu Dimas est un seringueiro – un collecteur de caoutchouc. Sa colocação est une des étapes du trek. Il accueille les randonneurs qui dormiront dans les hamacs et pourront manger des aliments qu’il a planté. ©Anne Paq

Historiquement, la deuxième activité économique de la réserve est la collecte de noix du Brésil. Elle aussi génère des revenus instables. Sans alternatives viables, les habitants de la réserve se tournent alors vers l’élevage, activité plus lucrative, mais qui les place, ironiquement, du côté de ceux qui détruisent la forêt.

L’élevage est strictement limité dans la réserve à 15 hectares par colocação, mais les infractions sont nombreuses, et avec seulement cinq gardes pour toute la réserve, l’ICMBio a du mal à enrayer la déforestation. Impossible de savoir aussi où cette viande produite de façon illégale sera vendue, voire exportée. La viande issue des zones protégées peut même se retrouver dans les assiettes européennes.

Pour faire rentrer le bétail dans des zones protégées, les éleveurs font appel à des pratiques comme « l’élevage en partage » (gado de meia). Le propriétaire du bétail fournit les animaux, tandis que les habitants de la réserve se chargent de les élever, ce qui nécessite de créer des pâturages et donc de détruire la forêt.



Une halte sur le sentier, à la maison de Seu Dimas. Lorsqu’il est arrivé à la réserve le terrain autour de sa maison était déboisé. Il a replanté des arbres, en utilisant les techniques de l’agroforesterie, et peut maintenant récolter de nombreux fruits, comme le cacao sauvage, des légumes et des noix du Brésil, tout en préservant la forêt. ©Anne Paq

Dans ce contexte, le trek Chico Mendes, un circuit de randonnée de plusieurs jours où on loge chez l’habitant, se présente comme un outil de résistance et de mémoire. « *Ce territoire porte les récits de luttes,*

des seringueiros qui ont affronté la déforestation aux populations indigènes qui ont façonné la forêt avec leurs pratiques agricoles millénaires » explique Fernando, sous un immense hévéa. Il est le responsable de ce projet du ICMBio, qui a abouti cette année.



Du bétail avec, en arrière-plan, des squelettes de noyers du Brésil détruits par les feux. ©Anne Paq

Le point de départ de la randonnée est la *colocação* (terrain) de Seu Dimas, un seringueiro qui s'est installé dans la réserve l'année de sa création il y a 35 ans. « *Quand je suis arrivé ici, une grande partie des terres avait été déboisée pour l'élevage* », dit l'homme. Aujourd'hui sa maison est entourée de la forêt qu'il a replantée en utilisant des techniques de l'agroforesterie.

Lorsque les animaux se reproduisent, une partie des veaux devient la propriété de celui qui les a élevés, facilitant ainsi l'expansion de l'élevage à l'intérieur de la réserve. L'élevage doit alors être appréhendé comme un outil de déstabilisation, explique Fernando : « *Toute cette offensive de personnes mal intentionnées vise un objectif unique : discréditer le modèle de réforme agraire qu'incarnent les réserves extractivistes pour s'approprier ces terres un jour.* »

Tourisme communautaire

Pour Chico Melo, seringueiro vivant dans la réserve depuis 1991, des initiatives telles que le tourisme communautaire pourraient aider à restaurer les pratiques alimentaires traditionnelles, qui ont été remplacées par la consommation de viande de vache et des produits transformés achetés en ville. « *Nous avons pensé à impliquer toute la communauté dans la production d'aliments que nous allons offrir aux touristes, dit-il. Nous voulons leur proposer une alimentation traditionnelle, avec des noix du Brésil, haricots, potiron, maïs...* » Revitaliser la culture alimentaire fait partie de la résistance : « *Cette terre a été conquise au prix de sang versé. Nous avons donc un immense respect pour ce territoire et nous voulons informer le monde qu'il est possible de vivre dans cette forêt sans la détruire* », poursuit Chico Melo.



Les noix du Brésil sont partagées avec les randonneurs. La vente de noix Brésil est l'un des moyens traditionnels de gagner un revenu pour les habitants. ©Anne Paq

Il y a une dizaine d'années, la découverte en Amazonie de géoglyphes, de grandes figures tracées au sol, a prouvé la présence des civilisations indigènes ici il y a plus de huit mille ans. Ce qui contredit la théorie coloniale selon laquelle il s'agissait d'une forêt très peu peuplée avant l'invasion européenne.

Une population millénaire

Des géoglyphes trouvés à l'intérieur de la réserve rappellent aussi l'importance de la forêt comme lieu de mémoire de l'histoire ancestrale de la région. « *Des peuples indigènes vivaient ici il y a des milliers d'années, laissant un héritage pour nous aujourd'hui. Notre désir est que ce trek nous aide à conserver cet héritage pour les générations futures* », défend Fernando.



Seu Severino Silva se tient au milieu de son agroforêt, l'une des étapes du trek. Il est un des leaders historiques de la réserve, et a participé à la lutte contre la déforestation, aux côtés de Chico Mendes. ©Anne Paq

Assis au milieu de la forêt, le seringueiro Severino Silva déclare en la montrant : « *Je me suis toujours senti responsable de tout cela* ». Un des plus grands leaders de la réserve et ancien compagnon de lutte de Chico Mendes, l'homme pense qu'« *une fois qu'elles auront vu la forêt, les personnes qui vont venir pour le trek vont aussi ressentir cette responsabilité* ». Il faudrait selon lui « *beaucoup plus d'yeux pour surveiller la forêt* ».

Sauver l'Amazonie

Le fait que de nombreuses marques faites pour guider les randonneurs ont été détruites, probablement par les éleveurs du coin, laisse à penser que le trek et la présence des personnes extérieures gênent. « *Si nous gênons, c'est que nous allons dans la bonne direction* », pointe Fernando. Il a choisi avec soin le parcours, en passant justement par des zones qu'il sait menacées de déforestation.



Le trek Chico Mendes peut passer brutalement de la forêt amazonienne aux pâturages, un moyen aussi de sensibiliser les participants aux dangers de la déforestation. ©Anne Paq

Est-ce que les initiatives locales, comme le trek Chico Mendes, peuvent offrir des solutions concrètes pour freiner la déforestation et réhabiliter la culture traditionnelle dans la réserve ? Antonio Henrique, un jeune habitant de la Resex, représente cet espoir. Il élève quelques dizaines de vaches avec sa famille, mais depuis que la possibilité de guider des touristes dans la randonnée lui est apparue, il a abandonné l'idée d'accroître son cheptel.

Savoir s'il est encore possible de sauver la réserve Chico Mendes revient à demander s'il est possible de sauver l'Amazonie. Face à la toute puissante machine de destruction qu'est l'élevage au Brésil, avec une population mondiale à l'appétit croissant pour la viande, l'espoir semble parfois disparaître sous la fumée des castanheiras qui brûlent. En 2023, 14% de la surface de l'Amazonie étaient des pâturages.



Antônio, un jeune seringueiro et agriculteur, dans la forêt près de chez lui. Il espère que la randonnée sera une source de revenus, afin de réduire le nombre de bovins qu'il élève. « La forêt est ma joie », dit Antônio. ©Anne Paq

La journaliste brésilienne Eliane Brum, qui vit et travaille en Amazonie, pense que l'espoir est surfait. Dans son texte « défense du désespoir », elle suggère que « *peut-être est-il temps de dépasser l'espoir et de faire ce qui est bien plus difficile : lutter, même quand tout semble déjà perdu. Agir comme un impératif éthique.* »

Chico Mendes aurait fêté ses 80 ans le 15 décembre 2024. Il n'a jamais lutté pour un avenir incertain, il s'est battu pour son présent, pour sa communauté, pour les arbres qui l'entouraient. La bataille de l'Amazonie ne concerne pas seulement le futur. C'est aussi une lutte pour honorer ceux et celles qui ont défendu la forêt dans le passé.

Sandra GUIMARÃES (texte), Anne PAQ (photos) (Basta !)